

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

DES MODES
DE
NOMINATION & D'ÉLECTION
DES MAIRES
DANS L'ANCIENNE FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 18 décembre 1903, à 3 h. 1/2

PAR

Édouard JORE

Président : M. R. BIVILE.

*Suffragants : } MM. L. LE FUR, professeur.
GÉNESTAL, agrégé.*

PARIS

Librairie Nouvelle de droit et de Jurisprudence

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1903

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1902-1903

Doyen :

- M. EDMOND VILLEY (*, I, 1/2), Correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

Professeurs :

- MM. DANJON (I, 1/2), Assesseur du Doyen, professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.
EDMOND VILLEY (*, I, 1/2), Professeur d'*Economie politique*, chargé des cours de *Droit constitutionnel comparé* et de *Législation financière*.
LAISNÉ DES HAYES (1/2, A, 1/2), Professeur de *Droit civil*.
GUILLOUARD (*, I, 1/2, C, 1/2), G. O. 1/2, C. I. C. 1/2, O. 1/2, L. 1/2), Professeur de *Droit civil*.
LEBRET (I, 1/2) (ancien député du Calvados, ancien Ministre de la Justice), Professeur de *Droit civil*.
CABOUAT (I, 1/2), Professeur de *Droit international public et privé*, et chargé du cours de *Législation industrielle*.
BIVILLE (A, 1/2), Professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit administratif*.
DEBRAY (A, 1/2), Professeur de *Droit romain* et chargé d'un cours d'*Histoire du Droit français*.
LE FUR, Professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Éléments de Droit constitutionnel*.
ASTOUL, professeur de *Droit romain* et chargé du cours de *Pandectes*.

Agrégés :

- MM. DEGOIS, chargé du cours de *Droit criminel* et du cours de *Droit civil approfondi et comparé*.
GÉNESTAL DU CHAUMEIL, chargé des cours d'*Histoire générale de Droit français*, d'*Histoire du Droit public français* et du cours sur la *Coutume de Normandie*.
ALLIX, chargé des cours d'*Economie politique* (doctorat) et d'*Histoire des doctrines économiques*.

Secrétaire :

- M. GILLET (I, 1/2), Secrétaire de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

DES MODES
DE
NOMINATION & D'ÉLECTION
DES MAIRES
DANS L'ANCIENNE FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le vendredi 18 décembre 1903, à 3 h. 1/2



PAR

Édouard JORE

Président: M. R. BIVILLE.

Suffragants : } MM. L. LE FUR, *professeur.*
GÉNESTAL, *agrégé.*

PARIS

Librairie Nouvelle de droit et de Jurisprudence

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1903

DES MODES
DE NOMINATION & D'ÉLECTION DES MAIRES
DANS L'ANCIENNE FRANCE

INTRODUCTION

Qu'il dérive du latin *mayor* ou du germain *meyer* (1), le mot maire « maieur » (2) désigne une primauté qui n'a par elle-même rien d'absolu. Occupé d'abord aux travaux du domaine sous le nom de *villicus* (3), le maire se transforma au cours des temps.

D'abord révocable, il devint héréditaire malgré une résistance opiniâtre de la part des possesseurs de

(1) Choppin, *lib. 3, De domanio*, titre 20, n° 4, d'après La Thaumassière (*Histoire du Berry*, liv. III, p. 138), et selon du Haillan, Malin gre, Ménage, d'après Leber, *Histoire critique du pouvoir municipal*, p. 196.

(2) Usitée fréquemment à partir de 1345, l'expression de maieur tomba en désuétude au xviii^e siècle pour faire place à celle de maire (de Beauvillé, *Histoire de la ville de Montdidier*, t. II, p. 155).

(3) Celui qui gouvernait une propriété foncière, la villa des temps mérovingiens et carlovingiens, prenait indifféremment le nom de *mayor* et de *villicus* (du Cange, *Majores villarum*; Guérard, *Polyptique de l'abbé Irminon*, prolégomènes, p. 442, n° 3, cité par M. Desjardins dans le *Correspondant* du 25 mai 1870, p. 582).

fiefs (1), puis, peu à peu, par une lente évolution, il changea son titre de maire seigneurial en celui de maire communal (2) et de maire royal, d'où une division naturelle de l'étude qui va suivre en trois parties : le maire seigneurial et ses modes de nomination, le maire communal et ses modes d'élection, le maire royal et la vénalité de son office.

(1) Elevés à un emploi qui les sortait de la glèbe, payant un cens féodal à raison de leur emploi, les maires domaniaux en vinrent promptement à considérer leur mairie comme un bien patrimonial.

A la fin du XI^e siècle, si cette prétention n'était pas encore admise, elle soulevait à chaque vacance, de la part des héritiers, des chicanes qui aboutissaient toujours à la continuation à leur profit de l'office de leur auteur. Bientôt après, ce qui n'était qu'une tolérance fut un droit, et les mairies devinrent par le fait des fiefs héréditaires. De nombreuses mentions des Capitulaires, il résulte que des maires ruraux étaient fieffés, qu'ils rendaient foi et hommage et payaient un rachat lors des mutations (De Lepinois, *Histoire de Chartres*, t. I, p. 68).

(2) A Saint-Thiébault, le maire communal, comme pour mieux attester son origine, garde ou reprend en 1263 son vieux nom romain de *villicus* [Pawlowski, « Charte communale de Saint-Thiébault (Haute-Marne) octroyée par Thiébault I^{er}, comte de Bar et de Luxembourg, dans Comité des travaux historiques », *Bulletin historique et philologique*, 1898, p. 252, cité par Viollet, *Histoire des Institutions politiques et administratives de la France*, t. III, p. 63].

PREMIÈRE PARTIE

LE MAIRE SEIGNEURIAL ET SES MODES DE NOMINATION.

Le maire seigneurial, comme son nom l'indique, était un officier du seigneur, et pour cette raison était nommé par ce dernier dans la ville, ou en dehors de la ville (1), confiée à sa garde. Ennemi redoutable pour les bourgeois (2), il avait pour mission de faire respecter les droits de son maître (3) ; c'est ce qui explique pourquoi les ducs, comtes, barons, tenaient tant à procéder eux-mêmes aux désignations dans l'étendue de leurs domaines (4).

Pourtant, quand ils le jugeaient à propos, ils se contentaient d'exiger des listes de présentation (5), ou

(1) A Montbéliard, le maire pouvait être pris de la ville ou d'autre part. Lettres faites et données en septembre l'an mil trois cent et quatorze (Tuetey, *Etude sur le droit municipal aux XIII^e et XIV^e siècles en Franche-Comté et en particulier à Montbéliard*, p. 257).

(2) *Correspondant* du 25 mai 1870, p. 583.

(3) Si ego de aliquo de communia vel de ipsa tota communia fecero clamorem, major mihi inde rectitudinem tenebit ubi voluero infra ambitum civitatis (Charte de commune octroyée par Henri I^{er}, comte de Troyes, 1179, *Layettes du trésor des chartes*, p. 126).

(4) Cela se passait ainsi à la Villeneuve-aux-Chênes, à Passavant, à Pont-Sainte-Marie, à Sugny (Bonvalot, *La loi de Beaumont et ses filiales*, p. 383), Rougeries, Marfontaines (*Archives départementales de l'Aisne*, t. I, B. 3239), Rambervillers, *Inventaire sommaire*, CC 2).

(5) La liste était double à Saint-Valery-sur-Somme (Charte accordée

d'opérer leurs choix de concert avec les habitants (1). La possession indivise d'une mairie par plusieurs coseigneurs ne changeait rien à l'état de choses ordinaire, les seigneurs constituant le maire d'un commun accord (2) ou déléguant à l'un d'eux pendant un certain temps l'exercice de leur droit collectif de nomination (3).

A en croire enfin la coutume et les chartes, les seigneurs intervenaient encore légitimement dans les élections à défaut d'entente entre les bourgeois (4) ou après l'expiration d'un délai déterminé pendant lequel il n'avait pas été procédé au renouvellement de la loi (5).

Droit plutôt réel que personnel, le droit de nomination appartenait aux évêques dans leurs villes épiscopa-

par Jean d'Artois, 1376, *Histoire de cinq villes*, par Prarond, t. III, p. 77), triple à Blangy-sur-Bresle (*Histoire de la ville de Blangy-sur-Bresle*, par A. de Lérue, p. 47), à Eu (*La ville d'Eu*, par Lebœuf, p. 172), à Vervins (*Archives départementales de l'Aisne*, t. I, B. 3.321).

(1) Morville-sur-Seille (Bonvalot, *La loi de Beaumont et ses filiales*, p. 383). Le comte de Champagne acquérant la moitié des seigneuries d'Aure et de Saint-Myard y établira un mayer du consentement des habitants (*Correspondant* du 25 mai 1870, p. 594).

(2) Par exemple Villers-le-Tilleul où l'abbaye de Laon et le comte de Rethel étaient co-seigneurs (Bonvalot, *ibid.*, p. 383).

(3) A Saint-Julien-du-Rognon et à Saulce-Mouchin (Bonvalot, *ibid.*, p. 383).

(4) Dans ce cas, ils devaient faire choix de personnes convenables en l'office (Beaumanoir, cité dans le *Correspondant* du 10 juin 1870, p. 842).

(5) Le délai était ordinairement de 15 jours. Bar-le-Duc (Charte d'affranchissement concédée par Henri I^{er}, comte de Bar, 1234, dans le *Bulletin historique et philologique* de 1896, p. 20), Bar-sur-Seine (Charte accordée par Thibaut de Champagne, juin 1234, dans Pérard, *Recueil de plusieurs pièces curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne*, p. 430).

les (1) et leurs biens territoriaux (2), aux abbés dans les dépendances de leurs abbayes (3). A Saint-Valery (4), comme à Corbie (5) ou à Saint-Riquier, les habitants devaient s'incliner devant l'autorité abbatiale qui tantôt choisissait sur une liste de présentation (6) et tantôt n'exerçait qu'un veto (7).

Quoique fort usités, ces modes de nomination souffraient des exceptions ; il n'était pas rare, par exemple, de voir le seigneur à la suite de sollicitations pressantes abandonner la mairie aux bourgeois moyennant le paie-

(1) Il est question d'un maire épiscopal à Laon dans un avis du grand Conseil du Parlement et de la Chambre des Comptes de 1332 (*Inventaire sommaire de la ville de Laon*, série A, p. 2-3).

(2) Charte accordée à Anizi-le-Château par Itier de Mauni, 1259 (*Les communes françaises à l'époque des Capétiens directs* par Luchaire, p. 95).

(3) A Saint-Michel, l'abbé faisait nommer le maire par le prieur (*Archives départementales de l'Aisne*, t. I, B. 3.293).

(4) Dans cette ville, l'abbé choisissait entre deux hommes de bonne renommée présentés par les habitants. Charte de Robert de Dreux, 1234 (Prarond, *Histoire de cinq villes*, t. III, p. 66).

(5) Par suite d'un accord intervenu entre l'abbé et les bourgeois en 1228, l'abbé conserve la faculté de désigner le maire (Augustin Thierry, *Documents inédits sur l'histoire du Tiers-Etat*, t. III, p. 436).

(6) Nul ne sera mayor, disait la charte, si ce n'est du consentement du roi de France, des abbés et des religieux ; autrement, il pourrait être déposé au caprice du roi et desdits religieux ; l'abbé pouvait même déposer le maire en fonctions (*Mémoires de la Société des antiquaires de Picardie*. Documents inédits concernant la province, t. X, Histoire de l'Abbaye et de la ville de Saint-Riquier par l'abbé Hénocque, t. I, p. 407).

(7) A Remiremont, l'abbesse choisissait le maire sur une liste de 9 candidats présentés par les bourgeois de la ville (Bonvalot, *Histoire du droit et des institutions de Lorraine et des Trois-Evêchés*, p. 276).

ment d'une redevance fixe (1). Cet abandon, qui lui semblait de peu d'importance, était pourtant, à bien examiner, un acheminement lent, mais certain, vers l'élection pure et simple.

Que quelques années s'écoulaient sans que la redevance soit payée, les villes auront un prétexte suffisant pour réclamer le droit d'élire toujours leurs maires et l'établissement d'une commune.

(1) En 1301, Renaud de Bourgogne concède à la ville de Montbéliard le droit de nommer un maire pendant 15 ans moyennant le paiement annuel de 103 livres (Tuetey, *ibid.*, p. 252 et 399).

DEUXIÈME PARTIE

LE MAIRE COMMUNAL ET SES MODES DE NOMINATION.

S'il est possible de donner une définition complète de la commune (1), il est très difficile d'en indiquer exactement l'origine ou pour mieux dire les origines, tant les historiens sont en désaccord à ce sujet. Ce qui paraît certain, c'est que les communes furent établies pour différentes raisons (2).

(1) Parmi les définitions sans nombre de la commune, il y en a deux qui méritent de trouver une place ici, celle de Guibert de Nogent et celle de Du Cange.

Voici la première :

« Commune ! nom nouveau, nom détestable ! Par elle, les censitaires (*capite censi*) sont affranchis de tout servage moyennant une simple redevance annuelle ; par elle, ils ne sont condamnés pour l'infraction aux lois qu'à une amende légalement déterminée ; par elle, ils cessent d'être soumis aux autres charges pécuniaires dont les serfs sont accablés » (*De vita sua*, liv. III, chap. VII, cité dans Luchaire, *Les communes françaises à l'époque des Capétiens directs*, p. 14, et Leber, *Histoire critique du pouvoir municipal*, p. 172-173).

Voici la seconde :

« *Incolarum urbis est oppidi universitas domino vel rege concedente sacramento invicem certisque legibus astricta* » (Glossar. V^o *Commune*, éd. de Niort, t. III, p. 452, 2^e col., cité dans Viollet, *Les institutions politiques et administratives de la France*, t. III, p. 16).

(2) M. Tailliar assigne aux communes au moins six origines ou causes distinctes (*Recueil d'actes des XII^e et XIII^e siècles en langue romane et wallonne*, *Introduction*, p. CLVII, note et p. CLVIII, cité dans le *Correspondant* du 25 mai 1870, p. 585).

Les deux principaux motifs de l'octroi des communes furent sans nul doute l'insurrection (1) et le paiement d'une somme d'argent par les habitants des villes à leurs seigneurs et maîtres (2), mais ce ne furent pas les seuls, à en croire les préambules des nombreuses chartes qui font mention « de la trop grande oppression des pauvres » (4), « des excès du clergé » (3), « des injonctions et des services que les puissants de la terre faisaient peser sur les bourgeois » (5), de la nécessité pour ces derniers « de se mieux défendre et garder » (6).

(1) C'est l'opinion de M. Dareste de la Chavanne (*Histoire de l'administration en France et des progrès du pouvoir royal*, t. I, 177. Cf. Viollet, *ibid.*, t. III, p. 28). M. Augustin Thierry, dans une de ses fameuses lettres publiées par le *Courrier français*, fait remarquer l'établissement pacifique de la commune de Noyon (Lettre XV).

(2) C'est ce qui arriva pour Amiens : « Ambiani rege illecto pecuniis fecere communiam » (Guibert), Crespy : « tenetur reddere, singulis annis baillivis nostris, trecentas et septuaginta libras » (*Ordonnances du Louvre*, t. XI, p. 234). et Sens : imposition de six cents livres parisis de rente non compris de fortes redevances en grains (Charte de Sens, art. 23). Toutes ces citations sont extraites de Leber, *ibid.*, p. 182 et 183.

(3) « Pro nimia oppressione pauperum » (Confirmation des privilèges de la ville de Mantes. *Ord.*, t. VI, p. 297). Mantes est une des communes qui prirent de bonne heure à bail la prévôté royale, (1201-1202. Giry, *Documents sur les relations de la royauté avec les villes de France*, p. 48, cité dans Viollet, *ibid.*, t. III, p. 36, note 2).

(4) « Ob enormitates clericorum » (Confirmation de la Charte de Compiègne, *Ord.*, t. XI, p. 240). Ces deux dernières citations sont extraites de Leber, *ibid.*, p. 191. Cf. Luchaire, *Les communes françaises à l'époque des Capétiens directs*, p. 21.

(5) Doullens (Gasquet, *Précis des institutions politiques et sociales de l'ancienne France*, t. II, ch. III, p. 173). Voir dans Bréquigny une énumération assez complète des motifs de l'établissement de certaines communes (Préface du t. XI des *Ordonnances du Louvre*).

(6) « Ut sua jura melius defendere possint et magis integre cus-

Ces citations, qu'il serait facile de multiplier (1), prouvent le manque d'unité du mouvement communal. Comme le fait remarquer M. Brequigny, toutes les communes ne reçurent pas la même constitution (2).

En cette matière il exista la plus grande diversité (3); pourtant malgré cette diversité on peut ramener à cinq les caractères constitutifs de la commune : la possession d'un sceau particulier (4), d'une cloche, d'un hôtel de ville, d'une caisse commune et enfin d'une administration municipale.

Apanage seulement des personnes morales (5) ou

todire » (La Rochelle, *Ord.*, t. II, p. 320, cité dans Guichard, *Dissertation historique sur les communes de France*, p. 32).

(1) La commune d'Abbeville fut concédée « propter injurias et molestias burgensibus frequenter illatas » (Guichard, *ibid.*, p. 33). Certaines dépendances de l'abbaye d'Aurigny obtinrent une charte de commune « pour le maintien de la paix » « habeant communiam pro pace conservanda » (*Ord.*, t. XI, p. 308, cité dans Leber, *ibid.*, p. 191).

(2) « Les noms, les rangs, les pouvoirs, variaient à l'infini ; les droits attachés aux mêmes noms n'étaient pas toujours de la même étendue » (*Ord.*, t. XI, préface, p. xxxvii).

(3) Est-ce utile de rappeler ici qu'il y eut des communes jurées et des villes neuves, des chartes types et des chartes filiales ? Sur le second point, voir Luchaire, *ibid.*, p. 136.

(4) « Dicebat etiam quod cives Remenses non debebant habere sigillum quum non habeant communiam » (Gasquet, *ibid.*, t. II, chap. III, p. 193, note 5). Primitivement, il n'y eut qu'un grand sceau, le sceau solennel ; plus tard, par suite du grand nombre de pièces à expédier, on se servit de deux autres sceaux : le sceau aux causes et le sceau aux connaissances (Luchaire, *ibid.*, p. 103).

A Saint-Jean-d'Angély, on ne trouve que deux sceaux : le grand et le petit scel (*Mémoires de la Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, t. XXIV, p. 11).

(5) Viollet, *Les Institutions politiques et administratives de la France*, t. III, p. 15.

des seigneurs, le sceau à une époque où l'écriture était peu répandue servait à authentifier les actes. Aussi le premier soin d'une cité qui se donnait ou recevait une commune était-il de s'en fabriquer un. S'il n'y avait pas de commune sans sceau, il n'y avait pas davantage de commune sans cloche.

Suspendue dans la grande tour du beffroi, la cloche jouait un rôle considérable ; c'était elle qui donnait l'éveil à l'approche du danger : attaque de l'ennemi ou incendie ; c'était elle qui indiquait aux ouvriers les heures de travail, de repos, le lever du soleil et le couvre feu (1). C'était elle, il faut également l'avouer, qui donnait le signal de l'émeute contre le seigneur. On comprend dans ces conditions combien la ville tenait à conserver sa cloche qui lui rappelait les plus beaux jours de son indépendance, et quels efforts elle faisait pour la recouvrer dans le cas alors assez fréquent où elle en était privée (2).

L'hôtel de ville était avec le beffroi le monument municipal par excellence (3). Construit le plus souvent luxueusement, il témoignait de la richesse de la com-

(1) Les pensées qui précèdent sur le rôle de la cloche sont empruntées à Luchaire, *ibid.*, p. 106. A Rouen, par suite d'un usage qui remonte au temps de l'érection de cette ville en commune, le couvre-feu sonne encore tous les soirs à 9 heures.

(2) Sur ce point, voir Babeau, *La ville sous l'ancien régime*, t. I, p. 134 et Luchaire, *ibid.*, p. 107-108.

(3) Luchaire, *ibid.*, p. 107. Voir la grande *Encyclopédie*, V^e *Hôtel de Ville*.

mune. On y faisait les publications officielles ; on y proclamait la guerre et la paix ; on y déposait enfin les deniers communaux dans un coffre *ad hoc*.

Ce coffre appelé généralement « arca » témoignait, suivant qu'il était plein ou vide, du bon ou du mauvais état financier de la ville. A cette époque en effet, l'administration des finances de celle-ci était des plus simples par suite du petit nombre des recettes et des dépenses annuelles.

Sans doute, il y avait bien des bois, des pâtures, des marais appartenant à l'universalité des habitants, mais il était rare que les bourgeois les prissent à bail ; la plupart du temps ils en usaient collectivement. Le revenu du domaine immobilier était donc médiocre. Restaient les amendes dues par les particuliers, les droits de péage, de tonlieu, le produit de la taille qui constituaient en réalité les véritables ressources communales.

Si les recettes étaient peu importantes, les dépenses au contraire étaient considérables. En dehors des grosses sommes d'argent exigées comme prix des concessions originaires, il fallait entretenir les rues, les fortifications, payer les frais occasionnés par de très fréquentes solennités. Comme il est facile de le prévoir, étant donné le manque de fixité des recettes et des dépenses, il n'y avait pas de budget annuel et tout le monde vivait au jour le jour sans se préoccuper du lendemain (1).

(1) Sur les finances communales, voir Luchaire, *Les communes*

Pourtant la commune ne manquait pas d'administrateurs ; presque toujours, en effet, elle était gouvernée par un triple collège de jurés, de pairs et d'échevins, autant de noms qui avaient une signification presque identique.

Le juré, c'était proprement celui qui avait prêté serment, serment à la fois politique et professionnel alors indispensable pour exercer une fonction publique.

Le pair, c'était un juré d'un rang supérieur rappelant par son nom la grande idée du moyen âge, à savoir que chacun ne pouvait être jugé que par son égal (1).

L'échevin (2) enfin, c'était l'ancien magistrat municipal des temps mérovingiens et carlovingiens (3). Son rôle d'ailleurs était identique à celui que jouaient les jurés et les pairs.

Au-dessus de tout se trouvait un chef unique (4), le

françaises à l'époque des Capétiens directs, p. 191 et suiv., et Babeau, *La ville sous l'ancien régime*, t. I, p. 28.

(1) Sur les pairs, voir Viollet, *ibid.*, t. III, p. 68-69.

(2) Les échevins se faisaient souvent assister par des hommes expérimentés appelés « conseillers » (Viollet, *Les institutions politiques et administratives de la France*, t. III, p. 112).

(3) Sur les échevins, voir Viollet, *ibid.* t. III, p. 65 et suiv.

(4) On peut cependant donner quelques exemples de pluralité. Il y avait 2 maires : à Beauvais (Teulet, *Layettes du trésor des Chartes*, p. 131) ; Béthune (*Une ville artésienne avant la Révolution*, par M. Decroos. *Antiquaires de la Morinie, Mémoires*, t. XVIII, p. 4, et *Inventaire sommaire de la ville de Béthune*, préface, p. 11) ; Saint-Omer (Giry, *Saint-Omer et ses institutions*, p. 171) ; Saint-Quentin (Wauters, *Les libertés communales en Belgique, dans le Nord de la France et sur les bords du Rhin*, p. 610) ; 3 à Montreuil-sur-Mer (Just Paquet, *Les institutions provinciales et communales et les corporations des pays de l'ancienne France à l'avènement de Louis XI*, p. 194).

maire, dont les pouvoirs étaient considérables. A lui seul incombait le droit de commander la force armée, de convoquer au ban, de rendre la justice, d'établir des taxes, de présider les « mesées », les assemblées du corps de ville, de diriger les délibérations. Tout manque de respect à son égard était sévèrement puni. Si le fait se produisait en séance à l'hôtel de ville, le coupable était immédiatement arrêté, il devait faire publiquement amende honorable « le genou en terre et le chaperon au poing » sans préjudice de l'amende qui pouvait lui être infligée (1). Dans ces conditions, on comprend quelle importance avait pour les bourgeois le mode de nomination de leur principal magistrat, Comme il est facile de le deviner, il y eut à ce sujet une très grande diversité suivant les temps et les lieux.

Le maire à l'origine fut élu par tous ceux qui avaient prêté le même serment, qui avaient lutté avec la même énergie pour l'émancipation commune, c'est-à-dire par le suffrage universel (2). Les chartes, comme les coutumes, sont affirmatives à cet égard (3). De ce que le droit

(1) Ces lignes sont extraites des *Mémoires de la Société archéologique et historique de la Saintonge et de l'Aunis*, t. XXIV, p. 9. Cf. Luchaire, *Les communes françaises à l'époque des Capétiens directs*, p. 159,

(2) *Correspondant*, 25 mai 1870, p. 591.

(3) Le suffrage universel était usité à Beaumont en Argonne (*Assensu omnium vestrum jurati constituentur et major similiter*, Bonvalot, *La loi de Beaumont et ses filiales*, p. 372) ; à Auzéville (Bonvalot, *ibid.*, p. 372) ; à Sainte-Menehould (d'Avenel, *Richelieu et la monarchie absolue*, t. IV, p. 228) ; à Laon (Melleville, *Histoire de Laon*, t. I, p. 272) ; à La Fère, à Lavaqueresse (*Archives départementales de l'Aisne*, t. I, B. 1638, 3227) ; à Calais (Bourdout de Richebourg,

de vote était universel, il ne faut pas en conclure cependant qu'il appartenait toujours aux femmes. Sans doute pour certaines villes comme Pont-à-Mousson (1), Montbéliard (2), il existe bien des textes précis exigeant la présence des femmes au scrutin ; sans doute encore de nombreux documents signalent la part prise par certaines d'entre elles aux assemblées électorales (3), mais

Coutumier général, t. I, p. 17) ; à Bray-sur-Somme (*eligent et constituent majorem super sacramenta sua bona fide. Ord.*, t. XI, p. 297) ; à Rouvre près de Dijon (*Ord.*, t. IV, p. 391). En Bourgogne, les maires étaient élus « par tout le peuple sans acception des qualités des personnes » (Just Paquet, *ibid.*, p. 223).

(1) « Voulons encore et octroyons que nos bourgeois et nos bourgeoises ensemble puissent faire et eslire justice, pour eux gouverner, c'est assavoir maire par commun accord des dits bourgeois et bourgeoises... » (*Charte octroyée par Robert de Bar ; Bonvalot, La loi de Beaumont et ses filiales*, p. 373).

(2) « Après nous volons, otroïons et expressément noz consentons que li dit borgois et borgoises et li habitant en Montbéliart puissent et haient pooir eslire entre lour 9 borgois de par le consentement de la plus grant partie des borgois et habitants de Montbéliart. » Charte concédée par Renaud de Bourgogne (Tuetey, *Etude sur le droit municipal aux XIII^e et XIV^e siècles en Franche-Comté et en particulier à Montbéliard*, p. 235).

(3) « Consentons que les dits bourgeois et bourgeoises et les habitants de Belvoir... puissent et ayent pouvoir de eslire entre leurs quatre bourgeois... par lesquels... la dite ville sera gouvernée » (Aristide Dey, *Etude sur la condition des biens et des communes au Comté de Bourgogne pendant le moyen âge*, p. 234, note 1). Dans le procès-verbal d'une assemblée de bourgeois de Châlons-sur-Marne, on trouve le nom d'Adémine de la Vesne, femme Jehan Santier (Baron, C. F. E. Dupin, *Histoire de l'administration locale*, ou « Revue historique des divers changements survenus dans l'organisation administrative des villes et communes, des provinces et départements depuis le commencement de la Monarchie jusqu'à S. M. Charles X », p. 55). En ce qui concerne le suffrage des femmes, Cf. Bavelier, *Essai historique sur le droit d'élection et sur les anciennes*

l'électorat des femmes est un fait tellement étrange qu'en l'absence de preuves décisives, il est permis de douter de son existence (1).

Quoi qu'il en soit, le suffrage universel, dès sa première apparition, excita des défiances malheureusement trop justifiées ; les tumultes, les mauvais choix, la trop grande autorité qu'il donnait à la partie la plus nombreuse et la moins haut placée de la population ou à ceux qui directement nommés par elle trouvaient en elle un appui, tels étaient les motifs invoqués par ceux qui cherchaient à le détruire (2). Dans plus d'une ville, en effet, la foule désigna elle-même par acclamation les candidats aux fonctions municipales (3). Dans plus d'une cité, un ambitieux harangua les habitants avant les élections et se fit hisser sur le siège de justice jusqu'au moment où un autre le renverserait et prendrait sa place par le même procédé (4). Au lieu de s'arrêter sur les plus dignes, les votes populaires ne portaient en général que sur des hommes sans capacité, sans indépendance, sans fermeté, sans dévouement à l'intérêt public. La participation des classes inférieures à l'administration des communes produisit de si mauvais résultats que sous

assemblées représentatives de la France, p. 90, 91 et Viollet, *Institutions politiques et administratives de la France*, t. III, p. 26.

(1) C'est en particulier l'avis de M. Bonvalot (*La loi de Beaumont et ses filiales*, p. 374).

(2) *Correspondant*, 25 mai 1870, p. 592-593.

(3) Ce fait se produisit notamment à Salins (Aristide Dey, *ibid.*, p. 258).

(4) C'est ce qui arriva à Pont-à-Mousson (Bonvalot, *ibid.*, p. 540).

différents prétextes (1) le suffrage universel disparut presque partout. Les citoyens les plus instruits, les plus indépendants mettant à profit les réactions autoritaires qui suivent la plupart du temps les émeutes de la plèbe, se réservèrent à eux seuls le droit de nommer le maire (2). Comme le remarque avec raison M. Viollet, la fiction antique de l'unanimité fut battue en brèche par une fiction bien différente, la fiction d'une majorité qui devait réunir à la supériorité du nombre celle du bon sens, de la moralité, de l'intelligence (*major pars et sanior*), en français la plus grande et saine partie (3),

(1) Pour supprimer le suffrage universel à Bourges, on invoqua « les subornations et abus qui se faisaient touchant les élections des dits maires et échevins en assemblée générale, parce que le populaire élisait celui de qui il était prié sans savoir et enquérir qui était le plus propre audit état de maire » (Chenu, *Recueil des antiquités et privilèges de la ville de Bourges et de plusieurs autres villes capitales du royaume*, p. 122).

(2) Il y a lieu de signaler ici spécialement la réaction autoritaire qui se produisit à Arbois, à Salins (Aristide Dey, *ibid.*, p. 262 et 259), à Dijon. Dans cette ville, pour empêcher « les habitants de la plus abjecte et moindre condition du peuple » d'élire le vicomte mayeur, un cens fut imposé aux électeurs (Garnier, *Chartes de communes et d'affranchissements en Bourgogne*, t. I, p. 177).

(3) *Les institutions politiques et administratives de la France*, t. III, p. 408. Cette locution se rencontre un peu partout. A Auxonne, l'élection du maire se faisait par « la plus grande et saine partie des habitants » (Garnier, *ibid.*, t. II, p. 38); de même à Hesdin (Taillar, *Recueil d'actes des XII^e et XIII^e siècles en langue romane et wallonne dans la nord de la France*, p. 52). Dans les Décrétales, il est parlé de la plus grande et plus saine partie du chapitre (*primum est maior et sanior pars totius capituli debet esse in electione aliter non valeat electio*) (Décret, Grégoire, IX, lib. I, t. VI, ch. XLVI); cf. Luchaire, *Les communes françaises à l'époque des Capétiens directs*, p. 166; Babeau, *Le village sous l'ancien régime*, p. 380.

expression que Bouteiller dans sa *Somme rurale* (1) explique de la manière suivante : « Si scachés que là ou il y a la plus grant partie des personnes, là est apparent la grant partie, mais à ce ne s'en faut mie arrester, si ainsi n'estait que à celle partie fussent les plus notables de la ville. Et si de l'un des costez estait assemblée une partie des petits et pauvres du peuple qui fussent le plus de testes et d'autre part eust contre-assemblée qui fust une autre partie des plus notables de la ville qui fussent moins de testes, scachés que pour ce ne demeurerait que la volonté du plus grant nombre des petit jaoit ce qu'ils fussent le plus deussent passer deseure l'assens des riches et notables qui seraient les moins en nombre, mais ils seraient la plus saine partie de la communauté, car en fait de la communauté se faut plus prendre à la saine partie que à la greigneur pour ce que vérité est que plus poissent les riches et les notables le faict de la chose publique que ne font les petits qui ne désirent que leur propre volonté ! ». Comme on le voit, la fiction de l'unanimité des grands et des petits, des pauvres et des riches, avait fait place à la fiction de la supériorité morale des classes riches, fiction que justifiait leur domination et leur permettait de rendre plus rigoureuses les conditions de l'électorat.

(1) Liv. II, ch. xix, *De la franchise des bourgeois et bourgeoises des villes*. Edit. de Lyon, 1621, p. 1371. Tout le passage qui va suivre est cité par M. Viollet (*Institutions politiques et administratives de la France*, t. III, p. 109).

Pour voter, il ne suffisait plus en effet d'habiter la ville, il fallait être bourgeois, ce qui était difficile à en juger par les formalités exigées un peu partout pour acquérir la bourgeoisie : obligation d'être domicilié dans la commune depuis un certain temps (1), d'avoir un âge déterminé (2), de posséder une maison (3), d'acquitter un droit fixe (4). Le peuple devait donc s'éloigner complètement des élections, c'est ce qu'il fit tout naturellement. Le suffrage à deux degrés remplaça le suffrage universel.

Le choix par des électeurs primaires de délégués (5), chargés d'élire le maire dans un second scrutin, était le mode le plus simple de votation à deux degrés ; aussi

(1) Le domicile d'un an suffisait ordinairement. « *Droit de bourgeoisie s'acquiert par demeure par an et un jour* » (Loysel, *Institutes coutumières*, liv. I, tit. 24, cité par Babeau ; *La ville sous l'ancien régime*, t. I, p. 24). — Cf. de Calonne, *La vie municipale au XV^e siècle dans le nord de la France*, p. 7.

(2) A Amiens, l'âge était fixé à 25 ans (de Calonne, *ibid.*, p. 7).

(3) Par exemple à Noyon (Lefranc, *Histoire de Noyon*, p. 185). La possession d'un immeuble répondait en quelque sorte de l'exactitude du nouveau bourgeois à remplir ses engagements. On le saisissait, on le confisquait, on le démolissait suivant l'importance du délit qu'il avait pu commettre par la suite.

(4) Ce droit était de 5 sols à Amiens (de Calonne, *ibid.*, p. 8). A Noyon, il allait de 45 sous à 4 deniers ; on payait quelquefois en nature. Evidemment le droit exigé variait avec la condition de fortune du postulant. A la Rochelle, les ouvriers et les petites gens payaient 3 écus, les gens de condition moyenne 6 écus, la haute bourgeoisie et les gens riches une somme supérieure (Luchaire, *Les communes françaises à l'époque des capétiens directs*, p. 55).

(5) Ces délégués étaient appelés portant-voix parce qu'ils portaient les voix de leurs commettants à l'Hôtel de Ville (Babeau, *La ville sous l'ancien régime*, t. I, p. 75).

fut-il usité de bonne heure à Bourges (1) et à Boulogne-sur-Mer (2) dans des conditions toutes spéciales qui en assuraient le fonctionnement régulier. Dans ces deux villes, en effet, l'élection définitive appartenait à la portion la plus intelligente de la population, aux licenciés en droit civil ou en droit canon, aux marchands, mais non aux artisans (3) : c'était vraiment l'élite qui décidait en dernier lieu. Ce mécanisme électoral tenait d'ailleurs compte de la topographie des lieux (4) et proportionnait le nombre des électeurs secondaires au nombre des quartiers (5).

Malgré ses avantages qui n'échappaient à personne, ce système avait un tort grave : il ne tenait pas assez compte de l'importance de trois corps privilégiés qui méritaient bien une représentation spéciale : l'Université, la milice et la marchandise.

L'Université, c'était un être moral (6) ayant ses sta-

(1) Chenu, *Recueil des antiquités et privilèges de la ville de Bourges et de plusieurs autres villes capitales du royaume*, p. 122.

(2) Magnier, *Histoire d'une commune de France au XVIII^e siècle*, p. 16-17.

(3) Chenu, *ibid.*, p. 122. La défaveur attachée à l'exercice d'un art mécanique devait durer fort longtemps. « Les artisans étant proprement mécaniques sont réputés viles personnes » (Loyseau, *Traité des ordres*, ch. viii, 48-53, édit. 1620, p. 139, cité dans Hannotaux, *Histoire du cardinal de Richelieu*, t. I, p. 471).

(4) A Boulogne-sur-Mer, les bourgeois choisissaient 20 de leurs membres, 10 de la Haute et 10 de la Basse ville.

(5) A Bourges, chaque quartier (il y en avait 4) élisait 8 notables personnages. Cf. Dreux, où 100 ou 120 bourgeois choisis par le comte dans chaque rue nommaient le maire à la suite de réductions successives (Lemaitre, *Histoire de Dreux*, p. 292).

(6) Des lettres patentes étaient nécessaires pour la fondation d'une

tuts, ses revenus particuliers, jouant au besoin un rôle politique. Quoi de plus juste que de lui donner une part, sinon dans l'administration communale (1), du moins dans l'élection du maire ; c'est ce qui avait lieu, par exemple à Angers (2).

La milice, c'était la garnison royale, moins ses désavantages (3), un composé de bourgeois qui possédaient le droit de choisir leurs chefs, qui avaient le devoir de faire des patrouilles et de garder les remparts. Pourquoi n'aurait-elle pas participé, même indirectement, aux choix du maire ? C'est ce qui se pratiquait à Saint-Quentin (4).

La marchandise enfin, plus encore que l'Université et la milice, occupait une place prépondérante dans les

université. Généralement celle-ci comprenait un recteur, un chancelier, des régents pour lesquels un banc était réservé dans la nef de la principale église de la ville. Les échevins assistaient volontiers aux soutenances de thèse. En ce qui concerne Caen, pour les faits ci-dessus indiqués, voir Carel, *Étude sur la commune de Caen*, p. 165, 250 et 229.

(1) A Bordeaux, l'université était représentée dans le conseil communal par un procureur spécial (Babeau, *ibid.*, t. II, p. 299).

(2) Sée, *Louis XI et les villes*, p. 400.

(3) La présence des soldats du roi, la plupart du temps indisciplinés, était regardée par les bourgeois comme un véritable fléau. Sur ce sujet, voir Babeau, *ibid.*, t. II, p. 79 et 85.

(4) A Saint-Quentin, les 16 mayeurs d'enseignes des 16 quartiers de la ville avec leurs 48 prud'hommes nommaient 2 jurés. Ces 2 jurés avec les 2 jurés nommés par les échevins en nommaient 4 autres. Les échevins et les 8 jurés nommaient les 3 derniers jurés. Le maire était nommé par les jurés et les échevins (Renseignements fournis par M. Théophile Eck, conservateur du Musée des antiquités de Saint-Quentin).

échevinages. Les corporations, il ne faut pas l'oublier, étaient au moyen âge toutes-puissantes. Comme les communes, elles avaient leurs lois particulières, leurs chefs (1), leurs revenus spéciaux. Il était tout naturel qu'elles fissent sentir leur action jusque dans l'élection du mayeur ; mais comme l'uniformité n'existait pas alors dans les institutions municipales, elles exerçaient leur droit d'intervention, tantôt directement, tantôt indirectement, ce qui était le cas le plus fréquent.

A Semur, par exemple, les 7 métiers nommaient chacun 2 délégués auxquels incombait le choix définitif (2).

A Montreuil-sur-Mer, les 7 ghildes nommaient chacune 4 électeurs et monopolisaient la mairie (3).

A Péronne (4) et à Beauvais (5), les corporations nom-

(1) Les chefs des métiers portaient le nom de maires.

(2) « Lesquels métiers et états pour faire ladite élection sont ceux qui s'ensuyvent : 1^o les graduez, advocatz, médecins et enquesteurs, graduez ou non graduez ; 2^o les praticiens, assavoir : les procureurs ou praticiens suyvens et exerceans la pratique soit aux juridictions royales ou inférieures, notaires, sergens royaulx et aultres de l'estat de la plume et pratique ; 3^o les grenetiers controleurs au magasin et marchands ; 4^o les bouchers, les boulangers, pâtissiers, meuniers, carreleurs et corroyeurs ; 5^o les drappiers, tixiers de drapz et de toilles, foulons ; 6^o les tailleurs, cousturiers, brodeurs, pelletiers, parcheminiers ; 7^o les vigneron, tonneliers, gens labourans la terre, travaillant aux champs à leur journée et tous aultres artisans » (Garnier, *Chartes de communes et d'affranchissements en Bourgogne*, t. II, p. 379).

(3) Augustin Thierry, *Mon. inédits*, t. IV, p. 748 ; et Paquet, *Des institutions provinciales et communales et des corporations des pays de l'ancienne France à l'avènement de Louis XI*, p. 194.

(4) Dans cette ville, les 12 mairies de métiers réunies séparément chaque année élaient 24 personnes. Ces 24 élus choisissaient

(5) Dans cette ville, la corporation des changeurs à elle toute

maient les jurés et les pairs et, par suite, parvenaient souvent à installer l'un des leurs au premier poste de la cité. Pourtant, tout n'était pas parfait dans cette organisation ; chaque corporation n'avait pas droit à un nombre de voix proportionnel au chiffre de ses membres, d'où des réclamations incessantes et difficiles à satisfaire (1) qui obligèrent le corps de ville à nommer le maire dans son sein.

Ce système qui se pratiquait à Hesdin (2), Aire-sur-la-Lys (3), Aumale (4), Saintes (5), Bordeaux (6), était très rationnel. Grâce à lui, le chef de la cité était tou-

10 jurés parmi tous les habitants à l'exception des 24 électeurs. Les 10 jurés ainsi élus en choisissaient 10 autres qui, réunis aux 10 premiers, en choisissaient encore 10. Ces 30 nommaient enfin le maire (*Ord.*, t. V, p. 162).

seule nommait 7 pairs ; les 21 autres métiers se partageaient la nomination des 6 derniers. Ce recrutement était donc aristocratique (Luchaire, *Les communes françaises à l'époque des Capétiens directs*, p. 154).

(1) Voir spécialement à ce sujet l'*Inventaire sommaire des archives communales de Beauvais*, BB 39, BB 41.

(2) « Les jurés de la commune de Hesding pourront eslire leur maieur. » Charte de 1215 (Taillar, *Recueil d'actes des XII^e et XIII^e siècles en langue romane et wallonne dans le nord de la France*, p. 52).

(3) « En la ville d'Aire, il y a 12 échevins dont l'un par l'élection des autres est maire. » Charte de 1374 (*Mémoires de la Société des antiquaires de la Morinie*, t. XV, p. 27).

(4) « Quand li juré de la vile ont fet leur maieur. » Charte concédée le 12 avril 1258 par Mahaut, fille de Renaud de Dammartin (Semichon, *Histoire d'Aumale*, t. I, p. 52).

(5) Le maire était nommé par les 25 échevins (L. Audiat, *Une élection au XV^e siècle*, p. 13).

(6) « Les jurats l'éliront (le maire) et il ne pourra élire les jurats » (Jullian, *Histoire de Bordeaux*, p. 173).

jours en communion d'idées avec son conseil. Est-ce parce que ce mode d'élection était trop simple (1), ou qu'il semblait utile aux bourgeois de renforcer le corps de ville lors du renouvellement de la loi ? Toujours est-il que l'adjonction de notables à l'échevinage était un fait très fréquent. Cette adjonction, comme il est facile de le deviner, ne s'effectuait pas toujours de la même manière ; à Saint-Omer, c'était le corps de ville qui choisissait les notables (2) ; à Sancerre, le peuple (3) ; à Quingey, les officiers municipaux, mais avec recours au sort (4). Le nombre des notables était d'ailleurs extrêmement variable : 10 à Vesoul (5), 11 à Orgelet (6), 32 à Baume-les-Dames (7), 50 à Orléans (8). Ces combinaisons électorales n'étaient guère employées

(1) D'après MM. Lavisce et Rambaud, l'esprit confus des anciens français avait une préférence marquée pour les modes infiniment compliqués (*Histoire générale*, t. II, p. 455).

(2) Ces notables étaient 3 curés, 3 nobles, 3 bourgeois (Giry, *Saint-Omer et ses institutions*, p. 174).

(3) Louis Raynal, *Histoire du Berry*, t. II, p. 195.

(4) Sur les 18 notables nommés par l'administration sortante, 9 étaient tirés au sort (Aristide Dey, *Etude sur la condition des personnes, des biens et des communes au comté de Bourgogne pendant le moyen âge*, p. 279). « Le sort paraissait à quelques jurisconsultes une manifestation d'une volonté supérieure et divine ; ils rappelaient que c'est ainsi que Saint-Mathias et les lévites avaient été choisis ; ils trouvaient dans son emploi le meilleur remède pour mettre un terme aux brigues et faire disparaître les partis. Montesquieu déclarait même que le suffrage par le sort était de la nature de la démocratie comme le suffrage par le choix était celle de l'aristocratie » (Babeau, *La ville sous l'ancien régime*, t. I, p. 80).

(5-6-7) Aristide Dey, *ibid.*, p. 268, 269, 272.

(8) *Mémoires de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, t. XVIII, p. 137.

dans les grandes villes où l'élément démocratique dominait. Là le plus souvent les magistrats sortants soumettaient une liste de candidats (1) au peuple qui faisait le choix définitif. Ce droit pour l'échevinage de pratiquer en quelque sorte la candidature officielle, en présentant aux bourgeois les citoyens les plus dignes de leur confiance, assurait un grand esprit de suite dans le gouvernement de la cité qu'il préservait des secousses violentes (2).

Il avait, de plus, l'avantage de rendre fort rares les mauvaises nominations, puisque ceux qui prenaient part au premier vote ne donnaient leurs voix qu'à des personnes capables de diriger les affaires de la commune. Aussi ce système était-il très usité. On le rencontrait à Montargis (3), à Moulins (4), à Amiens (5), et dans le nord de la France, à Montdidier (6), Doullens (7),

(1) Par suite de cet usage, comme le remarque fort bien M. Bouthors (*Coutumes locales du bailliage d'Amiens*, t. I, p. 116), le choix des électeurs ne pouvait s'arrêter que sur deux des trois candidats en cas de non-rééligibilité à la mairie.

(2) De Calonne, *La vie municipale au XV^e siècle dans le nord de la France*, p. 11-12.

(3) D'Avenel, *Richelieu et la monarchie absolue*, t. IV, p. 221.

(4) Chenu, *Recueil des privilèges des communes de France*, p. 386-387. Le nombre des candidats dans cette ville s'élevait à quatre.

(5) De Calonne, *ibid.*, p. 11. Les trois candidats étaient nommés de la façon suivante : 24 bulletins, dont 6 portaient le mot « électeur », étaient déposés dans un chapeau. Le maire et les échevins auxquels ces bulletins étaient échus par le sort faisaient les désignations à la pluralité des voix (Augustin Thierry, *Mon. inédits*, t. II, p. 164).

(6) De Beauvillé, *Histoire de la ville de Montdidier*, t. II, p. 148.

(7) Delgove, *Histoire de la ville de Doullens*, p. 331.

Noyon (1). Dans ces dernières villes, toutefois, les métiers concouraient à la confection de la liste de présentation (2). Est-ce à dire que ce mode de votation fonctionnait toujours régulièrement ? Non pas, il arrivait quelquefois que le peuple, ressaisissant son droit de souveraineté, choisissait un maire en dehors des trois personnes désignées (3).

Le suffrage à deux degrés n'offrant pas des garanties suffisantes pour faire de bons choix, on imagina des degrés plus nombreux, des systèmes plus compliqués. Il n'était pas rare de voir le maire élu à la suite de trois élections successives et par des électeurs fort peu nombreux (4). Quand ces derniers en nombre pair ou im-

(1) Dans cette ville, des invités non bourgeois dressaient la liste avec les autorités locales. Rien n'était plus juste d'ailleurs, car en fait l'administration du maire importait à tous les habitants (*Comité archéologique et historique de Noyon*, t. X, p. 227-228).

(2) Les métiers choisissaient quelquefois le maire sur la liste de présentation des échevins, par exemple à Abbeville (Augustin Thierry, *Mon. inédits*, t. IV, 335), à Rue (Augustin Thierry, *ibid.*, t. IV, 674).

(3) A Montdidier, ce fait se produisit deux fois (De Beauvillé, *Histoire de la ville de Montdidier*, t. II, p. 148).

1° A Amiens, le peuple refusa de voter et continua le maire en charge (Aug. Thierry, t. II, p. 974).

2° A Dôle, le peuple repoussa énergiquement le choix du conseil de ville et pourvut à la nomination du maire, ce qui ne se fit pas sans agitation et sans désordre (Aristide Dey, *ibid.*, p. 248).

(4) A Beaumont, la communauté des bourgeois et le corps électoral de l'autre élaient chacun deux électeurs. Ces quatre, après avoir conféré ensemble dans la tour du clocher, désignaient huit autres électeurs et ces huit choisissaient le maire (Bonvalot, *La loi de Beaumont et ses filiales*, p. 376).

pair ne s'entendaient pas pour le choix définitif, ils s'adjoignaient des départiteurs (1).

Ce moyen d'obvier à l'égalité des voix qui se produisait très fréquemment (2) n'était pas le seul. Les villes en avaient trouvé d'autres, en particulier le « rebillutage » des candidats (3).

Que le suffrage fût universel ou restreint, direct ou indirect, une opération préliminaire s'imposait : la convocation.

Le soin de convoquer les électeurs appartenait au maire en exercice (4) qui ne négligeait rien pour éviter des abstentions. Quelques jours avant l'élection, souvent la veille, il faisait remettre à domicile par ses sergents les bulletins de vote nécessaires (5), corner aux quatre

(1) Un tiers départiteur était nommé par la communauté seule à Moyen, par la justice seule à Vence ; ailleurs, dans les prévôtés de Saint-Mard et de Virton tout à la fois par les bourgeois et la justice sortant (Bonvalot, *ibid.*, p. 379).

A Semur, le règlement en usage voulait « que s'y les dictes voyes estaient partyes et égales, les échevins baillassent leurs voix à l'ung de ceux qui auraient été nommés par les diz éleuz, et que celui qui aurait eu la pluralité des voix des dits échevins fut élu en la dite charge » (Garnier, *ibid.*, t. II, p. 380).

A Saint-Omer, un des quatre premiers échevins était appelé pour départager les votes (Giry, *Saint-Omer et ses institutions*, p. 157).

(2) « A Amiens, Pierre de May et Jehan de Cesseval se trouvèrent avoir et porter autant de voix l'un comme l'autre, et chose curieuse trois fois le scrutin recommencé amena les mêmes résultats » (*Inventaire sommaire*, BB. 20 f., 178).

(3) Ceci avait lieu à Noyon (*Comité archéologique et historique de Noyon*, t. X, p. 231).

(4) Il en était ainsi à Saintes (*Une élection au XV^e, siècle*, par M. Louis Audiat, p. 15), à Saint-Jean-d'Angély (Giry, *Les établissements de Rouen*, t. II, p. 136).

(5) A Poitiers, la distribution des bulletins avait lieu deux jours

coins de la ville la grande nouvelle (1) et sonner longtemps la cloche du beffroi (2).

Fixé de temps immémorial, le jour du renouvellement de la loi coïncidait avec la fête patronale de la commune ou une des grandes fêtes de l'Église catholique comme Noël (3), la Trinité (4), la nativité de S. Jean-Baptiste (5), la Toussaint (6) ; il ne pouvait être changé que pour de graves raisons (7).

A l'heure indiquée (8), les électeurs se rendaient dans

avant l'élection (Chenu, *Des privilèges des villes de France*, p. 483).

(1) Anciennes coutumes de la ville de Beaune (Giraud, *Essai sur l'histoire du droit français*, t. II, p. 329).

(2) Cette convocation au son des cloches était usitée à Saintes (M. Louis Audiat, *ibid.*, p. 15), à Saint-Jean-d'Angély, à Rouen (Chéruel, *Histoire communale de Rouen*, t. I, p. 336), à Saint-Quentin (Renseignements fournis par M. Théophile Eck, conservateur du musée des antiquités de cette ville), à Amiens (de Calonne, *La vie municipale au X^e siècle dans le nord de la France*, p. 12).

(3) Rouen (Chéruel, *Histoire communale de Rouen*, *ibid.*), Dijon (Inventaire des Archives communales de Dijon, t. IV, p. 242).

(4) Dreux (Lemaître, *Histoire de Dreux*, p. 198, note 4).

(5) Hesding (Taillar, *Recueil d'actes des XII^e et XIII^e siècles en langue romane et wallonne dans le nord de la France*, p. 52), Péronne (Charte concédée par Philippe I^{er} ; Teulet, *Layettes du trésor des Chartes*, t. I, p. 339), Beaune, *Coutumes anciennes de la ville de Beaune* (Giraud, *ibid.*, t. II, p. 334).

(6) L'élection du mayeur avait lieu le 5 janvier à Saint-Omer (Giry, *Saint-Omer et ses institutions*, p. 174), le mercredi après Pâques à Noyon (Comité archéologique et historique de Noyon, t. X, p. 229), le 1^{er} août à Beauvais (Inventaire sommaire des archives communales, BB. 53), le 26 décembre à Cognac (Giry, *Etablissements de Rouen*, t. I, p. 283).

(7) Par exemple l'état des voies « moult périlleuses », « la froidure des temps » ; c'est pour ces motifs que Falaise fit reporter à l'Ascension la date de l'élection fixée auparavant à la Saint-Martin (Giry, *Etablissements de Rouen*, t. I, p. 50).

(8) Sept heures à Lons-le-Saulnier (Aristide Dey, *ibid.*, p. 277),

le lieu où il devait être procédé au vote : c'était souvent un couvent (1), une église (2), la plupart du temps l'hôtel de ville (3) ou la halle (4).

Lorsqu'ils étaient réunis, le maire et les électeurs se formaient en cortège et allaient soit à la chapelle de l'hôtel de ville (5), soit à l'église voisine entendre la messe du Saint-Esprit (6). La messe terminée, chacun rentrait dans la grande salle de l'échevinage ; le maire sortant (7) ou le lieutenant du maire (8) occupait le fau-

huit heures à Saint-Omer (Giry, *Saint-Omer et ses institutions*, p. 174), onze heures à Amiens (de Calonne, *La vie municipale au XV^e siècle dans le nord de la France*, p. 12). Quelquefois la commune avait une option ; c'est ainsi qu'à Lavaqueresse, les habitants procédaient aux opérations électorales, soit après la messe, soit après les vêpres (*Archives départementales de l'Aisne*, t. I, B. 3.227).

(1) Troyes (*Arch. Aube*, 44, E. 10, d'après Babeau, *La ville sous l'ancien régime*, t. I, p. 84), Semur (Garnier, *Chartes de communes et d'affranchissements en Bourgogne*, t. II, p. 382).

(2) Poitiers, église des Cordeliers (Giry, *Etablissements de Rouen*, t. I, p. 395) ; La Rochelle, église de la Saint-Barthélemy (Giry, *ibid.*, p. 79).

(3) Montdidier (de Beauvillé, *Histoire de la ville de Montdidier*, t. II, p. 148), Rouen, règlement de 1321 (Chéruef, *Histoire communale de Rouen*, t. I, p. 336), Angers (Robert, *Recueil des privilèges de la ville et mairie d'Angers*, p. 24).

(4) Amiens (Dusevel, *Histoire d'Amiens*, t. I, p. 417), Saint-Omer (Giry, *Saint-Omer et ses institutions*, p. 174 et 156).

(5) Saint-Quentin (*Bulletin historique et philologique* de 1898, p. 441). Une chapelle échevinale existait également à Saint-Omer (*La Grande Encyclopédie*, au mot Hôtel de Ville).

(6) C'est ce qui avait lieu à Saintes (Louis Audiat, *ibid.*, p. 15), à Dreux (Lemaître, *Histoire de Dreux*, p. 292, note 2).

(7) Bordeaux (Petit de Julleville, *Essais de Montaigne. Introduction*, p. ix), Saint-Jean-d'Angély (*Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, t. XXIV, p. 4).

(8) Noyon (*Comité archéologique et historique de Noyon*, t. X, p. 230).

teuil de la présidence. Après avoir donné lecture des statuts de la ville (1), le maire recevait le serment des électeurs (2) et procédait à leur appel. Les électeurs absents qui n'avaient pas présenté d'excuses légitimes : maladies, deuils, pèlerinages, service d'ost, étaient condamnés séance tenante à une amende applicable aux deniers publics (3). C'est alors que se produisaient des réclamations contre la présence à l'élection d'officiers du seigneur qui ne se retiraient qu'après avoir protesté de leur respect pour les privilèges de la ville (4).

L'appel et les réclamations terminés, un orateur prenait officiellement la parole et prononçait un discours pour engager les électeurs à voter d'après les inspirations de leur conscience. Le discours était prononcé

(1) Louis Audiat, *ibid.*, p. 16.

(2) « Eligent super sacramentum suum super juramentum suum » (Charte de Péronne concédée par Philippe-Auguste, Teulet, *Layettes du trésor des Chartes*, p. 339), Beauvais et Poitiers (Chenu, *Des privilèges des villes de France*, p. 341 et 483), Saint-Omer (Giry, *Saint-Omer et ses institutions*, p. 174).

(3) L'amende à Saintes était de 60 sols (L. Audiat, *ibid.*, p. 16).

(4) En 1320, Hugues de Montferroux et Guillaume de Chaudenay, chevaliers conseillers du duc de Bourgogne firent les déclarations suivantes au sujet de leur présence à l'élection du maire de Beaune. « Domini, non ad huc venimus (generari damnum seu prejudicium dicte communie in celebrationem majoris), sed pro bono pacis et ad vos consulendos si vobis videatur expediens atque bonum, non ad derogandum libertatibus seu franchisiis vestris, sed eas in omni parte vobis volumus esse salvas, nec est intentionis nostri qui per nostram presentiam vobis nec predecessoribus vestris damnum prejudicium seu aliqua dubietas vel oscuritas generare valeat in futurum. Et de hoc vobis volumus dari et confici publicum instrumentum unum et que plura..... » (Garnier, *Chartes de communes et d'affranchissements en Bourgogne*, t. I, p. 229).

par le procureur syndic à Dijon (1), par le maire à Noyon (2). Le chef de la commune dont les fonctions expiraient montait alors en « playne chère » de l'échevinage, remerciait ceux qui les lui avaient confiées et s'excusait de ne pas les avoir mieux remplies (3) ; puis il était procédé à la nomination des auditeurs (4), des tailleurs (5), des scrutateurs (6), chargés avec les officiers de la ville et le maire de voir et visiter les brevetz. Les portes étaient fermées comme s'il s'agissait de procéder à la nomination d'unpape (7). Tout était prêt pour le vote, les électeurs se prononçaient sur le mode de votation qu'ils allaient employer (8).

(1) *Archives nationales*, H. 140, cité par Babeau, *La ville sous l'ancien régime*, t. I, p. 86.

(2) *Comité archéologique et historique de Noyon*, t. X, p. 230.

(3) C'est ce qui se passait à Saintes (Louis Audiat, *ibid.*, p. 16). La non-réligibilité consacrée par les mœurs était édictée implicitement par les Chartres et formellement par les règlements électoraux, délibérations de ville. La règle était si rigoureuse qu'à Rue, dans le Ponthieu, le maire sortant ne pouvait pas même être élu échevin (Prarond, *Histoire de cinq villes*, t. II, p. 54).

(4) Les auditeurs à Abbeville étaient au nombre de deux. Ils étaient choisis par les huit échevins (Aug. Thierry, *Documents inédits pour l'histoire du Tiers-État*, t. IV, p. 540).

(5) Il y avait à Noyon sept tailleurs choisis par les corporations de cette ville (*Comité archéologique et historique de Noyon*, t. X, p. 230).

(6) Le corps de ville de Poitiers nommait quatre scrutateurs (Giry, *Etablissements de Rouen*, t. I, p. 398) ; celui de Saintes deux (L. Audiat, *ibid.*, p. 16). A Beauvais, le conseil de ville et la plupart des habitants, au moins les membres des corporations, nommaient quatre scrutateurs pris, deux dans le corps de ville et deux dans la commune (Chenu, *Des privilèges des villes de France*, p. 341).

(7) A Bordeaux (Jullian, *Histoire de Bordeaux*, p. 173) et à Agen, (Magen, *Les Jurades d'Agen*, p. 231), les formalités pour l'élection du maire rappelaient celles usitées pour le conclave.

(8) A Beaune, les habitants pouvaient employer soit un mode d'é-

En dehors de l'acclamation, ils pouvaient choisir entre trois voies et manières d'élection : scruptine, compromis et *via spiritus* (1).

Le premier mode n'avait par lui-même rien d'original.

Le second était un vote à deux degrés où le corps électoral déléguaît à plusieurs de ses membres le pouvoir d'élire à défaut de tous (*vice omnium*) ; il n'exigeait pas moins de quatre opérations successives : 1° choix par le maire antique à son plaisir de quatre nobles pairs ; 2° choix par les quatre pairs de deux conseillers ; 3° choix par les quatre pairs et les deux conseillers de deux échevins ; 4° choix définitif du maire nouveau par les huit électeurs (2).

Le troisième consistait dans la proposition faite spontanément par un électeur inspiré d'un choix aussitôt ratifié par les électeurs (3). Souvent les bourgeois fai-

lection compliqué, soit la voix du Saint-Esprit « et a donc puent nommer d'une voix celly qui veullent qui soit maire et aussi les six échevins et appelle on cette ellection du Saint-Esprit. Aulcunes fois, eslit le commun quatre hommes des sages pour eslire trois eschevins et jurent les quatre aussy esleus qu'ils éliront les trois plus suflisants à leur pouvoir pour gouverner, et les III eschevins en nomment IIII aussy, les 7 eschevins esleus les VII se tirent à part et font de l'un d'eulx maieur » (*Coutumes de Beaune*, Garnier, *ibid.*, t. I, p. 242).

(1) Ces trois procédés étaient usités pour l'élection des évêques par les chapitres avant le concordat de 1516 (Babeau, *La ville sous l'ancien régime*, t. I, p. 87). A Limoges, en 1511, alors qu'il s'agit de la nomination d'un juge, le président explique qu'il y a trois voyes et manières d'élections : scruptine, compromys et *via spiritus sancti* (*Registres consulaires de la ville de Limoges*, t. I, p. 54, cité dans Giry, *Etablissements de Rouen*, t. I, p. 307).

(2) Ce mode était usité à Saint-Jean-d'Angély et à Angoulême (Giry, *Etablissements de Rouen*, t. II, p. 7).

(3) La troisième manière de constituer le maire « pour la voix du

saient usage du vote oral (1) qui avait pour inconvénients sérieux d'amener des froissements regrettables, des débats fort orageux (2), et parfois de compromettre la sincérité des opérations électorales. Il était pratiqué cependant dans les grandes communes du nord de la France. Tandis qu'à Abbeville (3) les électeurs défilaient un à un devant les auditeurs et dictaient leurs suffrages au greffier de la ville, les tailleurs à Noyon recevaient les voix, les marquaient au fur et à mesure sur des tailles, chaque candidat ayant la sienne (4).

Par la force des choses, le vote public disparut pour faire place au vote secret (5) qui présentait plus de ga-

Saint-Esprit, c'est-à-dire que s'il y a aulcun proudomme qui de la volonté de Dieu et de son esmouvement dit : Beaux seigneurs s'il vous semblait à tous que bien soit, le Saint-Esprit m'a donné en volonté de vous nommer.... personne.... pour estre.... maire, c'est assavoir tel.... et si aviez avis sur cecy et s'il gret à tous, plezet le vous savoir » (Giry, *Etablissements de Rouen*, t. II, p. 6).

(1) Le vote était oral à Doullens (Delgove, *Histoire de Doullens*, p. 331), à Montdidier (de Beauvillé, *Histoire de la ville de Montdidier*, t. II, p. 157).

(2) De Calonne, *Histoire de la ville d'Amiens*, t. II, p. 303.

(3) *Monuments inédits de l'histoire du Tiers-État*, t. IV, p. 541.

(4) *Comité archéologique et historique de Noyon*, t. X, p. 731. Les boulangers ne se servent-ils pas encore aujourd'hui de « tailles » pour marquer et compter les pains qu'ils ont fournis ?

(5) A Amiens, le vote secret fit son apparition dès 1460. Le procès-verbal rédigé à la suite de cet événement constate « que les échevins pourront ainsi demeurer toujours l'un avec l'autre en plus grant amitié et fraternité » (Bouthors, *Coutumes locales du bailliage d'Amiens*, t. I, p. 116).

L'échevinage d'Angers l'adopta. Ce vote s'appuyait sur les usages des élections des sénateurs à Gênes, Venise, Milan et Rome, tant à cette époque l'esprit municipal était éveillé et désireux de cher-

rantie, d'indépendance et d'exactitude. Cette substitution s'opéra lentement, comme le prouvent les registres des échevinages qui donnent de précieux renseignements sur ce dernier mode de votation. Les votants écrivaient sur des brevets tous d'une même forme, grandeur, « non marqués de marques quelconques d'écriture, papier ou traits, ni autres choses qui les puissent faire reconnaître ou discerner » (1), pliaient leurs brevets, les remettaient au maire (2) qui les déposait, après avoir été paraphés par le greffier (3), dans l'urne à ce destinée (4). Le dépouillement du scrutin avait lieu séance tenante. Le maire (5) lisait les bulletins, les brûlait publiquement (6), puis proclamait le résultat du vote (7) ; en cas d'absence des élus, ordre leur était signifié de rejoindre leur poste (8). Restreintes ou nom-

cher des modèles (Port. inv. Arch. Angers, BB. 28, cité par Babeau, *La ville sous l'ancien régime*, t. I, p. 88).

(1) Chenu, *Privilèges des villes de France*, p. 482.

(2) Louis Audiat, *ibid.*, p. 16.

(3) Babeau, *ibid.*, t. I, p. 88.

(4) L'urne était souvent une cruche d'étain (*Inventaire sommaire de la Ville d'Amiens*, II, 63), un coffre (Dusevel, *Histoire d'Amiens*, t. I, p. 119), une boîte ronde (*Comité archéologique et historique de Noyon*, t. X, p. 269).

(5) Noyon, *Comité archéologique et historique*, t. X, *ibid.*

(6) *Comité archéologique et historique de Noyon*, t. X, *ibid.*

(7) Après avoir dit de sa place au corps de ville : « Beaux seigneurs, nous avons élection, loué soit Dieu, c'est à savoir tel et tel » (Giry, *Etablissements de Rouen*, t. II, p. 64, n. 1), le maire sortant prenait la parole et dans un discours très éloquent faisait ressortir les mérites de l'élu.

(8) Jean Lorfèvre qui se trouvait à Bruges, Philippe de Morvillers qui se trouvait en pèlerinage à Notre-Dame-de-Liesse durent interrom-

breuses, les assemblées électorales n'étaient pas à l'abri des brigues et des compétitions.

Vainement pour empêcher les intrigues de se produire, les villes avaient-elles fait défense au maire candidat de solliciter les suffrages sous peine d'exclusion (1) ou de parjure (2) et lui avaient-elles interdit, sous peine de déchéance, d'aller postuler la mairie à domicile (3).

Vainement les Parlements avaient-ils édicté les mesures les plus propres à effrayer les auteurs de brigues, monopoles, comme « l'érection d'une potence double au lieu accoutumé à faire l'élection pour punir sur-le-champ tous ceux qui feraient et commettraient lesdites brigues » (4). Rien ne pouvait détourner les aspirants au haut banc de mendier les suffrages et la faveur des grands (5) et des petits par les moyens les plus variés. Ils « forgeaient et induisaient par boissons et autres subtiles moyens des échevins et mayeurs de bannières à les porter et nommer auxdits offices » (6). A Bourges, ils

pre leur voyage pour reprendre possession de leur mandat (De Calonne, *La vie municipale au XV^e siècle dans le nord de la France*, p. 20).

(1) *Mémoires de la Société archéologique de l'Orléanais*, t. XVIII, p. 144.

(2) « Nul ne peut solliciter la mairie du roi ni de quelqu'autre » (*Statuts de la ville de Bordeaux*, cité par Jullian, *Histoire de Bordeaux*, p. 175).

(3) Giry, *Etablissements de Rouen*, t. I, p. 399.

(4) Babeau, *La ville sous l'ancien régime*, t. I, p. 89.

(5) Chenu, *Recueil des antiquités et privilèges de la ville de Bourges et de plusieurs autres villes capitales du royaume*, p. 128.

(6) Augustin Thierry, *Monuments inédits sur l'histoire du Tiers-Etat*, t. IV, p. 326.

employaient des « beuvettes » pour gagner les voix « des personnes viles, manœuvrières et mercenaires » (1). A Dijon, ils distribuait de l'argent, du vin aux électeurs et les invitaient à des repas d'où la frugalité était bannie avec soin (2). Des réunions préparatoires se tenaient dans les tavernes et les cabarets (3) ; des courtiers électoraux entraient dans chaque maison vanter leur marchandise (4). Les candidats eux-mêmes, escortés de leurs parents, amis et partisans, faisaient également des visites à domicile. Ces promenades causaient naturellement de l'agitation, et la rencontre des deux bandes amenait généralement des voies de fait regrettables (5). Ce n'était pas tout. Pour être sûrs du résultat du vote, les candidats distribuait aux électeurs des bulletins disposés de telle façon qu'il leur fût possible de savoir après le scrutin les noms de ceux qui n'auraient pas voté pour eux (6).

Quand les habitants étaient divisés, ce qui n'arrivait

(1) Chenu, *ibid.*, p. 128.

(2) *Inventaire, Archiv. Dijon*, B. 197, 238, 12, 13, cité par Babeau, *ibid.*, p. 89. Une ordonnance de la mairie avait défendu « les corruptuelles » qui se faisaient parmi le peuple pour l'élection du maire (*Inventaire sommaire*, t. IV, p. 242).

(3) Delgove, *Histoire de la ville de Doullens*, p. 333 ; Adde Bonvalot, *La loi de Beaumont et ses filiales*, p. 551.

(4) Delgove, *ibid.*, p. 26.

(5) Giry, *Etablissements de Rouen*, t. I, p. 399.

(6) Giry, *ibid.*, t. I, p. 398. Cf. Babeau, *La ville sous l'ancien régime*, t. I, p. 90. Il y est parlé de bulletins écrits d'avance et numérotés « afin que si quelqu'un eût manqué de parole, on pût s'en apercevoir ».

que trop souvent (1), la lutte prenait un caractère de vivacité et d'acharnement qui était propre aux rivalités locales. Chacun s'associait à la querelle de l'un des partis, et si l'on n'en venait pas aux mains, on luttait à coups de pamphlets, de chansons et de médisances (2). De porte en porte, les agents des candidats colportaient des factums injurieux et diffamatoires, des requêtes furtives et clandestines « contenant des termes taxatifs et insultants » (3). Le jour de l'élection, l'activité des meneurs redoublait ; ils étaient de bonne heure sur la place publique, manœuvraient à leur aise ; ils n'y mettaient pas de mystère. Au moment décisif, à l'appel des noms, ils se plaçaient comme des sentinelles avancées, à droite et à gauche de la porte par où chaque habitant défilait successivement avant de voter, et lui soufflaient son vote au passage (4). Lorsqu'un second tour était nécessaire, un des courtiers électoraux les plus actifs s'érigait, comme le dit un contemporain, en inspecteur des voix et écrivait lui-même les bulletins que les électeurs devaient déposer (5). Aussi, n'est-il pas sur-

(1) La lutte des Colom et des Soler à Bordeaux en est un exemple entre mille. Bourgeois enrichis ayant une puissante clientèle, chefs reconnus de nombreuses familles, les Colom et les Soler rivalisaient d'influence aussi bien sur les marchés de Londres que sur les rues de Bordeaux. La mairie les tenta. Pour cet enjeu, ils se livrèrent pendant quarante ans des combats retentissants (Jullian, *Histoire de Bordeaux*, p. 141, 142 et suiv.).

(2) Voir de Beauvillé, *Histoire de Montdidier*, t. II, p. 157.

(3) Albert Christophle, *Une élection municipale en 1738*, p. 85.

(4) De Beauvillé, *Histoire de Montdidier*, t. II, p. 156.

(5) *Archives de l'Aube*, 44, E, 40, cité par Babeau, *ibid.*, t. I, p. 91.

prenant que les assemblées électorales fussent parfois tumultueuses à l'époque du renouvellement de la loi.

Deux cents soldats (1) suffisaient à peine pour faire la police de la ville et empêcher les électeurs de se rendre avec des armes (2) au scrutin. Par une sage précaution, l'échevinage défendait aux femmes (3) de prendre part à ces réunions qui pouvaient devenir pour elles fort dangereuses. Dans ces conditions, il n'était pas rare que l'élection fût attaquée comme entachée de brigue et de violence. Les réclamations des électeurs, à part de rares exceptions (4), étaient portées devant le Parlement qui mandait les parties à sa barre, entendait leurs moyens de défense, ordonnait une enquête, rendait ensuite son jugement définitif. Le recueil si précieux des *Olim* contient des exemples nombreux de la procédure usitée alors (5) et indique comme principaux

(1) *Archives communales d'Angers*, BB., 72, cité par d'Avenel, *Richelieu et la monarchie absolue*, t. IV, p. 230.

(2) En 1561, à Dijon, cette interdiction est faite « sous peine d'être pendu et étranglé » (*Inv. Archives Dijon*, B. 199, cité dans Babeau, *ibid.*, t. I, p. 91).

(3) *Inventaire archives Dijon*, B. 13, cité dans Babeau, *ibid.*, t. I, p. 71.

(4) A Salins, toute difficulté sur la validité de l'élection du maire était jugée par les quatre échevins, les 16 conseillers des quatre paroisses et s'ils ne parvenaient pas à s'entendre, par des arbitres élus par eux (Aristide Dey, *Étude sur la condition des personnes, des biens et des communes au Comté de Bourgogne pendant le moyen âge*, p. 257-258).

(5) A citer en particulier un arrêt relatif à l'élection du maire de Sens, rapporté dans le tome III des *Olim*, p. 221 : « Factis nuper Senonis duabus electionibus, videlicet de Petro Pelliparii et Philippo Truele, civibus Senonensibus, utroque ipsorum in majorem dicte ville in discordia electo, et, super hujus modi debato, partibus in

motifs d'annulation le vice de forme et la violation de la coutume. Comment et pourquoi en matière de contentieux électoral le Parlement fut-il dessaisi et dut-il abandonner sa compétence au Conseil du roi. Pourquoi et comment l'élection libre disparut-elle devant la puissance toujours croissante de la royauté? Voilà ce que vont expliquer les pages suivantes.

curia nostra constitutis, quilibet eorum suas proposuit rationes ad illum finem quod electio de se facta valeret et tenere deberet; pro parte vero nostra fuit propositum nos esse in saisina quod, quociens est ibi discordia in electione majoris, nos, pro toto illo anno, ponimus et tenemus ibidem majorem; super quibus hinc inde propositis, inquiri facimus veritatem: visa igitur inquesta super hiis de mandato nostro facta, inventum fuit electionem de dicto Petro sufficientem et electionem de dicto Philippo minus sufficientem, in discordia tamen factas fuisse, nosque esse in saisina, in casu talis discordie, ponendi, pro toto illo anno, in villa Senonensi, majorem, et idcirco, per curie nostre judicium, dictum fuit et pronunciatum nos in predicta saisina remanere debere, salva super hoc parti adverse questione proprietatis; et quia inventum est in inquesta predicta quod in facto dicte electionis, contra manum nostram et gentium nostrarum prohibitionem, facte fuerunt quedam violencie et portaciones armorum, inquesta predicta ad ballivum Senonensem remittetur, et sibi mandabitur ut ipse facta hujus modi, tam nobis quam injuriam passis, competenter faciat emendari. Sabbato post quindenam Epiphanie. Marcilli reportavit, Remissa fuit ad dictum ballivum inquesta predicta. »

TROISIÈME PARTIE

LE MAIRE ROYAL ET LA VÉNALITÉ DE SON OFFICE.

L'intérêt de la royauté était de transformer les maires en fidèles exécuteurs de ses ordres pour s'approprier les nombreux pouvoirs dont ils étaient revêtus ; aussi chercha-t-elle, dès que les habitants des villes élurent leurs représentants, à intervenir indirectement dans les élections par l'intermédiaire de ses agents, prévôts, gouverneurs, baillis, procureurs, sénéchaux.

Non contents d'aider de toute leur influence les candidats favorables au roi en pratiquant ce que les modernes appellent la candidature officielle la plus éhontée (1), ceux-ci attaquèrent avec une persévérance digne d'attention l'édifice communal, cherchant une brèche pour y pénétrer ; à force de répéter aux bour-

(1) Voir en ce qui concerne les faits reprochés aux gouverneurs de province, d'Avenel, *Richelieu et la monarchie absolue*, t. IV, p. 235 et 99. Dans la Picardie, le duc de Vendôme, véritable vice-roi dans son gouvernement, recommande aux Amiénois d'élire pour maire François de Cateleu, receveur général des finances et le continue en charge l'année suivante « attendu le temps de la guerre ». — Élection du 28 octobre 1551 (*Inventaire sommaire des Archives communales d'Amiens*, t. III, BB. 28). A Poitiers, en 1506, le procureur du roi aidé du maire sortant tenta par toutes sortes de moyens de faire donner la mairie à un jeune homme de 19 ans (Giry, *Établissements de Rouen*, t. I, p. 398).

geois que le renouvellement de la loi ne pouvait s'effectuer sans mandement royal, ils parvinrent à dépouiller le maire de son droit de convocation (1). Sous prétexte que les maires étaient appelés à l'élection des magistrats de l'ordre judiciaire et qu'il était également juste d'appeler ces magistrats aux élections des officiers municipaux (2), les baillis, sénéchaux, procureurs du roi pénétrèrent assez facilement (3) dans la salle du vote (4).

Spectateurs intéressés, il leur était loisible de surveiller les agissements de chacun et de peser fortement sur le choix à faire (5). Ils n'y manquaient pas. Avant l'ouverture du scrutin, ils faisaient connaître quel était leur candidat préféré et exhortaient les votants à se conformer à la volonté royale. Si les échevins voulaient rester maîtres chez eux, ils devaient offrir aux fonction-

(1) Dans son livre, *La ville sous l'ancien régime*, t. I, p. 84, M. Ba-beau rappelle que les électeurs étaient convoqués par le magistrat royal.

(2) Dufey, *Histoire des communes de France et législation municipale depuis la fin du XI^e siècle jusqu'à nos jours*, p. 88.

(3) Le 7 avril 1351, à Agen, le procureur du roi assisté du juge mage pénétre par force dans le lieu où se faisaient les élections de la ville (Magen, *Les Jurades d'Agen*, p. 231).

(4) Le bailli assistait à l'élection du maire à Saint-Omer (Giry, *Saint-Omer et ses institutions*, p. 174) ; de même pour le lieutenant du bailli à Saint-Quentin (renseignements fournis par M. Théophile Eck, conservateur du Musée d'antiquités de Saint-Quentin) ; le procureur du roi à Angers (Robert, *Recueil des privilèges de la ville et mairie d'Angers*, p. 24) ; le gouverneur à Brest (Levot, *Histoire de Brest*, p. 97).

(5) Jullian, *Histoire de Bordeaux*, p. 345.

naires royaux des présents que ceux-ci acceptaient volontiers (1). Ce n'est pas tout. Comme les assemblées électorales pouvaient, par suite de divergences d'opinions des électeurs, devenir tumultueuses, il fallait pour les présider des hommes indépendants par leurs charges et leur position sociale, d'où obligation pour les maires sortants d'abandonner le fauteuil de la présidence aux officiers royaux (2) qui se disputaient (3) à l'envi cette place tant convoitée.

En leur qualité de président, ils recevaient les serments des bourgeois (4), serments dont pour eux la nécessité n'était pas douteuse (5), et veillaient attenti-

(1) Le maire de Noyon proposait en secret, au bailli, de l'argent de la part de la commune. En 1261, Raoul le Beau qui occupait alors la mairie essaya vainement de rendre favorable aux bourgeois le bailli Mathieu de Beaune en lui offrant 35 livres parisis. Le même bailli ignorait que le maire Matheus Bougries avait donné à son fils *unum nisum seu spriverum qui custavit viginti quinque solidos pariseses* (Lefranc, *Histoire de Noyon*, p. 225).

(2) Le bailli préside à Amiens Augustin Thierry, *Monuments inédits*, t. II, p. 96 ; à Bourges (La Thaumassière, *Histoire du Berry*, p. 139).

(3) En 1556, à Bourges, l'élection fut reportée au 2 juillet (la date ordinaire était le 29 juin) à cause des contestations survenues pour la présidence de l'assemblée entre le lieutenant criminel et le lieutenant particulier (La Thaumassière, *Histoire du Berry*, p. 114).

(4) Le lieutenant général de la sénéchaussée du Bourbonnais recevait à Moulins le serment des maire et des échevins de nommer pour maires les personnes les plus capables (Chenu, *Recueil des antiquités et privilèges de la ville de Bourges et de plusieurs autres villes capitales du royaume*, p. 122). Le lieutenant du bailli du Vermandois à Saint-Quentin recevait le serment des échevins (Renseignements fournis par M. Théophile Eck).

(5) Le 28 octobre 1573, le procureur du roi au bailliage d'Amiens

vement à la régularité des opérations électorales. Si le vote avait lieu à haute voix, ils assistaient le greffier qui faisait l'appel des noms (1) ; si le vote était secret, ils exigeaient la remise entre leurs mains d'une des clefs de l'urne (2). Enfin, c'étaient eux qui prenaient les bulletins, les lisaient (3) et proclamaient le résultat (4). Avant de remettre au nouvel élu les clefs de la mairie et le sceau de la ville (5), les fonctionnaires de la royauté s'entendaient ensemble (6) pour recevoir le serment (7) du maire entrant, serment politique et pro-

rappelle qu'il a été fait cette année des brigues et monopoles par ceux qui prétendent parvenir à la mairie ; il demande « que les électeurs prêtent serment de ne pas être requis et brigués par aucun prétendant à la mairie » (*Inventaire sommaire des archives communales d'Amiens*, t. III, BB. 41, f° 144).

(1) C'est ce qui avait lieu à Amiens pour le procureur du roi (de Calonne, *Histoire de la ville d'Amiens*, p. 304).

(2) Ceci se passait à Amiens (*Inventaire sommaire*, t. III, BB. 76, f° 126).

(3) A Amiens, c'était le procureur du roi qui lisait les bulletins (Babeau, *La ville sous l'ancien régime*, t. I, p. 89).

(4) A Amiens, c'était le bailli à qui incombait cette tâche (Augustin Thierry, *Monuments inédits*, t. II, p. 96).

(5) La remise de ces insignes se faisait solennellement à Amiens par le bailli (de Calonne, *La vie municipale au XV^e siècle dans le nord de la France*, p. 14).

(6) En 1581, à Saintes, le lieutenant général criminel Gillebert revendiqua en l'absence du sénéchal qu'il représentait le droit de recevoir le serment du maire conjointement avec Blanchard, lieutenant particulier. La contestation dura longtemps ; en 1588 les échevins tranchèrent la question en décidant que le serment serait prêté et devant le gouverneur et devant le lieutenant général. « N'étaient-ils pas l'un et l'autre lieutenants pour Sa Majesté ? » (Louis Audiat, *Une élection au XV^e siècle*, p. 16 et 17).

(7) Le maire de Troyes prêtait serment entre les mains du bailli (*La mairie et échevinage de Troyes*, capitale de la province de Cham-

fessionnel qui seul déférait la puissance publique (1). Une fois que le chef de la commune s'était engagé « à garder le droit du seigneur, à se conduire vis-à-vis du pauvre comme vis-à-vis du riche » (2), « à empêcher toute personne d'adhérer à l'hérésie, à administrer bonne, sincère et droiturière justice sans avoir respect à gain, haine ou amitié d'aucun et sans favoriser personne plus que raison et équité, à ne demander ni exiger de qui que ce soit aucune chose déraisonnable » (3), il était installé dans ses nouvelles fonctions (4). Si, ce qui arrivait quelquefois, le maire élu, soit pour ne pas négliger ses affaires, soit parce qu'il trouvait trop faibles les honoraires attachés à cette dignité (5),

pagne, juridiction, pouvoir et forme de procéder à l'élection des maires, échevins et autres officiers de l'échevinage à Troyes, chez Louis Blanchard, 1679, petit in-4°. Extrait fourni par M. Morel, sous-bibliothécaire à Troyes); celui de Dijon entre les mains du procureur du roi (Babeau, *La ville sous l'ancien régime*, t. I, p. 165).

(1) Loyseau, *Traité des offices*, liv. I, chap. V, n° 71.

(2) Serment du maire de Noyon (Lefranc, *Histoire de Noyon*, p. 71).

(3) Serment du maire de Dôle (Dey, *Étude sur la condition des personnes, des biens et des communes au Comté de Bourgogne pendant le moyen âge*, p. 251).

(4) L'institution était une cérémonie particulière. Voici comment s'exprime l'article 27 de l'ordonnance de Crémieu, 19 juin 1536, confirmant ce qui vient d'être dit : « Ordonnons aussi qu'aux élections qui seront faites des maires... nos dits balllis, sénéchaux, et autres, nos juges ressortissant à nos dites cours, président et concluent respectivement, reçoivent le serment et procèdent à l'institution » (Dufey, *ibid.*, p. 88).

(5) Le fait se produisit à Rouen (*Arch. municipales*, $\frac{u}{2}$ verso, d'après Chérueil, *Histoire communale de Rouen*, t. I, p. 251). La gratuité était de règle pour les charges municipales; c'est ainsi que Montaigne put dire en parlant de la mairie de Bordeaux : « C'est

refusait de prendre possession de sa charge, les officiers royaux mettaient tout en œuvre pour le faire revenir sur son refus. Si enfin (1) malgré les précautions prises pour éviter les brigues, des faits de corruption étaient signalés aux représentants du roi, ils n'hésitaient pas à annuler les élections (2) ou à faire voter dans un local autre que celui ordinaire (3). La royauté, de son côté, n'était pas restée inactive ; il y avait plus d'un pays où elle était parvenue à se faire une part dans les nominations. Selon son invariable habitude, elle avait transigé pour faire reconnaître son droit. Comme délégué de la royauté, le maire n'aurait dû tenir

une charge qui doit sembler d'autant plus belle qu'elle n'a ni loyer ni gain autre que l'honneur de son exécution » (Babeau, *La ville sous l'ancien régime*, t. I, p. 172). Le maire de Provins touchait 14 livres (baron Dupin, *Histoire de l'administration locale ou revue historique des divers changements survenus dans l'organisation administrative des villes et communes, des provinces et départements depuis le commencement de la monarchie jusqu'à Sa Majesté Charles X*, p. 106) ; celui de Saintes, 25 livres (L. Audiat, *ibid.*, p. 13) ; celui de Saint-Jean-d'Angély, un marc d'or (*Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, t. XXIV, p. 5).

(1) Messire Claude la Châtre, bailli de Berry, force François le Maréchal à accepter la charge de maire à Bourges (La Thaumassière, *Histoire du Berry*, p. 141). Le bailli de Vermandois recevait le 10 juin 1415 l'ordre de contraindre ceux qui étaient nommés à la mairie à entrer en charge (Renseignements fournis par M. Eck). Certaines villes comme Bourges, Noyon, Saint-Quentin, Soissons, Amiens, Rouen, Dôle, avaient rendu obligatoire la charge de maire, tout refus entraînant le bannissement ou une amende.

(2) En 1391, le sénéchal d'Angoulême annule les élections à la mairie (Giry, *Les établissements de Rouen*, t. I, p. 326).

(3) A Boulogne-sur-Mer, les opérations électorales se faisaient à la sénéchaussée (Magnier, *Histoire d'une commune de France au XVIII^e siècle*, p. 17).

ses pouvoirs que d'elle seule ; mais alors comment aurait-il été le mandataire de la commune ? Ne valait-il pas mieux chercher un terrain d'entente et nommer sur présentation ? La royauté l'avait pensé et n'avait pas eu à s'en repentir. Voyant l'homme de leur choix honoré de la confiance royale, les habitants avaient eu plus d'égard pour sa personne et plus de soumission aux ordres qu'il leur intimait, soit comme maire, soit en qualité d'administrateur, et tout n'en avait été que mieux. Cette transaction équitable s'était accomplie naturellement lors de la réunion de la Normandie au domaine de la couronne (1). En faisant la conquête de cette province, Philippe-Auguste avait vu fonctionner ce mode de nomination d'origine anglaise ; il en avait admiré le mécanisme et se l'était approprié : le reste se devine.

La plupart des villes du sud-ouest, placées comme les cités normandes sous la domination des rois d'Angleterre, ne demandèrent pas mieux que de conserver, après la guerre de Cent ans, un régime auquel elles étaient accoutumées de longue date, et la royauté française n'avait eu qu'à profiter des diverses occasions qui s'étaient présentées à elle pour étendre au loin une institution qui avait déjà fait l'objet d'une ordonnance spéciale (2). Le jour du renouvellement de la loi à

(1) Cette réunion se fit par confiscation (1204).

(2) *Eligant tres probos homines quibus tribus hominibus nos trademus unum ville in majorem*, ainsi s'exprime un acte royal de 1256 (*Ord.*, t. I, p. 83).

Rouen (1), à Caen (2), à Falaise (3), à La Rochelle (4), à Cognac (5). Angoulême (6), St-Jean-d'Angély (7), les bourgeois s'empressaient de présenter à la nomination du roi trois candidats auxquels ils adjoignaient un meunier pour les accompagner. Ces candidats devaient être pris parmi les personnes notables, « idoinés » (8), et capables (9) de la commune et remplir certaines conditions d'éligibilité déterminées au nombre desquelles

(1) Charte de 1199 accordée par Jean-sans-Terre et règlement de 1321 (Chéruef, *Histoire communale de Rouen*, t. I, p. 250).

(2) Charte du roi d'Angleterre, Jean-sans-Terre, 17 juin 1203 (Voir la teneur de cette charte dans l'histoire de la ville de Caen depuis Philippe-Auguste jusqu'à Charles IX, ch. I, p. 21). Cet ouvrage est de M. Pierre Carel, connu par ses études documentées sur la capitale de la Basse-Normandie.

(3) Duchesne, *Historia normand. Script.*, p. 1066, citée dans Leber, *Histoire critique du pouvoir municipal*, p. 225.

(4) Mandement de Henri III, roi d'Angleterre, 17 février 1223 « vobis mandamus majori et burgensibus, quod vos, electis tribus de melioribus et discreciorebus ville vestre, eos faciatis loco nostro, senescallo nostro presentari ut ipse quem vobis videat magis expedire in majorem recipiat » (Giry, *Etablissements de Rouen*, t. I, p. 70, note 4).

(5) Lettres patentes de confirmation du 16 avril 1507 accordées par Louise, comtesse d'Angoulême, mère et tutrice de François I^{er} et dame de Cognac (*Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, t. XI, p. 186). La charte originale avait été concédée par le connétable Charles d'Espagne en 1352 (Giry, *Etablissements de Rouen*, t. I, p. 276).

(6) Giry, *Etablissements de Rouen*, t. I, p. 326.

(7) Registres de l'échevinage de Saint-Jean-d'Angély, préface dans le tome XXIV des *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, p. 4).

(8) Règlement pour la mairie de Salins (Dey, *Etude sur la condition des personnes, des biens et des communes dans le comté de Bourgogne*, p. 257).

(9) Dusevel, *Histoire d'Amiens*, p. 236.

figuraient l'obligation d'habiter la ville depuis un certain temps (1), d'être membre de l'échevinage (2), « cothizé aux tailles et impôts » (3). Ils devaient autant que possible posséder les mêmes qualités pour permettre au prince de faire son choix en toute liberté (4). Quand le roi se trouvait dans la commune, l'échevinage se rendait aussitôt en corps près de Sa Majesté avec les nou-

(1) Semur exigeait cinq ans de domicile (Garnier, *Chartes de communes et d'affranchissements en Bourgogne*, p. 378), Troyes dix ans (Boutiot, *Des maires et des conseils de ville depuis le XII^e siècle jusqu'en 1789*, p. 16). D'autres villes voulaient que le candidat fût né dans leurs murs, par exemple Bourges (Assemblée générale des habitants tenue le 30 juin 1492 ; Chenu, *Des privilèges des villes de France*, p. 127), Amiens (Dusevel, *Histoire d'Amiens*, p. 236) ; Saint-Quentin (Renseignements fournis par M. Théophile Eck) ; ou eût épousé « en loyal mariage une femme ou fille née en icelle ». Tours (Décision d'Henri III roi de France et de Pologne ; Chenu, *ibid.*, p. 290).

(2) Il était en effet utile de ne pas être « nouveau aux affaires » C'était l'opinion de Chenu (*Privilèges des villes de France*, p. 129) et sa compétence en la matière n'est pas douteuse.

(3) Semur (Règlement du 17 décembre 1575 ; Garnier, *ibid.*, t. I, p. 378). Les maires au moyen âge et pendant la Renaissance étaient recrutés parmi les gens riches « pour suppléer quelque peu » à la misère qui régnait dans les villes. 2.000 écus vaillants n'étaient pas suffisants pour mériter la considération des bourgeois. Sur ces points, voir dans l'*Inventaire analytique des archives communales de la mairie d'Angers*, rédigé par M. Célestin Port, BB. 435, la nomination de M. de Boistravers, et dans l'ouvrage de M. d'Avenel, *Richelieu et la monarchie absolue*, t. IV, p. 249, la nomination d'un officier de la gruerie (Eaux et forêts).

(4) « Quand, dit un libelle rédigé en 1585 dont les termes sont applicables en la circonstance, ils (les échevins) ont quelque personne affectée pour la faire maieur, ils l'accompagnent de deux autres à la nomination beaucoup moindres que celluy qu'ils ont en affection et sont du tout inhabiles d'être maieur, tellement que le peuple (roi) est contraint de nommer des trois celluy qui lui plaît, ce qui est un abus manifeste » (Augustin Thierry, *Monuments inédits*, t. IV, p. 442).

veaux élus. Cette présentation se faisait en grand apparat et servait à rehausser l'éclat du pouvoir royal. Si ce qui arrivait souvent, le roi était au Louvre ou dans une de ses résidences favorites comme Chinon, Plessis-les-Tours, Fontainebleau, des députés porteurs de la liste d'élection sur laquelle devait être choisi le nouveau maire, prenaient alors le « coche » et s'acheminaient à petites journées jusqu'à l'endroit où résidait la Cour. Ces voyages qui se renouvelaient tous les ans étaient l'occasion de dépenses considérables, d'une utilité fort contestable ; aussi la royauté y mit-elle fin en déléguant son droit de nomination à ses baillis (1), gouverneurs, sénéchaux (2), sans perdre pour cela rien de son prestige vis-à-vis de ses sujets.

De la nomination sur présentation à la nomination directe, il n'y avait qu'un pas qui fut vite franchi. L'influence des légistes qui faisaient accepter partout comme principe dominant et supérieur aux autres droits l'idée monarchique presque césarienne et la nécessité d'un pouvoir central et fort qui s'imposait de plus en plus par suite des guerres civiles et étrangères, facilitèrent singulièrement l'intervention royale dans les élections

(1) Le bailli choisit à Tours le maire sur une liste de trois candidats, 1463 (Sée, *Louis XI et les villes*, p. 55).

(2) Le sénéchal faisait les nominations à la place du roi à Saint-Jean-d'Angély (*Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, t. XXIV, p. 4) ; à Blaye (Décision de Louis XI, mai 1472 ; Sée, *Louis XI et les villes*, p. 57) ; à Libourne (Leber, *Histoire critique du pouvoir municipal*, p. 387) ; à Bourg-en-Guyenne (*Ord. de Charles VII*, 1451, t. XIV, p. 162).

municipales. D'ailleurs, cette intervention fut d'abord discrète ; sauf des circonstances exceptionnelles où le roi crut devoir mettre tout le monde d'accord en choisissant lui-même le maire (1), il se contentait le plus souvent de prendre des mesures bénignes, comme la fixation uniforme pour toute la France du jour du renouvellement de la loi (2), l'obligation pour les échevins d'obtenir son congé pour procéder au scrutin.

Ces questions de forme étaient plus importantes qu'elles ne paraissaient ; il n'était pas rare que le congé se fit attendre plusieurs années (3), soit que la royauté voulût donner un témoignage de sa bienveillance à l' élu qui restait ainsi en charge au delà du temps prescrit,

(1) En 1232, Saint Louis nomme maire de Beauvais un bourgeois de Senlis, Robert de Moret. La ville était alors divisée en deux camps, celui du bas peuple et celui de la haute bourgeoisie nommé aussi changeurs (*campsores*). Les émeutiers mirent en lambeaux les vêtements du maire royal et l'injurèrent en lui disant : « Voilà comment nous te faisons maire. » Pour venger l'injure faite à son représentant, le roi dut marcher sur Beauvais. Voir sur ce fait, Luchaire, *Les communes françaises à l'époque des Capétiens directs*, p. 214, et l'*Inventaire sommaire des archives communales de Beauvais*, AA, 2.

(2) L'ordonnance de Saint Louis fixant la date des élections à la fête de saint Simon et saint Jude (1256) fut une tentative d'uniformité à laquelle il faut rendre hommage, mais qui échoua presque complètement ; les villes, comme le remarque fort bien M. Lefranc dans son *Histoire de Noyon*, ne changèrent en aucune façon le jour où elles avaient l'habitude d'élire leurs magistrats.

(3) « Et furent en la mairie lesdits Pierre et Jehan jusqu'en l'an de l'incarnation 1260, parce qu'on leur défendit qu'ils ne fissent mie nouvel mayer sans le congé de la cour » (*Mémoires de la Société des antiquaires de Picardie*, 3^e série, t. V, 1858, *Situation financière des villes de Picardie sous Saint Louis*, p. 611, cité par M. Desjardins, *Correspondant* du 25 mai 1870).

soit que des raisons politiques guidassent son refus (1). La nomination d'un maire à cette époque n'était pas dénuée d'intérêt pratique ; il ne fallait à aucun prix qu'il fût du parti des grands vassaux révoltés, du duc de Bourgogne (2) par exemple. C'est ce qui explique la hâte avec laquelle Charles VII se réserva, dès qu'il le pût, à Bordeaux (3), à Bayonne (4), un droit de nomination, supprimant ainsi ouvertement la liberté des élections.

À la fin du moyen-âge, les institutions communales

(1) En octobre 1432, Charles VII faisait dire aux Amiénois qui sollicitaient la permission de renouveler le maire : « Attendez un peu, des raisons sérieuses nous empêchent de nous prononcer. » Ces raisons sérieuses étaient des pourparlers engagés entre lui et le duc de Bourgogne (de Calonne, *La vie municipale au XV^e siècle dans le nord de la France*, p. 10).

(2) Celui-ci intervenait comme le roi dans les élections. Charles le Téméraire écrira aux Abbeillois pour les prier et au besoin leur ordonner de choisir pour maire Jean Carue. « Nostre plaisir, dirait-il dans une autre circonstance, est que Jehan Maupin soit maieur de nostre dite ville d'Abbeville pour l'année à venir et non autre. » Les lettres patentes écrites par lui étaient impératives, comme il est facile d'en juger par les lignes suivantes : « Nous qui désirons le dit Guillaume de Biencourt... être maieur de nostre dite ville pour l'année à venir.... vous mandons, commandons et enjoignons expressément et sur tant que doubtez encourir notre indignation que au dit jour saint Bétremy prochain, vous eslisiez et créez maieur le dit Guillaume de Biencourt » (Augustin Thierry, *Monuments inédits*, t. IV, p. 293 et suiv.).

(3) « Sur ce que les dits de Bordeaux nous ont requis qu'ils puissent jouir de leur mairie, avons ordonné que le maire qui y est à présent de par nous demeurera et que dorénavant quand la vacation de maire y écherra, il sera par nous pourvu au dit office » (*Lettres de Charles VII*, 11 avril 1453, *Ord.*, t. XI, p. 270).

(4) Il donne à cette ville « un maire tel qu'il nous plaira, lequel sera par nous créé et de par nous institué, qui ne sera muable, sinon à notre volonté » (*Ord.*, t. XIV, p. 174).

étaient en effet bien déchues de leur ancienne splendeur. Sans doute il restait encore des communes debout et non des moindres ; mais combien avaient disparu. De bonne heure, la royauté s'était attaquée aux villes les plus voisines de la capitale de son domaine, à celles dont les troubles l'inquiétaient le plus et qu'il lui était plus facile de réduire complètement, à celles qui concentraient le pouvoir dans les mains d'un chef unique. Invoquant l'ordre public incessamment foulé aux pieds par les bourgeois, elle n'avait pas demandé mieux, quand les circonstances le lui avaient permis, de substituer au régime communal le régime prévôtal qui avait toutes ses sympathies. De leur côté, s'il faut en croire les ordonnances, les habitants des communes avaient tout fait pour obtenir le retrait des chartes qui leur avaient été concédées afin de se soustraire à des charges intolérables (1).

Ruinés par le malheur des temps ou par une mauvaise administration, ils ne trouvaient pas d'autre moyen d'éviter la banqueroute que de s'abandonner au pouvoir du prince qui les tenait quittes de leurs dettes envers lui, ou prenait à sa charge celles dont ils étaient tenus envers d'autres. Voilà comment un officier royal avait été mis successivement à la tête de Sens (2), Compiè-

(1) Voir sur les « suicides » des communes, Luchaire, *Les communes françaises à l'époque des Capétiens directs*, notamment, p. 202, 217, 284, 288, et Leber, *Histoire critique du pouvoir municipal*, p. 375, 379).

(2) Cette ville fut transformée en prévôté (Lehuteur, *Histoire de Philippe le Long*, p. 377).

gne (1), Senlis (2), Meulan (3), Chantemerle, Bourbonne (4), Soissons (5), Laon (6), Ponpoint (7), Neuville-le-

(1) Le maire de cette ville fut remplacé par un prévôt, septembre 1319 (Lehuteur, *ibid.*, p. 3).

(2) A la suite d'un conflit dangereux entre les bourgeois (*maiores*) et le menu peuple (*minores*), Philippe le Long fit procéder à une enquête rapide par deux commissaires, le chantre de Senlis (Pierre Pons) et un des chevaliers de son hôtel (Jean Robert). Le maintien de la situation existante n'était réclamé que par le maire et les échevins, coterie louche qui avait lassé tout le monde par sa mauvaise administration. Cette suppression de commune était d'ailleurs réclamée par la majorité des habitants (*major pars habitatorum, dicens communiam dicte ville esse inutilem et damnosam*, février 1320 ; Lehuteur, *ibid.*, p. 374).

(3) Les habitants de cette ville « pour ce qu'ils feussent et aient grievement grévés et dommagés de plusieurs tailles levées et contributions diverses que le maire et les échevins de la dite commune font et ont faites par plusieurs fois » demandent au comte d'Evreux la révocation de leurs franchises à condition qu'il se chargera de leur dette, 1320 (*Recueil des Ord.*, t. VI, p. 137).

(4) Ces deux communes ne pouvaient payer la redevance annuelle de 170 livres tournois à elles imposées par leur charte de création (Lehuteur, *ibid.*, p. 377).

(5) Voilà comment s'exprime l'ordonnance de Charles IV qui agréa la supplication des habitants : « Voulons que le prévôt qui de par nous sera député en la dite ville pour la gouverner en notre nom, gouverne en prévôté les habitants aux lois et coutumes avec les libertés et franchises qu'ils avaient au temps qu'ils étaient gouvernés en commune, excepté que dorénavant maires ni jurés n'y seront mis ni établis » (1325) (*Ord.*, t. XI, p. 500).

(6) L'ordonnance qui rétablit l'administration du roi dans cette commune supprimée n'est rien moins que favorable à l'idée avantageuse qu'on s'est formée de l'administration municipale de ces temps. « Nous considéré le bon gouvernement qui a esté en la dite ville par nos gens depuis que la commune fut battue et qui est aussi et a esté en autres cités et bonnes villes de notre royaume esquelles il n'a nul état de commune et d'eschevinage... » (mars 1331, *Ord.* t. II, p. 78).

(7) Juillet 1364, *Bulletin historique et philologique* de 1896, p. 464.

Roy (1), Roye (2), Rouen (3), villes qui toutes avaient eu leur jour de célébrité, mais qui avaient renoncé rapidement à soutenir contre la royauté une lutte dont elles prévoyaient l'issue fatale. C'est dans ces conditions que Louis XI fut appelé au trône de France. Comme il fallait s'y attendre, il respecta peu les privilèges communaux et érigea en règle générale ce qui n'avait été jusque-là qu'une exception en nommant directement et successivement des maires à Périgueux (4), Poitiers (5),

(1) La suppression fut demandée par la commune elle-même qui avait perdu les neuf-dixième de ses habitants et qui était hors d'état de payer au roi sa redevance annuelle de 100 livres parisis, 1370 (*Ord.*, t. V, p. 333 et *Bulletin historique et philologique* de 1896, p. 459 et 399).

(2) Cette ville avait été pillée par les Anglais. L'ordre de suppression déclare que les citoyens de Roye demeureront « simples habitants sujets en prévôté sans moyen comme avant la création ou tolérance de communes », 1373 (*Ord.*, t. V, p. 662).

(3) L'insurrection des classes inférieures appelée par l'histoire la Harel fut à Rouen d'une violence extrême. Le roi indigné abolit la commune rouennaise et plaça dans ses mains toute l'autorité municipale. Le vicomte de Rouen, officier royal, fut investi des pouvoirs exercés auparavant par le maire, 1382 (*Histoire des grands panetiers de Normandie*, par le marquis de Belbeuf, p. 50 et Félix, *Compte rendu des échevins de Rouen*, t. I, p. XV).

(4) Le sénéchal de Bergerac, Pierre d'Acigné, est nommé à cette charge de maire en 1462 (Renseignements fournis par M. Poumeau, archiviste à Périgueux, auteur des *Souvenirs Périgourdiens*, en cours de publication).

(5) Louis XI fait donner la place de maire à son varlet de chambre par une lettre du 14 juin 1463 « Pour ce, écrit-il au corps de ville, que nous avons son fait très à cœur, nous voulons et vous mandons derechef que pour la prochaine année à venir vous l'eslisiez et constituez en l'ordre et degré de maire de notre dicte ville de Poitiers. A ce le préférez avant tous autres. » Même chose pour son notaire Jean de Moulins (Lettre du 12 juin 1464), Colas mourant et Philippe

Amiens (1), Bourges (2), Beauvais (3). Rien ne nécessitait ces nominations, sauf l'ambition de quelques-uns des fidèles serviteurs de la monarchie qui voulaient coûte que coûte parvenir à des places alors fort enviées sans passer par la voie ordinaire : l'élection libre (4). Les bourgeois résistaient de leur mieux aux volontés royales ; ils refusaient d'accepter le serment des nouveaux pourvus et envoyaient à la cour des députés pour faire evenir le roi sur ses décisions (5), députés qui avaient ordre de ne rien négliger pour la réussite de l'affaire. Si, malgré de chaudes protections qui coûtaient la plupart

Prégent, deux de ses créatures (1467 et 1470) (Giry, *Etablissements de Rouen*, t. I, p. 372 et 373).

(1) A. Nomination, en 1464, de Philippe de Morvillers. Lettres du roi datées de Novion, du 13 septembre de la même année (de Calonne, *Histoire de la ville d'Amiens*, t. I, p. 405).

B. Nomination de Jean du Caurrel (Lettres patentes datées de Ham, du 31 mai 1471). Ce dernier « se grandement excusa dudit office sur l'assurance qu'il ne le pouvait refuser puisque c'était le plaisir du roi, et finit finalement par dire qu'il n'oserait désobéir au plaisir du roi » (*Registre*, BB. 41, f° 20-v°, *Inventaire sommaire*, t. II, p. 203).

(2) Le 12 juin 1475, Louis XI écrit à Du Bouchage à propos de cette ville : « Le maire sera François Gautier ; à l'avenir je le nommerai comme je fais à Tours » (Sée, *Louis XI et les villes*, p. 181).

(3) Nomination à la charge de maire de Jean Legoix, lieutenant du capitaine de la ville, 1475 (Sée, *ibid.*, p. 65).

(4) Le 28 octobre 1463, Philippe de Morvillers qui, comme on l'a vu plus haut, fut nommé maire par le roi, n'avait pas seulement réussi à se faire nommer échevin. Proche parent du chancelier de France (Pierre de Morvillers), il alla intriguer à la cour (de Calonne, *Histoire de la ville d'Amiens*, p. 405, 6, 7) et Bouthors, *Coutumes locales du bailliage d'Amiens*, t. I, p. 115).

(5) C'est ce qui arriva lors de l'élection de Jean Legoix à Beauvais. Le roi ne céda pas tout d'abord ; il ne rendit à la ville qu'en 1477 le droit d'élire son maire (Sée, *Louis XI et les villes*, p. 65).

du temps fort cher, la Ville n'obtenait pas satisfaction, elles'adressaient aux titulaires eux-mêmes, les suppliant de renoncer à leurs prétentions, leur promettant les dédommagements qu'ils pourraient désirer (1). Enfin, quand tout avait échoué, plutôt que de s'incliner devant la volonté royale, elle préférait nommer suivant les formes ordinaires celui qui avait été déjà nommé par le roi (2). Elle sauvait ainsi les apparences et, ce qui valait mieux, limitait les empiétements de son adversaire (3), d'où l'extrême mobilité de la politique de Louis XI, politique

(1) A. Quand les lettres patentes nommant de Morvillers furent communiquées à l'échevinage, le 28 octobre 1464, on remontra à Morvillers l'intérêt qu'il avait à se relâcher de sa prétention pour éviter l'indignation des habitants (Bouthors, *ibid.*, t. I, p. 115).

B. Pour déterminer Pierre d'Acigné à se démettre de son office, le maire de Périgueux et Estève Thibaut se rendirent à Bordeaux, pour prier le maréchal d'intervenir auprès de son subordonné. Aussitôt qu'ils eurent obtenu une lettre de lui, ils la firent porter au nouveau pourvu, lui promettant, s'il se désistait, « que la villa ly foria aucun plaisir que il ne devria estre comptens ». Ils réussirent dans leur mission moyennant le paiement à d'Acigné d'une somme de 250 écus (Renseignements fournis par M. Poumeau).

(2) Philippe de Morvillers ayant répondu aux commissaires envoyés vers lui qu'il avait toujours été pour la ville, mais que puisqu'il plaisait au roi qu'il fût maire, il voulait toujours obéir au roi et se tenait à ses lettres, à la grâce et honneur que le roi lui faisait, « Messeigneurs conclurent d'élire 3 hommes pour la dite mairie, nonobstant les lettres du roi, assavoir ledit Philippe de Morvillers, Jehan Lenormant et Jacques Clabaut, lesquels noms ils porteront en halle par devers le lieutenant du bailli en donnant tous leurs voix au dit Philippe de Morvillers. Ainsi fit le peuple » (*Archives de l'Hôtel de Ville*, 8^e registre, Bouthors, *ibid.*, t. I, p. 115-116).

(3) Louis XI révoqua le 7 août 1462, sur la plainte des habitants, la donation de la mairie de la Rochelle qu'il avait faite à Guillaume de Canat quelques mois auparavant (Giry, *Etablissements de Rouen*, t. I, p. 76).

qui se traduit par des prorogations en charge (1), des cassations (2) et des lettres de cachet (3). Au milieu de sa marche en avant, la royauté éprouvait le besoin de se recueillir. A part la conquête de quelques provinces (4) qui restait encore à opérer et le silence d'un parlement (5) qu'il fallait obtenir, elle avait presque terminé sa tâche en rendant impuissant le particularisme

(1) Louis XI proroge en charge Antoine Clabault à cause du « bon et loyal service qu'il avait fait au roi et à la ville ainsi qu'au gouvernement et bonne police de la chose publique », 1477 (de Calonne, *Histoire de la ville d'Amiens*, p. 309).

(2) En 1466, à Poitiers, Louis XI casse l'élection du maire André de Couzay pour maintenir en charge le maire de l'année passée (Giry, *Etablissements de Rouen*, t. I, p. 373).

(3) De 1477 à 1481, Louis XI intervient d'une manière directe et souveraine dans la nomination du maire d'Abbeville. Lettres du 1^{er} septembre 1477, 17 août 1479, 13 août 1480, 12 septembre 1481, (Augustin Thierry, *Monuments inédits*, t. IV, p. 296-298).

(4) Au nombre de ces provinces étaient l'Artois et la Franche-Comté où les seigneurs conserveront fort tard le droit d'intervenir dans les élections. A Saint-Omer, l'archiduc Philippe le Beau décidera que le grand bailli, lieutenant de sa Hauteur dans la ville, sera consulté sur le choix du maire qui ne pourra être élu que parmi les échevins à sa nomination, et le gouverneur des Pays-Bas ne se fera pas scrupule de proroger en charge le maire « en considération de sa joyeuse entrée dans la province », et ce malgré les excuses de ce magistrat (*Mémoires de la Société des antiquaires de la Morinie*, t. XV, p. 333). A Lons-le-Saulnier, Guillaume de Nassau choisira chaque année le maire sur « une liste triple de personnes qualifiées », tout en se réservant le « greffe » et la « clergie » de la mairie (Dey, *Etude sur la condition des biens, des personnes et des communes au comté de Bourgogne pendant le moyen âge*, p. 278).

(5) En 1491, le roi renonça à proroger en charge Nicolas le Rendu, maire d'Amiens, devant la menace de ses sujets d'un appel au Parlement (de Calonne, *La vie municipale au XV^e siècle dans le nord de la France*, p. 18).

local. En faisant des concessions (1), elle n'obéissait plus aux même motifs que jadis, et ses officiers, gens de robe longue ou de robe courte, remplissaient dans la plupart des échevinages la charge de maire (2), occupant ainsi des fonctions dont ils devaient contrôler l'exercice. Les raisons ne manquaient pas pour justifier un tel abus (3). Si la royauté n'y avait pas mis fin par

(1) Concession d'une mairie à Amboise, 1558 (*Inventaire analytique des archives communales d'Amboise*, par l'abbé Chevalier, p. 76) ; à Châtellerault (Lettres patentes de janvier 1561, *Histoire de Châtellerault*, par l'abbé Lalanne, t. II, p. 17) ; à Orléans (Lettres patentes du 23 novembre 1568, Chenu, *Des privilèges des villes de France*, p. 372) ; à Auxerre (*Archives d'Auxerre*, case W, n° 4, renseignement fourni par M. Porée, archiviste de cette ville, auteur d'une monographie intéressante : « Le consulat et l'administration municipale de Mende »). Les habitants d'Amboise avaient présenté requête au roi afin d'obtenir un maire « pour la conservation des droits de ladite ville et république ». Ceux d'Auxerre s'étaient prévalus, pour se faire donner un maire, des promesses générales faites par la royauté aux Etats d'Orléans de 1560.

(2) A Bordeaux, la mairie fut successivement occupée par Charles de Montferrand, gouverneur de la ville, Armand de Gontaut, baron de Biron, lieutenant gouverneur en Guyenne, et le maréchal de France, Matignon, gouverneur de Guyenne et l'agent le plus actif et le plus habile du pouvoir royal dans le sud-ouest (Jullian, *Histoire de Bordeaux*, p. 346). A Amiens, Adrien Vilain, procureur du roi, Jean de Théroouanne, lieutenant général, se succédèrent à la 1^{re} place de la magistrature (Augustin Thierry, *Monuments inédits*, t. II, p. 639, et de Calonne, *Histoire de la ville d'Amiens*, t. II p. 3).

A Moulins, le maire était presque toujours un officier des différentes administrations provinciales (*Inventaire sommaire des archives communales*, Introduction, p. 1).

(3) Pour rendre la justice, le maire devait être un homme de robe, disaient les magistrats de Montdidier, et il y avait quelque chose de vrai dans cette assertion (de Beauvillé, *Histoire de la ville de Montdidier*, t. II, p. 151). D'un autre côté, une fois les officiers retranchés du commun populaire, il était très difficile de trouver des personnes

une ordonnance générale (1), les bourgeois et notables marchands des villes n'auraient jamais administré les deniers communaux.

Pour peu qu'il l'eût désiré, le roi aurait vu accourir à sa cour les maires des grandes cités (2). On était loin des années où le chef de la commune n'enfreignait les lois de la résidence que pour des motifs graves, comme l'assistance aux fiançailles d'un dauphin (3). Tout aussi

aptes au gouvernement communal. Cette ordonnance, fondée sur ce principe que les fonctionnaires royaux ne pouvaient servir « deux maîtres » ni être juges et parties (sentence de l'échevinage venant en appel au bailliage), est d'octobre 1547 (Isambert, t. XIII, p. 34). Elle ne fut pas appliquée dans toute sa rigueur à Poitiers (Lettres patentes du 20 août 1548, Giry, *Etablissements de Rouen*, t. II, p. 378); Périgueux (Lettres patentes de 1551, *Inventaire sommaire*, BB 4); Amboise (Lettres patentes de septembre 1557, *Inventaire analytique des archives communales d'Amboise*, par l'abbé Chevalier, AA, 54).

(1) Quarante-quatre ans plus tôt, Louis XII avait condamné pour Amiens les faits auxquels remédiait Henri II (Aug. Thierry, *Monuments inédits*, t. II, p. 495, et de Calonne, *Histoire de la ville d'Amiens*, t. II, p. 3).

(2) Il était au contraire tout à fait opposé à un mouvement d'émigration qui eût laissé aux échevins tout le poids du travail administratif et judiciaire ; témoin l'ordonnance de 1539 qui dispose que « tous les fonctionnaires de l'ordre civil de quelque état, condition et qualité qu'ils soient, feront leur résidence continuelle ès villes, lieux et endroits où leurs offices sont établis pour iceux exercer en personne sous peine de privation de leurs offices, lesquels nous déclarons impétables, comme vacants au cas que lesdits officiers soient défaillants de faire ladite résidence ou qu'ils s'absentent, si ce n'est par permission de nous, ou autre cause légitime et raisonnable, dont toutefois ils feront faire registre et acte public qui contiendra le jour de leur départ et cause de l'absence, et sera fait semblable registre du jour de leur retour ; autrement et à faute de le faire, ils encourront la peine de privation telle que dessus » (Dufey, *Histoire des communes de France*, p. 90).

(3) Le maire d'Amiens, Antoine Clabault, se rendit à Amboise

avait bien changé. Pour défendre ses édits, la royauté n'invoquait plus que son bon plaisir. Jusque-là elle avait fait des prorogations (1), des nominations (2), mais elle n'avait suspendu (3), ni révoqué (4), ni transformé les mairies en office (5); maintenant rien ne l'arrêtait. Sans

pour assister aux fiançailles de Charles VIII avec Mademoiselle d'Autriche (de Calonne, *Histoire d'Amiens*, t. I, p. 449).

(1) En 1523, François I^{er} écrit au corps de ville de Poitiers « et au surplus pour ce que nous avons entendu du bon vouloir et affection que nostre dit maire a tant envers nous que au bien et police de nostre ville de Poitiers, nous désirons singulièrement qu'il soit par vous continué au dit office » (Giry, *Etablissements de Rouen*, t. I, p. 376).

(2) A. Le 18 mars 1556, le roi prie le corps de ville de Niort d'élire à la mairie le sous-maire François Terrasson (Giry, *ibid.*, t. I, p. 328).

B. Le 5 mai 1562, François de Cateleu est nommé maieur d'Amiens (Dusevel, *Histoire d'Amiens*, p. 181).

C. Le 8 mars 1569, Charles IX nomma maire d'Orléans son notaire Jean Brochet, sieur de Pontmorand (*Mémoires de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, t. XVIII, p. 135).

D. Le 16 octobre 1587, Henri III mande aux échevins d'Amiens d'élire pour maire l'une des trois personnes qu'il indique (Augustin Thierry, *Monuments inédits*, t. II, p. 952).

E. En mai 1589, il nomme lui-même le maire de Tours, Giry, (*Etablissements de Rouen*, t. I, p. 225).

(3) En 1570, le maire de Beauvais, Pierre Loisel, est suspendu de ses fonctions par un ordre du roi obtenu par le cardinal de Bourbon, pour avoir fait démolir partie de la devanture d'une boutique construite sur la place avec la permission de ce dernier (*Inventaire des archives communales de Beauvais*, BB 28.)

(4) En 1562, ayant repris la ville de Bourges, Charles IX révoque l'ancien maire (La Thaumassière, *Histoire du Berry*, p. 187).

(5) Cette transformation fut opérée à Semur. Voici les termes d'un édit d'août 1543 : « François, par la grâce de Dieu roy de France, à tous présents et à venir salut. Comme en nostre ville de Semur... y a accoustumé d'avoir ung maire avec six échevins pour le gouvernement et administration des affaires communes et publi-

doute les lettres de cachet étaient toujours adressées à « nos chers et bien-aimés maires et eschevins » et contenaient l'assurance que les privilèges de la ville seraient respectés, cependant on sentait qu'elles étaient un ordre et non une prière et qu'il y aurait eu danger à ne pas s'y conformer. Les luttes religieuses qui se produisirent à la fin du xvi^e siècle furent dans beaucoup d'endroits le motif de violations de privilèges, violations qui avaient pour but direct de consacrer la victoire d'un parti (1). D'autre part, les besoins du trésor forçaient la

ques de la dicte ville et police d'icelle,... et d'autant que par chacun an d'ancienneté la dicte mayerye a esté cryée et proclamée baillée et délivrée au plus offrant et dernier enchérisseur comme nos aultres fermes dudit bailliage, il s'est ensuyvy que plusieurs, par une ambition d'honneur et d'autorité et les autres par une affection et volonté de commander à leurs semblables ou aulcune fois à leurs supérieurs, exercer une vindicte à l'encontre d'eulx et abuser de leur dicte autorité se sontingérez d'enchérir et mettre à prix icelle mairie et pour satisfaire à leur dicte affection sans avoir égard ni considération à leur incapacité et insuffisance de tenir, exercer et administrer tel estat et charge ont tant fait qu'elle leur a esté adjudgée comme plus offrant et dernier enchérisseur dont sont provenuz et proviennent infiniz erreurs, abuz et malversations de très mauulvaise, pernicieuse et dommageable conséquence à la chose publique. Or est-il que pour telles et semblables occasions nous avons par cy devant en quelques aultres villes de nostre royaume fait et créé perpétuelles et à vye en chef et tiltres d'offices formez les mairies d'icelle qui estoient annuelles comme est celle du dit Semur. Savoir faisons que nous avons créé, érigé et establi et par édit perpétuel et irrévocable, créons, érigeons, et établissons en chef et titre d'office formé et à vye icelle mairie de Semur » (Garnier, *Chartes de communes et d'affranchissements en Bourgogne*, t. II, p. 372).

(1) En 1562, à Amiens par exemple, le gouvernement royal passé aux mains des chefs catholiques avait destitué sans phrase le mayor

royauté à recourir aux moyens les plus inattendus pour se procurer des ressources ; et Guy Chabot, à qui François I^{er} concéda la mairie de la Rochelle, n'obtint peut-être cette charge que grâce à quelque somme d'argent (1). La royauté pourtant savait s'arrêter dans ses empiétements (2) et discerner le mérite. L'épître adressée par Henri III à Montaigne (3) lors de son élection à

en fonctions Lecat et l'avait remplacé par un homme dévoué à la cause catholique (de Calonne, *Histoire d'Amiens*, t. II, p. 27) ; et en 1563, à la Rochelle, il avait, pour terminer une lutte fort vive entre catholiques et protestants, nommé un protestant, Michel Guy (Calot, *La Rochelle protestante. Recherches politiques et religieuses*, p. 41). Il serait facile de multiplier les citations.

(1) Guy Chabot, seigneur de Jarnac, profita des troubles qui avaient recommencé dans cette ville à la suite de l'établissement de la réforme à Genève, pour faire abolir l'antique commune et obtenir une charge qu'il convoitait depuis longtemps. Il fut aidé dans son entreprise par le crédit de sa tante la duchesse d'Etampes. Le peuple brisa les potences élevées pour effrayer les mécontents et se révolta contre la garnison (Voir à ce sujet Giry, *Les Établissements de Rouen*, t. I, p. 77 et Callot, *ibid.*, p. 19).

(2) En 1584, Henri III, devant les respectueuses représentations des habitants de Saintes, renonce à donner un maire à cette ville (L. Audiat, *Une élection au XV^e siècle*, p. 15).

(3) Plus connu des Bordelais comme conseiller au Parlement, chevalier des ordres du roi, que comme écrivain, Montaigne n'était pas à Bordeaux quand il fut nommé maire de cette ville. Il n'avait jamais eubeaucoup de goût pour les fonctions municipales ; c'est ce qui explique les termes impératifs par lesquels Henri III lui enjoignit de les accepter : « Monsieur de Montaigne, pour ce que j'ay en estime votre grande fidélité et zellée dévotion à mon service, ce m'a esté plaisir d'entendre que vous ayez esté esleu maïor de ma ville de Bordeaux, ayant eu très agréable et confirmé la dicte élection et d'autant plus vollontiez qu'elle a esté sans brigue et en vostre lointaine absence. A l'occasion de quoi mon intention est, et vous ordonne et enjoincts bien expressément que sans délay ni excuse reveniez au plus tost que la présente vous sera rendue, faire le deu

la mairie de Bordeaux, fait autant d'honneur au destinataire qu'à l'envoyeur. Si elle avait toujours fait de si bons choix, les villes n'auraient pas adhéré si facilement à la Ligue. Mais il était nécessaire que l'autonomie communale fût vaincue une dernière fois dans un combat sanglant et décisif. On sait comment Henri IV (1) sut défendre le pouvoir royal qui menaçait de s'effondrer et réduire à l'impuissance « ces cités faibles et hargneuses qu'il fallait brider de façon qu'elles ne puissent plus regimber contre leur prince ». Tout en reconnaissant par de nombreux traités les libertés municipales (2), il gardait une arrière-pensée, celle de se débarrasser, en profitant des circonstances favorables, des « magistrats de petite étoffe » qui dans les époques de troubles avaient offert un point d'appui à la rébellion. Pendant la durée de son règne, il ne négligea rien pour arriver à ce but. Tout lui conseillait d'intervenir, depuis les querelles furieuses et les haines irréconciliables auxquelles donnaient naissance les compétitions élec-

et service de la charge où vous avez été si légitimement appelé. Et vous ferez chose qui me sera très agréable et le contraire me déplairait grandement (Champollion-Figeac, *Documents historiques inédits*, t. II, p. 483).

(1) *Lettres missives*, t. V, p. 417, 425, cité dans Hanotaux, *Histoire du cardinal de Richelieu*, t. I, p. 406.

(2) Voir la série des traités dans le *Recueil des Edits du roi Henri IV pour la réunion de ses sujets à la suite de l'ouvrage de Malingre : Le cinquième livre contenant l'« Histoire des choses les plus memorables advenues en France »*, etc. Paris, 1613, in-8°, et Hanotaux, *ibid.*, p. 405. — M. Dufey, qui déclare avoir connaissance de ce recueil, a quelques pages intéressantes sur les négociations entreprises par Henri IV avec les villes (*Histoire des communes de France*, p. 127-131.)

torales jusqu'à la corruption des administrations des villes (1). Il n'y manqua pas. Poitiers avait montré trop d'indépendance. Le roi ordonna à Gaucher de Saint-Marthe, trésorier de France, premier échevin, d'exercer la charge de maire et ne revint sur sa décision qu'à la prière de Sully, alors gouverneur du Poitou (2). A Troyes, les habitants étaient divisés entre eux par l'esprit de parti. Sous prétexte que « son devoir était d'aimer ses sujets comme ses enfants, de veiller à leur conservation et pour ce d'établir telle police qu'il jugeait nécessaire » (3), Henri nomma d'office Anthoine Pithou dont le nom consacré par les travaux et les services de ses frères annonçait l'amour et la concorde du bien public (4). Ce ne fut pas la seule nomination qu'il fit : Rennes (5), Bordeaux (6), Orléans (7), subirent le

(1) Hanotaux, *ibid.*, p. 406.

(2) V. à ce sujet Giry, *Etablissements de Rouen*, t. I, p. 384, et Chenu, *Privilèges des villes de France*, p. 498.

(3) Considérants des lettres patentes données à St-Germain-en Laye en août 1602 (Chenu, *Privilèges des villes de France*, p. 477).

(4) Antoine Pithou réussit dans sa tâche de conciliation (Grosley, *Mémoires historiques et critiques pour l'histoire de Troyes*, t. I, p. 349).

(5) L'édit de mars 1592 qui donna au sieur de Montbaros, gouverneur, le titre de maire ne lui valut aucune des attributions qu'il semblait représenter. Voir à ce sujet un manuscrit de Languedoc (Gilles, greffier de la communauté de Rennes, *Recueil de tout ce qui*

(6) Il s'agissait de M. de Roquelaure qui venait d'être nommé gouverneur de la ville (Jullian, *Histoire de Bordeaux*, p. 474).

(7) Le maire nommé s'appelait Charron. Les lettres patentes sont datées du 26 juillet 1597, terminées par la formule d'usage « car tel est notre plaisir » et contresignées : Potier (Société archéologique et historique de l'Orléanais, *Mémoires*, t. XVIII, p. 138-139, et *Lettres d'Henri IV, Documents inédits, Suppl.* t. IX, p. 416-417).

même sort que Troyes. Il ne nommait pas par caprice, il cherchait à étendre dans son royaume le mode de nomination usité à Rouen (1).

A cet égard, il eut la satisfaction de voir Nantes (2) et Troyes (3) s'ajouter aux nombreuses villes qui lui pré-

s'est trouvé de plus important touchant la ville et communauté de Rennes jusqu'en l'an présent 1724). Il n'est pas rare de voir la mairie attachée à la gouvernance. Le maire-né du Havre n'était-il pas le gouverneur ? (Borély, *Histoire du Havre*, t. III, p. 186). — Cf. Caen où le grand bailli faisait l'office de maire (Carel, *Etude sur la commune de Caen, Analyse du matrologe de la ville et du registre du cérémonial*, p. 3, communiqué gracieusement par l'auteur) et Loyseau, *Des offices*, liv. V, ch. vii, n° 24. « Es villes où il n'y a que des pairs ou eschevins sans maire, le premier juge ou principal magistrat de la ville a droit de présider et estre chef des eschevins comme estant leur maire perpétuel. »

(1) A la fin du xvi^e siècle, la règle s'était introduite que l'élection du maire, au moins pour les villes importantes, devait être confirmée par le pouvoir royal. C'est l'opinion de Loyseau (*Des offices*, liv. V, ch. vii, n° 23). « Es villes où il y a un maieur ou autre tel chef du corps de ville, il est bien raisonnable qu'ayant été élu par le peuple il soit après confirmé et approuvé par le roy, notamment es villes d'importance. » Cité dans Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, p. 586.

(2) C'est à partir de 1598 que les Nantais durent présenter trois candidats à l'agrément du roi. Henri IV leur ayant recommandé M. de la Bouchetière qu'il désirait voir figurer sur cette liste « ce qui nous sera fort agréable », ils refusèrent d'obéir et se le virent imposer. Inutilement, pour l'amadouer, les Nantais lui écrivirent-ils « qu'ils rendaient hommage à la bonne administration de ce maire, » insistant pour jouir de leurs privilèges, Henri leur répondit en vrai Gascon « que puisqu'ils étaient contents de leur maire, le mieux était de le garder » (de Carné, *Etats de Bretagne*, t. I, p. 255, cité dans D'avenel, *Richelieu et la monarchie absolue*, t. IV, p. 235, et Mellinet, *La commune et la milice de Nantes*, p. 64-67).

(3) *Lettres missives de Henri IV*, VIII, 767, cité dans Babeau, *La ville sous l'ancien régime*, t. I, p. 95.

sentaient des candidats. Quant à Dijon qu'il voulait assimiler à Nantes et à Troyes, elle sut retarder indéfiniment l'effet des lettres patentes la concernant, en obtenant du Parlement un refus d'enregistrement (1). Ces lettres patentes ne sont pas seulement intéressantes par l'innovation qu'elles voulaient établir ; elles contiennent aussi des détails curieux sur les brigues et monopoles qui se faisaient à cette époque, malgré l'interdiction formelle de l'ordonnance de Blois (2). C'est ainsi que Henri IV y parle de « grandes corruptions et pratiques qui se faisaient par argent aux principales villes de Bourgogne ». Il n'y avait pas qu'en Bourgogne que les choix manquaient de sincérité. Dans le Poitou, les choses n'allaient guère mieux. Le roi échangeait à ce sujet une longue correspondance avec les maire, échevins et habitants de Poitiers. Prévoyant que l'élection du maire alors prochaine « pourrait altérer le repos de la ville, il leur mandait de lui depputer devers lui deux échevins qui soient capables et intelligents de l'é-

(1) Le Parlement persista dans son premier refus, malgré des lettres de jussion des 31 mai 1609 et 6 mars 1610 (Garnier, *Chartes de communes et d'affranchissements en Bourgogne*, t. I, p. 173, note). M. Thomas (*Une province sous Louis XIV*, p. 274, note) fait remarquer que Henri IV avait d'abord supprimé les élections pour punir Dijon de son attachement à la Ligue et que c'était seulement par grâce qu'il avait bien voulu consentir ensuite à choisir le maire sur une liste de trois candidats.

(2) « Nous voulons, disait un des articles, que toutes élections des prévôts des marchands, maires..... se fassent librement, et que ceux qui par autres voyes entrent en ces charges en soyent ostés et leurs noms rayez des registres » (*Anciennes lois françaises*, 1579, XIV, 461).

tat d'icelle pour prendre leur conseil avant de faire entendre sa volonté » (1) ; et après avoir « ouy » les députés (2), il écrivait à nouveau à l'échevinage en l'assurant que le règlement qu'il venait d'arrêter remédiait simplement « à la confusion de leurs procédures et ne dérogeait pas à leurs coutumes » (3).

De ce règlement assez complet (4), il n'y a qu'une chose à retenir, c'est l'existence de sages mesures destinées à assurer la liberté du vote. Non seulement les bulletins marqués d'un signe quelconque qui pourrait les faire reconnaître n'entraient pas en compte, mais encore pour éviter des substitutions les brevets imprimés étaient délivrés individuellement aux votants par les mains du secrétaire de la ville et jetés « de haut dans le chapeau à ce destiné, en sorte que toute l'assistance pouvait voir que l'élisant y avait véritablement mis un brevet et non plus ». Le mal était indéracinable. Vainement un arrêt du Conseil d'Etat défendit-il aux habitants de Dijon de briguer la mairie « pour eulx ou pour aultruy à peine d'être punis exemplairement et déclarés indignes de jamais entrer en ladite charge et de

(1) Lettres du 3 janvier 1609, dans le *Recueil des lettres missives*, VII, 671.

(2) Ces députés étaient Marc Jarno et Jean Constant, pair et échevin de Poitiers. Ils avaient fait voir leurs privilèges à Henri IV (Chenu, *Privilèges des villes de France*, p. 482).

(3) Lettre du 9 avril 1609 (*Lettres missives*, VII, 694).

(4) Ce règlement porte la même date que la lettre d'envoi, 9 avril 1609 (Giry, *Etablissements de Rouen*, t. I, p. 385, et Chenu, *Privilèges des villes de France*, p. 482).

tenir aucun office royal » (1) ; vainement l'ordonnance de 1629 qui suivit de près la réunion des Etats-Généraux (2) confirma-t-elle dans son article 412 (3) l'article 363 de l'ordonnance de Blois, jamais il n'y eut plus d'intrigues et de corruption. On vit des candidats aller chercher (4) les mendiants de l'hôpital et leur payer des journées pour les mener aux élections, et des maires faire des libéralités au peuple « au double de la coutume ». De tels procédés facilitaient singulièrement la tâche de la royauté en jetant le discrédit sur les corps

(1) Cet arrêt est du 21 juillet 1611. Il proroge en exercice le vicomte maieur jusqu'au 24 juin 1612 et rétablit l'ancienne forme d'élection malgré les représentations de M. de Bellegarde, gouverneur et lieutenant général ès pays de Bourgogne et de Bresse, qui trouvait que la nomination des trois selon « que le feu roy l'avait ordonné était le plus assuré moyen et remède pour faire cesser les brigues et monopoles, commis du passé en l'eslection du dit vicomte mayeur » (Garnier, *ibid.*, p. 177).

(2) En 1614, le Tiers-État avait été obligé de demander que « nul ne pût être admis aux charges municipales que par élection pure et sans brigue » (Cahier du Tiers-État, *Les Etats généraux, XVII, 2^e partie*, p. 109, cité dans Babeau, *La ville sous l'ancien régime*, p. 70).

(3) L'ordonnance (*Anciennes lois françaises*, XVI, 326) était plus qu'une confirmation ; elle ajoutait en effet à l'article 363 en imposant aux élus l'obligation de résider, en leur refusant de résigner leurs fonctions, en contenant une idée hardie, celle d'imposer comme modèle aux corps de ville l'organisation municipale de Paris « et afin de maintenir nos sujets avec plus d'ordre et tranquillité, voulons et ordonnons que les corps et maisons de ville et la manière de leurs assemblées et administration en tout notre royaume soient autant que faire se pourra réduites à la forme et manière de celle de notre bonne ville de Paris ou le plus approchant d'icelle qu'il se pourra ainsi qu'il a déjà été pratiqué en celle de Lyon, Limoges et autres. » Il n'était pas encore temps d'établir une telle uniformité.

(4) Thomas, *Une province sous Louis XIV*, p. 274.

municipaux et lui permettaient de dicter des choix ; aussi ne se gênait-elle pas pour inviter les échevins à voter pour son candidat (1) et à laisser ses officiers faire impudemment dans les assemblées de ville la voye du Saint-Esprit (2).

Capitaine du château (3), prévôt, procureur du roi, lieutenant général, gouverneur, intendant, ministre (4), c'était à qui s'occuperait de préparer les élections. Chacun d'eux ne rêvait-il pas de parvenir au haut banc ou d'y faire parvenir un de ses parents. En ces temps fertiles en surprises de toutes sortes, il n'était pas rare de voir un prévôt prendre possession de la mairie et y rester malgré les protestations des habitants qui avaient

(1) 1607 à 1630, *Inventaire des archives de Dijon*, B. 15 et 16, cité par Babeau, *La ville sous l'ancien régime*, p. 98.

(2) A Saint-Jean-d'Angély en 1612, Jean Dabillon, lieutenant général civil et criminel, s'était écrié : « Au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, j'élis pour maire l'année présente les personnes de Jehan Barthommé, Antoine Rolland et Jacob Degueux. » En cette circonstance la voye du Saint-Esprit avait servi à imposer aux cent pairs les candidats agréables à la régente (Giry, *Etablissements de Rouen*, t. I, p. 307).

(3) Le capitaine du château d'Amboise reçoit du roi une lettre l'engageant « à tenir la main à ce que les habitants eslisent pour maire un homme de bien et affectionné au repos de la dite ville » (1615, série BB 4, folio 176, *Inventaire analytique des archives communales d'Amboise*, par l'abbé Chevalier, p. 98).

(4) L'intendant de Picardie se voyait recommander par Louis XIV de tenir la main à ce que l'on n'admette à Béthune que « des personnes de probité bien affectionnées à son service » (*Mémoires de la Société des antiquaires de la Morinie*, t. XVIII, p. 5). — Sur l'influence des intendants, voir de Tocqueville, *L'ancien régime et la Révolution*, liv. II, ch. II, *Œuvres complètes*, t. IV, p. 54.

contre eux « la force et l'autorité » (1) ; de voir un procureur au bailliage s'emparer du fauteuil de la présidence et recueillir les voix de façon à se déclarer élu (2) ; de voir enfin un lieutenant général rayer la liste des noms des trois candidats et les remplacer par un nom unique (3). De bonne heure, le ministre cherchait à obtenir des renseignements sur celui qui pourrait rempla-

(1) Il s'agissait du prévôt de Doullens, Guilbert, investi par le gouverneur militaire de cette ville de fonctions auxquelles il n'avait aucun droit (1635). (La mairie était en effet regardée comme incompatible avec la prévôté). Il fallut une lettre de cachet du roi (20 août 1665) et un arrêt du Conseil d'Etat du 31 août 1666 pour l'obliger à se démettre de sa charge. Si le monarque avait beaucoup tenu au système électif, les gouverneur et prévôt doullennais auraient payé cher leur désobéissance (Delgove, *Histoire de Doullens*, p. 333 et Augustin Thierry, *Monuments inédits*, t. IV, p. 627).

(2) Le procureur s'appelait Philippe Thibaud. Le fait se passait le 29 juin 1658 à Arnay-le-Duc. « Il y eut un grand grabuge et soulèvement du peuple pour parvenir à cette eslection et même pour avoir un juge (président) non suspect... Thibaud ayant recueilli les voix, il se trouva qu'il fut nommé maire... qu'ensuite d'autres et les plus notables habitants qui s'étaient tenus à l'écart pour éviter le tumulte s'étant formalisés de cette eslection en esmirent appel et se pourvurent en cour » (Thomas, *Une province sous Louis XIV*, p. 277).

(3) Le lieutenant général fondait son opposition à l'égard du premier sur ce que « sorti de charge depuis deux ans seulement, sa réélection au même office après un laps de temps si peu considérable serait d'un mauvais exemple ». Pour écarter les deux derniers candidats, le lieutenant général déclarait sans plus que « quoique honnêtes gens ils ne lui avaient point paru propres pour le temps présent pour remplir cette place, n'étant pas assez versés dans l'usage des affaires auxquelles un maire se trouve souvent engagé par le devoir de son emploi ni acés autorisés envers un peuple souvent très difficile à contenir dans son devoir ». Il était difficile, on en conviendra, d'y mettre moins de forme (*Mémoires de la société archéologique et historique de l'Orléanais*, t. XVIII, p. 131).

cer avantageusement le maire en fonction (1). Colbert, comme tout autre, intervenait dans les nominations.

« Examinez, s'il vous plaist, écrivait-il à son frère, si le sieur Bernier qui me sert de bailly à Seignelay aurait les qualités nécessaires pour être maire à Auxerre (2) ». Mais il le faisait peu (3), préférant laisser ce soin aux gouverneurs des provinces qui s'en acquittaient de leur mieux.

Le duc d'Epéron, au dire de Richelieu, avait dans sa province une grande influence sur les élections (4).

Le duc de Vendôme permettait « de puiser dans la recette générale autant d'escus qu'il serait nécessaire pour gagner des voix au candidat du roi » (5).

(1) On peut citer à l'appui de cette assertion une lettre adressée à l'intendant de Picardie ainsi conçue : « Monsieur, le sieur Leyraud lieutenant du roi de Doullens m'ayant escrit ces jours passés que le mayeur de cette ville estant malade depuis 6 mois et son lieutenant mort depuis peu, il serait nécessaire d'en mettre un autre à la place de celui qui est décédé... Et pour cet effet m'ayant escrit que le nommé Dué, procureur, serait bien un sujet propre pour remplir cette charge, j'en aurais rendu compte au roy au dernier conseil qui m'a ordonné de vous faire ces lignes pour vous dire de vous informer de la personne du dit Dué et s'il a les qualités nécessaires pour remplir cette place » (Delgove, *Histoire de Doullens*, p. 334).

(2) Lettre du 10 février 1672, dans Clément, *Lettres, instructions et mémoires de Colbert*, t. IV, p. 71. Cf. Depping, *Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV*, t. I, p. 851.

(3) « A l'égard de la mairie, je verrai si je pourrai trouver quelque occasion pour en parler à Mgr le duc (Condé); mais à vous dire la vérité je ne m'empresserai pas beaucoup parce que je ne suis pas bien aise de me mêler de ces sortes d'affaires » (Lettre d'avril 1672, Clément, *ibid.*, t. IV, p. 72, n° 1).

(4) D'Avenel, *Richelieu et la monarchie absolue*, t. IV, p. 114.

(5) Le duc de Vendôme encore étranger à la province croyait que les suffrages s'acquerraient à prix d'argent. Il avait écrit au sieur

Le grand Condé savait au moment voulu rappeler aux échevinages-quel était son candidat (1).

Les intendants, de leur côté, redoublaient d'efforts pour obtenir le désistement des maires sortants (2), « pour mesnager les choses de telle sorte que l'homme du roi fût esleu tout en n'ayant pas la pluralité des suffrages » (3). Ce qui devait être assez difficile. Est-ce à dire que les électeurs acceptaient toujours les choix qui leur étaient proposés ? Non pas.

A Poitiers, un sieur Guyon de Vabre passa malgré l'intendant et le chancelier Seguier (4).

Bossuet, homme de condition et très intelligent, qu'il valait mieux que le roy perdit cent mille écus que de voir échouer son candidat. (Thomas, *Une province sous Louis XIV*, p. 273).

(1) A. « Mgr le duc m'a assuré qu'il ferait nommer le président Billard pour maire, écrivait Colbert à son frère » (Lettre du 22 avril 1672, Depping, *ibid.*, p. 853).

B. « Mais que dis-je, Messieurs, pouvez-vous hésiter à donner vos suffrages à M. Boulrier qui vous a été indiqué par S. A. S. monseigneur le duc. » Péroration d'un discours prononcé par le procureur syndic à Dijon avant l'élection (Thomas, *ibid.*, p. 282).

C. « Mgr le prince a nommé pour maire à Beaune le sieur de Lamèze et quoique les habitants eussent répugnance à lui donner leurs suffrages, que même il n'en ayt pas eu le plus grand nombre, il est néanmoins en possession par le respect qu'on porte aux ordres de mon dit seigneur le Prince » (Lettre de l'intendant Bouchu à Colbert, 6 juillet 1664, Depping, *ibid.*, p. 677).

(2) Notamment à Poitiers où le candidat officiel était un sieur Desforges (*Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, t. VII, p. 296, cité dans d'Avenel. *Richelieu et la monarchie absolue*, t. IV, p. 235).

(3) Il s'agissait de l'élection de M. Billard, président au présidial à Auxerre (Lettre de l'intendant Bouchu, 4 novembre 1667, Depping, *ibid.*, p. 683).

(4) La Cour avait essayé vainement d'empêcher ce concurrent du candidat officiel de persévérer dans sa poursuite. M. Guyon de Va-

A Dijon, quoique désigné par l'officier des comptes organe du choix royal, Millotet échoua lamentablement (1).

A Bourges, bien que recommandé par le gouverneur, André Chenu ne fut pas élu (2). L'esprit d'indépendance soufflait donc encore çà et là, mais il devenait l'exception. Généralement quand le candidat royal avait été désigné clairement aux suffrages, il ne pouvait manquer de les réunir (3). Tout ce que voulait l'échevinage, c'était faire respecter les antiques franchises ; il acceptait d'avance l'élu qu'on lui désignait pourvu qu'il réunit les conditions plus ou moins nombreuses exigées d'un candidat sérieux. L'idéal n'était-il pas de satisfaire en même temps « l'Usage et l'Autorité » (4). Quelle résistance pouvaient d'ailleurs opposer au pouvoir central des

bre prétendait profiter de ses chances et la population avait fait nettement connaître au délégué du pouvoir central que la recommandation du chancelier n'était pas obligatoire, et que les ressentiments qu'il en pourrait avoir ne passeraient pas jusqu'à Poitiers (*Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, t. VII, p. 296).

(1) En 1659, Millotet, l'homme du cardinal et du duc d'Epéron, n'obtint que 318 voix tandis que son rival heureux, un nommé Delacroix, en eut jusqu'à 1398 (Thomas, *ibid.*, p. 273, note).

(2) 26 juin 1682. Néanmoins par une lettre du 30 juillet suivant, contresignée Colbert, le roi confirme l'élection de Chenu nommé, dit la lettre, par « aucun desdits habitants » (La Thaumassière, *Histoire du Berry*, p. 265, 6 et t. XI des *Mémoires des antiquaires du Centre*, p. 257).

(3) L'unanimité était tellement la règle que l'on appelait voix égarées celles de la minorité. Lors de l'élection d'un sieur Catin, conseiller du roi au Parlement, il n'y eut sur 1525 suffrages qu'une voix égarée donnée à Delacroix. Dans une autre élection (1668), il y en eut jusqu'à 15 (Thomas, *ibid.*, p. 281).

(4) Thomas, *ibid.*, p. 283.

villes privées de leurs alliés naturels, les seigneurs et les protestants, menacées de subir le sort de La Rochelle (1) et de Corbie (2). Et pourtant telle était leur puissance que par crainte de protestations certaines (3), la royauté temporisait. Elle n'abolissait pas les élections, elle les suspendait provisoirement (4). La constitution communale ne permettait pas aux échevins de continuer eux-mêmes les maires en charge, elle les prorogeait sous divers prétextes (5). Elle ne retirait pas aux bourgeois la

(1) Cette ville perdit ses privilèges (1628). Après le siège de la Rochelle, le nom d'Armand n'apparaît jamais, ce qui semblerait établir la pénible impression laissée dans les populations rochelaises par le triomphe du cardinal de Richelieu (*Etude sur les prénoms à la Rochelle et dans le pays d'Aunis du X^e au XIX^e siècle*, par M. Georges Musset, dans *Bulletin historique et philologique*, 1897, p. 163).

(2) A cause de sa défense malheureuse, cette ville fut déchue de sa mairie (Déclaration du 14 novembre 1636). — Cf. Amiens à laquelle Henri IV retira une partie de ses franchises pour la punir de s'être laissée surprendre par les Espagnols, novembre 1597 (Aug. Thierry, *Monuments inédits*, t. II, p. 1090).

(3) L'exécution d'un arrêt du Conseil destituant le maire en fonction à Dijon ne se fit pas facilement. Le greffier n'avait pas fini de lire l'arrêt que l'avocat Talon se leva et dit en ces termes : « Je forme opposition au nom du peuple à l'exécution de l'arrêt. » Le premier président l'interrompit et lui dit : « Quoy ! Le peuple contre le roi », à quoi il répondit : « Ce n'est pas ainsi que je parle, mais pour la défense des privilèges de la ville » (Thomas, *Une province sous Louis XIV*, p. 277).

(4) Par exemple, Bordeaux en 1620 (Jullian, *Histoire de Bordeaux*, p. 474) et à Beauvais comme le prouve cette pièce : « Chers et bien aimés, ayant été informé de diverses brigues et sollicitations qui sont faites par plusieurs particuliers pour tenir les charges de ville... je vous fais cette lettre pour vous dire de faire surseoir à l'élection des dits officiers jusqu'à nouvel ordre, 6 juin 1677 (Depping, *Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV*, t. I, p. 872).

(5) Il n'y avait pas que le roi qui le faisait. En 1686, le duc d'Or-

nomination du maire, mais elle demandait des présentations et ce pour de bons motifs (1). Enfin quand l'élu n'avait pas ses sympathies, elle faisait annuler les élections par arrêt du Conseil (2). Ces arrêts d'annulation, politiques dans le fond, étaient toujours par un reste de respect pour les fonctions municipales, très juridiques dans la forme (3). Si les électeurs ne se laissaient pas intimider par l'arrêt d'annulation, la royauté renonçait à soutenir davantage son candidat (4) : avec

léans, Philippe III proroge en charge le maire de la capitale de son duché malgré les remontrances qui lui furent adressées ensuite d'une délibération prise en assemblée générale (*Mémoires de la société archéologique et historique de l'Orléanais*, t. XVIII, p. 144).

(1) La lettre par laquelle le roi ordonne aux maire et échevins d'Angers de lui faire des présentations vise les divisions et les désordres qui avaient lieu dans cette ville et qui avaient empêché la liberté des suffrages. Elle contient l'assurance que la présentation n'aura lieu qu'exceptionnellement (Depping, *ibid.*, p. 639). — *Adde* : Lettre du cardinal de la Valette en date du 20 avril 1632, exhortant les habitants à nommer au plus tôt trois des plus notables personnages de la ville, et une autre du même cardinal du 15 avril 1633, indiquant la satisfaction du roi pour l'obéissance rendue à sa volonté (Election d'un sieur Pineau, Robert, *Privilèges de la ville et mairie d'Angers*, p. 1080 et 1082).

(2) Depuis longtemps déjà, le Parlement était dessaisi des litiges électoraux.

(3) Les motifs allégués étaient toujours les brigues, promesses, monopoles. Arrêt qui casse en 1659 l'élection d'un sieur Delacroix, à Dijon (Thomas, *ibid.*, p. 273, note). Arrêt qui casse l'élection d'un sieur Guyon de Vabre, contrairement à l'avis de Servien qui insistait pour qu'on n'irritât pas en ce temps de sédition le peuple de Poitiers en le privant de la liberté d'élire un maire (*Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, t. VII, p. 296).

(4) C'est ce qui arriva pour un sieur Delacroix dont il a été déjà parlé plus haut. Par une délibération spéciale de la chambre de ville, on se pourvut auprès du roi pour faire révoquer l'arrêt qui avait cassé l'élection de 1659 (Thomas, *ibid.*, p. 273).

elle il était nécessaire d'être persévérant. Pour parvenir avec succès jusqu'au trône, les remontrances faites par le corps de ville devaient être renouvelées à plusieurs reprises et appuyées par des personnes de haute naissance. C'est ainsi que Beauvais rentra dans son droit d'élire annuellement son maire (1), que Rouen fut rétablie dans ses anciennes libertés (2). Quand les arrêts du Conseil ne suffisaient pas, la royauté recourait aux lettres de cachet qui constituaient des empiétements certains, mais temporaires contre les franchises municipales. Ce serait, en effet, une erreur de croire que la désignation des maires par lettre de ca-

(1) Le maire ayant annoncé aux notables assemblés que l'intendant de la généralité de Paris lui avait fait signifier une ordonnance défendant de procéder à l'élection d'un nouveau maire jusqu'à ce qu'il ait apparu de la volonté de Sa Majesté, il fut délibéré sur-le-champ que le maire Legay et un échevin iraient à Paris pour conférer avec « quelques personnes de condition sur ceste manière d'agir qui donne tant d'atteinte aux privilèges de ceste ville et même pour se pourvoir si on le trouvait à propos auprès de Sa Majesté par de très humbles remontrances ». La ville rentra après la paix de Nimègue, à la suite de nouvelles sollicitations, dans l'exercice de ses anciens droits (*Inventaire des archives communales de Beauvais*, BB, 53, p. 38).

(2) C'est à Claude Pellot, premier président du Parlement de Normandie, que les Rouennais furent redevables de ce rétablissement. Henri IV était, en effet, resté insensible aux instances des bourgeois et à la supplique qui lui avait été adressée par l'assemblée générale des notables du 15 juillet 1599. Claude Pellot partageait les idées de son temps ; c'est ainsi qu'il écrivait à Colbert : « Nous faisons notre possible afin que l'on fasse un bon choix, mais si on y trouvait de la résistance, nous aurions recours à l'autorité du roi et demanderions pour cela votre protection » (Félix, *Compte rendu des échevins de Rouen*, t. I, Introduction, xxxii).

chet était générale et permanente. Elle n'était, au contraire, usitée que dans des cas exceptionnels (1). Il était fort rare que les villes reçussent plusieurs années de suite des lettres de cachet. Généralement celles-ci ne se produisaient qu'à intervalles irréguliers ; encore étaient-elles libellées de façon différente. La royauté, tout en violant le droit, le reconnaissait en principe et éprouvait le besoin de justifier ses actes. Les raisons d'intervention ne manquaient pas, c'était le souci de remédier aux brigues et monopoles (2), la préoccupation du bien public (3). Tantôt elle n'exprimait qu'un

(1) Babeau, *La ville sous l'ancien régime*, t. I, p. 100. C'est ainsi que le maire d'Abbeville nommé par le roi, de 1630 à 1655, fut élu par les habitants de 1656 à 1692 (Aug. Thierry, *Monuments inédits de l'histoire du Tiers-Etat*, t. IV p. 439).

(2) « Chers et bien aimés, estant informez des diverses pratiques qui se font en nostre ville de Joigny pour la prochaine élection, nous avons résolu de nommer ledit maire... C'est pourquoi nous voulons et vous mandons que vous ayez à donner vos suffrages à M. Charles Grassin, notre procureur au grenier à sel pour la charge de maire. » Lettre du 15 novembre 1677 adressée aux maire et eschevins de Joigny (Depping, *Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV*, t. I, p. 874).

A. « De par le roy, Chers et bien aimés, nous avons été bien particulièrement informés des brigues et des cabales dont quelques particuliers se sont servis pour troubler l'élection des maire et eschevins, nous voulons et vous mandons pour éviter cet inconvénient que vous ayez pour cette fois seulement à élire pour maire M. Le Bègue, président au présidial. » Fontainebleau le 1^{er} juillet 1659, signé Louis, et plus bas. Guénegaud. — Lettre adressée à l'échevinage de Bourges (La Thaumassière, *Histoire du Berry*, p. 247).

(3) « Chers et bien aimés, on nous a donné de si particulières assurances de l'affection qu'a pour notre service et pour le bien public, le sieur Cormaille que nous avons estimé vous le devoir proposer... Nous voulons et vous mandons que vous ayez à élire le sieur Cor-

désir, tantôt un ordre (1). Quand l'échevinage s'était conformé à ses indications, la royauté s'empressait de lui témoigner combien elle avait agréable l'élection qui venait d'avoir lieu (2). Comment s'imaginer après cela qu'il y avait eu atteinte à des privilèges respectables. Les échevins n'exerçaient plus qu'un rôle passif.

La lettre royale qui les appelait à procéder à l'élection ne contenait pas le nom de l'élu. Cette omission était réparée par le gouverneur ou l'intendant.

Sans doute (3) c'était toujours sans tirer à consé-

maille pour la première charge et à nous donner volontairement ce témoignage de votre obéissance. Ce n'est pas pour nuire à vos privilèges ni à vos libertés que nous le désirons, mais seulement parce que nous le croyons nécessaire pour votre bien. » Lettre adressée au corps de ville d'Amboise, le 22 juillet 1655 (Depping, *Corresp. administrative sous le règne de Louis XIV*, t. I, p. 873).

(1) « Chers et bien aimés, écrit le 12 août 1677 le roi aux échevins de Beauvais, voulant que le sieur Le Gay ancien maire de nostre dite ville de Beauvais fasse les fonctions de maire pendant la présente année, nous vous faisons cette lettre pour vous dire que nonobstant l'eslection cy devant faite du sieur de La Motte, vous ayez à vous assembler de nouveau, à élire le dit Gay maire de nostre dite ville, en la manière accoutumée, s'y n'y faites faute, car tel est nostre plaisir » (Babeau, *La ville sous l'ancien régime*, t. I, p. 99).

(2) Le roi, par lettre du 18 septembre 1659, écrit au corps de ville de Bourges combien il avait pour agréable l'élection de M. Le Bègue, président au présidial (La Thaumassière, *Histoire du Berry*, p. 247).

(3) Voici une lettre de cachet en blanc. Elle est adressée au comte d'Alet, colonel général de cavalerie : « Nous vous avons cy devant mandé par nos lettres closes que vous eussiez à faire procéder à l'eslection des mayeur et eschevins de notre ville d'Abbeville et en icelles charges faire admettre par préférence, savoir en icelle de mayeur..... À ces causes nous vous mandons et ordonnons par ces

quence, mais l'exception était tellement fréquente qu'il était facile de prévoir qu'elle deviendrait la règle quand il plairait au roi de le décréter. Transformer les mairies en offices, c'était retirer aux charges communales leur caractère particulier qui était d'émaner de l'élection (1). Aussi comprend-on qu'avant de prendre une telle mesure, Louis XIV chercha à s'entourer des avis des principaux magistrats de son royaume (2), et à se rendre compte du plus ou moins de résistance qu'opposeraient les municipalités à l'application d'un pareil édit, en rendant, par exemple, vénales et perpétuelles les fonctions de procureur-syndic (3). Voilà pourquoi il attendit la fin de son règne pour porter un dernier coup aux droits séculaires des villes. L'ordonnance générale (4) qui établit la vénalité s'appuie d'ailleurs sur des motifs plus ou moins spécieux qu'il importe d'examiner.

présentes, qu'incontinent icelles reçues vous ayez sans différer davantage à faire procéder par les formes accoutumées à la dite nouvelle élection de mayer.... » (Depping, *ibid.*, t. I, p. 642).

(1) « Il y a cette différence, disait Domat, entre les charges municipales et les autres sortes de charges comme celles des officiers de justice, de finance et autres qu'on appelle officiers du roi que comme les fonctions de ceux-ci leur sont commises par le roi ; ils en ont pour titre les provisions qu'on leur donne, au lieu que ces fonctions de charges municipales étant commises à ceux qui les exercent par les communautés que ces fonctions regardent, ils sont appelés à ces charges par l'élection de ceux qui ont droit de la faire » (*Le droit public*, liv. I, titre XVI, sect. IV, 4).

(2) Depping, *Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV*, Préface, p. XLIII.

(3) Babeau, *La ville sous l'ancien régime*, t. I, p. 208, 1690.

(4) Isambert, *Anciennes lois*, XX, 158.

Le premier motif invoqué par la royauté pour suspendre les libertés municipales était l'existence de brigues et de corruption dans les élections, mais pour tout esprit impartial, ce motif ne reposait que sur des bases fragiles, sans doute les opérations électorales avaient été quelquefois viciées par des manœuvres blâmables, mais ces manœuvres se produisaient rarement ; elles étaient la conséquence inévitable du jeu normal des institutions communales (1). Au lieu de détruire la liberté elle-même, ne valait-il pas mieux empêcher l'abus par une sage réglementation ? Le bon sens fera la réponse.

Le deuxième motif allégué s'inspirait d'un ordre d'idées tout différent : il visait la mauvaise répartition des tailles par les magistrats municipaux. Ceux-ci étaient accusés de partialité vis-à-vis des électeurs qui avaient voté pour eux ; autrement-dit, à en croire les termes de l'ordonnance, ils imposaient peu leurs amis et beaucoup leurs adversaires politiques (2). Pour qui-

(1) « Les élections n'avaient jamais troublé sérieusement l'ordre public ; l'intérêt de tous les citoyens à choisir parmi leurs pairs des magistrats probes et éclairés faisait de l'indépendance des suffrages une nécessité... » (Dufey, *Histoire des communes de France*, p. 164).

(2) « En Bourgogne, on se plaignait beaucoup au XVIII^e siècle de la partialité des maires. » De Varenne (*Mémoire pour les élus généraux des Etats de Bourgogne*, 1762, p. 273 et suiv.). « Il paraît dangereux, dit l'intendant d'Auvergne, d'accorder cette prérogative aux maires qui font décharger leurs parents et amis » (de Boislisle, *Correspondance des contrôleurs généraux*, I, n° 1268). Mêmes plaintes à Auxerre contre les officiers municipaux en 1671 (Chardon, *Histoire d'Auxerre*, II, 253). Toutes ces citations sont extraites de Babeau, *ibid.*, t. I, p. 302.

conque connaît le mécanisme fiscal, ces plaintes n'ont rien de surprenant. Il est certain qu'il est extrêmement difficile de faire contribuer chacun aux charges publiques au prorata de sa fortune et que rien n'est plus facile en cette matière que de soulever des réclamations. Alors même que le fait reproché aurait été exact, ce qui n'est qu'imparfaitement établi, il ne constituerait pas à lui tout seul une raison décisive pour détruire un ordre de choses respectable ; tout au plus, y aurait-il eu lieu de la part du pouvoir central à la nomination de commissaires chargés de veiller à la régularité des impositions.

Le troisième motif était en apparence irréfutable. Les maires, y était-il dit, n'étant pas redevables de leurs fonctions aux suffrages des particuliers exerceront celles-ci sans passion et avec toute la liberté qui leur est nécessaire. Malheureusement, il soulevait une objection grave : l'inaptitude du roi à choisir toujours de bons maires. Comment, en effet, à Versailles, Louis XIV pouvait-il connaître le personnel des candidats aux magistratures des localités, sinon par ses ministres ? Et comment ceux-ci étaient-ils renseignés ? Les intendants, malgré leur zèle, devaient forcément transmettre à la cour sans les examiner les avis de leurs subordonnés plus ou moins immédiats, et rien n'empêchait ceux-ci de consulter plutôt leurs convenances et leurs affections que le bien public, de sorte que, comme le remarque M. Du-

fey (1) les nominations pouvaient en fin de compte n'être l'œuvre que d'un commis de bureau ou d'un obscur commérage. Et puis n'y avait-il pas à prévoir de la part des concurrents des sollicitations de toute sorte auprès des personnages influents de l'entourage royal ? N'était-il pas à craindre que l'édit ne ferait pas disparaître les sollicitations, mais qu'il les ferait seulement changer d'adresse ?

Le quatrième motif, l'utilité pour le maire de rester longtemps en exercice, n'était pas sans valeur. Les attributions nombreuses et délicates des magistrats municipaux demandaient des connaissances particulières qui ne s'acquéraient que par une longue pratique (2). De bonne heure les échevins avaient cherché à remédier à l'annalité des charges, soit en exigeant que le candidat à la première magistrature fût pris parmi les anciens échevins, soit en prorogeant en charge le même homme

(1) Dufey, *ibid.*, p. 162.

(2) Wignacourt remarque qu'ils étaient meilleurs au commencement qu'à la fin. « Petit à petit, dit-il, et signamment à la fin de l'année on se laisse vaincre plus facilement de la complaisance soubz ce respect et soubz cette espérance de se maintenir » (de Wignacourt, *Echevinage d'Arras*, 1608, p. 12).

En Bretagne, où les maires figuraient aux Etats, on trouvait qu'ils avaient aussi un grand désavantage vis-à-vis de la noblesse : « Changer souvent les administrateurs, disait-on, c'est ensementer des terres sans en recueillir les fruits ». Lettre de Caze de la Bove, 1776 (Mémoire sur la municipalité de Rennes, *Archives nationales*, H. 520). Ces citations sont extraites de Babeau, *La ville sous l'ancien régime*, t. I, p. 155.

par des élections successives (1), ce qui avait lieu surtout dans les communes peu importantes où il était difficile sinon impossible de trouver des personnes aptes à remplir les fonctions municipales (2). Si la perpétuité avait des avantages, elle avait aussi des inconvénients : « elle décourageait la vertu, allumait la jalousie et assurait l'impunité » (3). Il serait juste d'ajouter qu'elle rendait les élus redoutables aux seigneurs et aux villes elles-mêmes (4). La brièveté des charges n'était-elle pas préférable ? Seule elle obligeait les magistrats à descendre de leurs sièges (5) et permettait à tous les citoyens capa-

(1) La Thaumassière, en signalant dans son *Histoire du Berry*, p. 140, plusieurs cas de prorogation à Bourges, explique l'accord de ces continuations en charge avec les lettres de Charles VIII, de 1491. Selon lui, quand elles permettent de continuer une année et non plus, cela s'entend, que l'on ne peut continuer que pour un an chaque fois. Ceux qui ont été continués une seconde année le peuvent être une troisième et la troisième expirée, ils peuvent l'être une quatrième année.

(2) Par exemple à Vy-sur-Authie (Ponthieu). En 1306, les habitants de Vy demandent au sénéchal du Ponthieu de proroger le maire en charge « pour nécessité du lieu qui est petit » (Prarond, *Cartulaire du Ponthieu*, pièce CCLXXX).

(3) Bodin, *De la République*, liv. IV, ch. iv, cité dans Babeau, *ibid.*, t. I, p. 155.

(4) Desjardins, *Correspondant* du 25 mai 1870, p. 569 et 199. Cf. les chartes ou délibérations de villes qui défendent la rééligibilité ou la permettent après un laps de temps déterminé et font de la parenté une clause d'exclusion de l'échevinage.

(5) Qu'il suffise de dire pour montrer combien les maires restaient facilement en charge que Clabaut fut dix-sept fois maire (de Calonne, *Histoire d'Amiens*, I, p. 309), que Pichon, sieur de Coursin, le fut onze fois à Saintes (*Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, t. XI, p. 340).

bles de « ressentir les honneurs et les peines de l'état de maire » (1).

Comme on le voit, les motifs de l'édit royal étaient trop peu probants pour être les vrais, et les contemporains de Louis XIV ne s'y trompèrent pas. Mesure religieuse peut-être (2), la transformation des charges municipales en offices était surtout fiscale (3). A cet égard, tous ceux qui ont étudié les institutions municipales de l'ancienne France sont d'accord. La royauté, pour soutenir le poids de guerres sans cesse renaissantes, avait besoin d'argent. Les caisses du Trésor étaient vides, ne fallait-il pas les remplir ?

La nécessité explique seule l'acte de 1692 (4), non pas que le roi hésitât à détruire des organismes à moitié

(1) Règlement arrêté par les magistrats de Semur pour l'élection du maire, 17 décembre 1575 (Garnier, *Chartes de communes et d'affranchissements en Bourgogne*, t. I, p. 377).

(2) Monsieur Dufey seul laisse entendre que l'édit de 1692 était dirigé contre les protestants et que la royauté voulait remplacer par des magistrats à sa dévotion les magistrats municipaux « tolérans par devoir et par caractère » (Dufey, *ibid.*, p. 162 à 165).

Il est certain que les intendants recevaient des ordres pour ne choisir que des maires catholiques. M. de Baille se préoccupant d'un sieur Abison, qui se proposait comme maire de Nîmes, ne le trouvait pas assez converti au catholicisme. Lettre du 29 mars 1699 (de Boislisle, *Correspondance des contrôleurs généraux des finances*, t. I, p. 520).

(3) Cet expédient financier a été jugé avec une juste sévérité par M. de Tocqueville (*L'Ancien régime et la Révolution*, 4^e édit., p. 88 et 89).

(4) On lit dans l'édit du 1^{er} avril 1546 que François 1^{er} ne se résigna à la vente des offices qu'à cause de l'urgente nécessité de ses affaires (*Répertoire général et pratique du notariat*, numéro du 30 novembre 1902, p. 411).

indépendants, mais parce qu'il considérait comme une atteinte à sa puissance souveraine toute concession de privilège ; et pourtant il en concédait beaucoup. Il déchargeait les maires du droit de solidité qui les rendait responsables de certaines impositions non payées (1) ; il leur allouait des gages (2) ; il les exemptait de tutelle, curatelle, guet, garde, du service de ban, arrière-ban, taille, logement des gens de guerre. En un mot, il tentait les acquéreurs en multipliant les prérogatives attachées aux charges à vendre. Il réussit. Son appel à la bourse des villes fut presque partout entendu. Dijon, la première, offrit 100.000 livres (3), Lille 16.100 flo-

(1) Babeau, *La ville sous l'ancien régime*, t. I, p. 190. Le maire d'Auxerre est emprisonné à Paris en 1637 par les fermiers généraux à qui la ville doit encore 9.500 livres. En 1643, le maire de Châtellerauld se rend à Paris pour réclamer contre la taxe de joyeux avènement ; les fermiers chargés de la levée de cette taxe le font jeter en prison jusqu'à ce qu'il l'ait intégralement payée (Babeau, *ibid.*, p. 307).

(2) Les maires des villes où il y avait Parlement ou autre compagnie supérieure touchaient 400 livres, ceux des villes de second ordre 60 livres, et ceux des petites villes 30 livres. Les gages des maires se payaient sur le produit des deniers patrimoniaux et d'octrois. A défaut seulement de tous revenus, ils étaient portés sur l'état des finances de la généralité et payés par le roi (de Boislisle, *Correspondance des contrôleurs généraux des finances*, t. I, p. 437).

(3) « Ouy les conclusions du procureur syndic et après avoir demandé et reçu sur ce sujet l'avis de Son Altesse Mgr. le Prince, la Chambre a délibéré que S. M. serait humblement suppliée d'unir et d'incorporer les dits offices au corps et communauté de la dite ville de Dijon pour être les fonctions du dit office de maire remplies par un vicomte mayer qui sera eslu à l'avenir comme il a été fait par le passé. » Délibération extraordinaire du 29 octobre 1692 (Thomas, *Une province sous Louis XIV*, p. 301).

rins (1), Rouen 60.000 livres (2), Aire-sur-la-Lys 20.000 livres (3), Dieppe 12.000 livres (4), Montpellier 40.000 écus (5). De généreux citoyens prêtèrent (6) (les communes avaient la permission d'emprunter pour cet objet) (7), ou donnèrent (8) l'argent nécessaire afin de

(1) Van Hende, *Histoire de Lille*, p. 216. L'office de maire est réuni au corps du magistrat (Ce nom appliqué surtout aux municipalités de Flandre et d'Artois se retrouve en Franche-Comté) par un arrêt du Conseil d'Etat en date du 12 mai 1693 (Carton 421, dossier 4, aux archives communales de Lille. Renseignement fourni par M. Desplanque, archiviste de cette ville).

(2) Délibération du 5 février 1695 (*Inventaire des archives communales de Rouen antérieures à 1790*, rédigé par M. de Beaurepaire, t. I, p. 361).

(3) *Mémoires de la Société des antiquaires de la Morinie*, t. XV, p. 29.

(4) L'arrêt de réunion est du 30 juin 1693. Outre 12.000 livres, il fallait payer 2 sols par livre (*Mémoires chronologiques pour servir à l'histoire de Dieppe et à celle de la navigation française*, t. II, p. 269).

(5) Babeau, *La ville sous l'ancien régime*, t. I, p. 104.

(6) Van der Haer, mayer d'Aire-sur-Lys, paie une somme de 10.000 livres dont l'intérêt lui fut établi au denier 20 (*Antiquaires de la Morinie*, *ibid.*, p. 30). Le vicomte mayer, les échevins ; le procureur syndic, le secrétaire et le receveur de Dijon, pour donner des marques du zèle qu'ils ont pour l'intérêt du public sont disposés à payer entre eux tous pour manière de prêt la somme demandée par l'intendant (Thomas, *ibid.*, p. 302).

(7) Et pour faciliter le paiement desdites sommes, Sa Majesté permet de les emprunter (arrêt du Conseil du 30 juin 1693 ci-dessus visé). Le raisonnement du roi était simple pour les villes : Vous deviez avoir tel office, nous vous laissons la liberté de ne pas le subir, mais vous paierez comme si vous l'aviez. Le roi touchait les finances des charges, les villes en remboursant ces finances payaient le prix d'offices qui n'existaient pas.

(8) M. de Boisguilbert, lieutenant général au bailliage de Rouen, offre la somme de 10.000 livres en pure perte pour être jointe avec ladite somme de 60.000 livres et faire celle de 70.000 livres (*Inventaire des archives communales de Rouen*, *ibid.*, p. 361).

permettre aux municipalités de payer immédiatement la finance des charges qui venaient d'être réunies aux communautés, ou les aider à acquérir des particuliers (1) les offices que ces derniers avaient soumissionnés.

Rien de plus curieux que cette lutte d'enchères entre le corps des marchands (2), Messieurs du présidial, de l'élection (3), Messieurs des Etats (4) et les bourgeois

(1) La ville de Béthune rachète en 1709 la mairie à Jean Augustin Vallart, prêtre licencié ès lois, moyennant une rente héritière de 12.000 livres monnaie d'Artois, en 4 paiements (*Mémoires de la Société des antiquaires de la Morinie*, t. XVIII, p. 8).

La ville d'Angers rachète au sieur de la Foucherie l'office dont il était pourvu (Robert, *Recueil des privilèges et mairie d'Angers*, p. 634). Les arrêts du Conseil liquidant les finances des offices étaient nombreux ; ils ne se préoccupaient que des intérêts du maire remboursé et non de ceux des communautés. L'intérêt du pouvoir royal était en effet de ne pas décourager les particuliers qui achèteraient des offices en leur faisant perdre lors de la revente une partie de l'argent qu'ils avaient payé de bonne foi : voilà pourquoi le maire remboursé, quoique soumis à la taille, ne contribuait pas à son propre remboursement. Outre que la perte eût pu être pour lui importante, il n'était pas juste de lui faire supporter les conséquences d'un actes qui n'était pas son fait, car après tout la ville était libre de rembourser ou de ne pas rembourser et les conditions du contrat originaire étaient singulièrement viciées. Voir à ce sujet une lettre de M. de Baviile, intendant du Languedoc, 22 juin 1700 (de Boislisle, *Correspondance des contrôleurs généraux des finances*, t. II, p. 43).

(2) Le corps des marchands de Chartres enchérit jusqu'à 35.000 livres, 15.000 livres de plus que la ville (de Lépinos, *Histoire de la ville de Chartres*, t. II, p. 452).

(3) Les membres du bailliage et siège présidial de Beauvais achètent moyennant 20.000 francs la charge de maire ; ils déclarent au corps de ville qu'ils l'ont fait pour empêcher que d'autres person-

(4) Édit de janvier 1696 réunissant aux Etats de Bourgogne les offices perpétuels des maires, leur en abandonnant la libre dispo-

pour obtenir les brevets royaux. Parfois aussi l'intendant, dont le devoir était de stimuler les ambitions (1), demandait pour lui-même une charge de maire (2), ou recommandait chaudement ses protégés (3). Aux yeux

nes, qu'ils avaient appris devoir enchérir ladite charge pour détruire les privilèges de la ville, ne s'en fissent pourvoir (*Inventaire sommaire des archives communales de Beauvais*, BB. 54). De même à Laon où les officiers du présidial et de l'élection acquièrent la charge de maire moyennant 27.500 livres (Melleville, *Histoire de Laon*, p. 27-7).

A Beauvais, l'office de maire était exercé alternativement par un officier du présidial pendant deux ans et par un officier de l'élection pendant un an (Arrêt du Conseil de 1704. *Arch. comm.* AA, 8).

A Chaumont, les officiers de justice achètent la mairie et désignent chaque année le maire parmi eux (Babeau, *La ville sous l'ancien régime*, t. I, p. 107).

sition moyennant le remboursement du prix payé par les détenteurs. Seule Dijon garda le droit d'élire son maire, « les divisions et les cabales y étant moins à craindre que dans les petites villes » (Babeau, *ibid.*, t. I, p. 111, et Thomas, *Une province sous Louis XIV*, p. 304).

(1) « Je ne puis m'empêcher de vous témoigner mon déplaisir, écrit l'intendant de Besançon aux échevins de Gray, et de vous dire que si dans peu vous ne faites pas à l'exemple des autres villes de la province des soumissions pour la somme qui vous a été demandée, je serais contraint de vous saisir comme vous le méritez et de faire saisir les effets de ceux qui composent votre magistrat. » Lettre du 22 juin 1693 (Babeau, *ibid.*, t. I, p. 106, et Gasquet, *Précis des institutions politiques et sociales de l'ancienne France*, t. II, p. 228).

(2) M. de Gramont, intendant de Béarn, sollicita la charge de maire de Bayonne qui avait été possédée par sa famille jusqu'à l'époque de la première suppression. Lettre du 14 septembre 1692 (de Boislisle, *ibid.*, t. I, p. 251).

(3) M. de Bâville recommandait pour la mairie de Montpellier M. de Belleval, président de la Cour des comptes, tandis que Mme de Castries et son frère le cardinal de Bonzy intriguaient à la Cour en faveur de M. de Castries leur fils et neveu. Lettres de Mme de Castries et du cardinal, 29 décembre 1692, 8 et 9 janvier 1693. Let-

de Louis XIV et de ses sujets, la mairie n'était plus qu'une chose dont la vente et l'achat suivaient les règles ordinaires du droit d'alors. Les notaires d'aujourd'hui en consultant les minutes dont ils restent dépositaires trouveraient certainement trace des transactions de cette époque (1). La mairie se transmettait héréditairement, et le roi était obligé d'accorder le brevet demandé à celui qui justifiait de ses qualités héréditaires. De tels faits pourtant étaient rares à cause des réunions nombreuses faites aux corps de ville (2), au domaine des seigneurs (3) ou des évêques (4), car l'édit permettait à tout le monde d'enchérir. Pontchartrain avait lieu d'être satisfait. Les communes s'étaient imposées extraordinairement pour payer les sommes que le roi avait demandées ; elles avaient pour cela augmenté leurs droits d'octroi ou vendu leurs biens communaux.

tres de M. de Bâville, 9 janvier et 17 mars 1693 (de Boislisle, *ibid.*).

(1) Aux minutes du notaire Baffie de Mende, on trouve un très curieux contrat de vente par l'héritier du conseiller maire de cette ville à un sieur Blanquet (Porée, *Le consulat et l'administration municipale de Mende*, p. 356).

(2) Réunion de la mairie d'Amiens au corps de ville moyennant 60.000 livres. Pour solder cette somme, les Amiénois furent autorisés à aliéner la ferme des vins, eaux-de-vie et tabac (Aug. Thierry, *Monuments inédits*, t. III, p. 164).

(3) L'abbé de Saint-Riquier réunit à l'abbaye la mairie perpétuelle pour 1356 livres 13 sols et 4 deniers (L'abbé Hénocque, *Histoire de l'Abbaye et de la ville de Saint-Riquier*, t. II, p. 266).

(4) L'office de maire est réuni au temporel de l'évêché d'Albi, en sorte que l'évêque déjà seigneur de la ville peut disposer à son gré de l'administration de la commune (*Inventaire sommaire d'Albi*, préface, p. 23).

Les intendants avaient su interpréter la pensée du maître en engageant vivement les particuliers (1) à se rendre acquéreurs des charges créées, mais ils n'avaient pas toujours pu trouver de bons sujets ; de là des admonestations fort singulières aux nouveaux officiers. Le pourvu n'était pas à l'abri des conseils royaux et devait surveiller de près ses faits et gestes. « Il est revenu au roy de plusieurs endroits, écrivait de Pontchartrain à Tassé, maire de Lectoure, que vous tenez une mauvaise conduite sur le fait de la religion, que vous n'avez pas fait votre devoir pascal cette année et que vous êtes d'un mauvais exemple à quelques familles de la ville qui sont aussi mal converties que vous. Sa Majesté a bien voulu vous faire avertir de changer de conduite » (2). De tels avertissements étaient très nombreux et avaient comme corollaires nécessaires des suspensions et des ventes forcées (3). Il est vrai de dire que les maires méritaient souvent les rappels à l'ordre que le ministre leur adressait. « Ces petits messieurs, remarquait M. de Bâville se croyaient avoir plus d'autorité que n'avaient au-

(1) « J'entends assez bien votre français pour porter de ma part les particuliers à acheter tout le plus cher qu'il sera possible les nouvelles charges de maire que le roi veut créer dans la province et pour donner tous mes soins pour que les doses soient fortes. » — Lettre de M. de Gramont (de Boislisle, *ibid.*, t. I, p. 251).

(2) 17 juin 1697 (Depping, *Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV*, t. I, p. 915).

(3) Le maire de Sedan reçut l'ordre de se défaire de sa charge. — Lettre de M. Larcher, intendant en Champagne, 26 avril 1697 (de Boislisle, *ibid.*, t. I, p. 251).

trefois les maires du palais » (1). Ils exigeaient des corvées pour faire valoir leurs biens, délivraient moyennant argent des exemptions de logement et de fourniture (2) ; bref commettaient toutes sortes d'exactions et de prévarications ; et c'était une des moindres contradictions de ce règne que de voir le roi supprimer, sur la sollicitation de ses intendants, des offices qu'il avait institués (3). Tout ne s'était pas en effet passé comme Louis XIV le pensait. La plupart des villes ne s'étaient pas laissé dépouiller sans résistance et avaient payé le moins possible au fisc ; certaines comme Orléans (4), Aumale (5), Beaumont (6), avaient même obtenu pour des raisons diverses d'être exceptées de l'édit. Les particuliers s'étaient présentés d'abord nombreux pour acheter les charges de maire, tentés par la perspective d'un

(1) Lettre de M. de Bâville, du 26 novembre 1698 (de Boislisle, *ibid.*, t. I, p. 504).

(2) Lettre de M. Bignon, intendant à Amiens, 21 septembre 1699 (de Boislisle, *ibid.*, t. II, 2).

(3) Lettre du 28 décembre 1711 de M. Roujaud, intendant à Poitiers, pour la ville de Niort (de Boislisle *ibid.*, t. III, p. 420). — Lettres de M. de Châteauneuf, secrétaire d'Etat et de M. Levayer, intendant à Moulins, pour la ville de Vichy, 18 mai et 15 juin 1697 (de Boislisle, *ibid.*, t. I, p. 44, note).

(4) Cette ville fut maintenue dans son droit d'élire son premier magistrat « à la considération de M. le duc d'Orléans, frère unique de Sa Majesté » (*Mémoires de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, t. XVIII, p. 149).

(5) Cette commune soutint avec succès que l'ordonnance royale n'était applicable qu'aux villes où les franchises municipales étaient de concession royale (Semichon, *Histoire de la ville d'Aumale*, t. I, p. 86).

(6) Bonvalot, *Beaumont et ses filiales*, p. 537-538.

placement honorifique et séduits par les prérogatives nombreuses attachées à leurs fonctions, en particulier le droit de porter un costume distinctif (1), de faire frapper leurs armes sur les jetons de la ville (2), de mettre une barrière à la porte de leur maison (3) et d'être investis de la noblesse héréditaire (4).

Puis ils étaient devenus plus rares, instruits par les exemples de leurs aînés. C'est qu'en réalité les titulaires avaient éprouvé de nombreuses déceptions par suite du mauvais vouloir des échevins et des conseillers élus. Le mal était si réel que les intendants le reconnaissaient en partie. « Mgr l'archevêque d'Alby, écrivait M. de Baille le 7 avril 1693, vient de me mander par un exprès que les consuls appuyés du Viguiier ont fait quelque difficulté de reconnaître le maire » (5). « Il y a eu aussi de la jalousie contre la personne du maire, écrivait-il un

(1) Le costume des maires consistait ordinairement dans le port d'une robe rouge avec fourrure autour du col. La robe du maire de Bordeaux était bleue et blanche, celle du maire de Dijon de velours violet « à renversures » de satin cramoisi avec un chaperon de même bordé d'hermines ; celle du maire de Châlons était en satin, celle du maire de Libourne en damas de Lyon cramoisi (Babeau, *ibid.*, t. I, p. 168).

(2) Babeau, *ibid.*, t. I, p. 186.

(3) Il impliquait le droit d'avoir des gardes comme les plus grands personnages (Babeau, *ibid.*, t. I, p. 186).

(4) La noblesse de mairie était une noblesse très authentique. Sur ce sujet, voir de la Roque, *Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces*, p. 163. Qu'il suffise de dire ici qu'à Saint-Jeand'Angély, Cognac, Poitiers, Angoulême, Tours, Niort, Bourges, Angers, Nantes, la mairie conférait la noblesse héréditaire ou personnelle.

(5) De Boislisle, *ibid.*, t. I, p. 317.

an plus tard » (1), en parlant du maire de Toulouse. On devine que les difficultés opposées par les corps de ville ne pouvaient être que de mesquines manœuvres (2) qui amenaient rapidement la revente des offices par leurs titulaires à « la communauté » moyennant un prix peu élevé.

Tout cela n'emplissait pas le Trésor royal ; aussi après de nombreux essais infructueux (3), Louis XIV se décida-t-il, par un édit de décembre 1706 (4), à créer de charges de maires perpétuels et alternatifs. Le besoin d'une pareille mesure ne se faisait nullement sentir ; les maires anciens suffisaient parfaitement à remplir les

(1) D'après l'intendant, avant d'acheter sa charge ce maire était l'officier le plus aimé du Parlement ; il avait été choisi et député trois fois par cette compagnie pour aller solliciter ses affaires au Conseil.

— Lettres des 5 et 20 juillet 1694 (de Boislisle, *ibid.*, t. I. p. 369).

(2) C'est ainsi qu'au Havre les échevins après avoir tenté inutilement d'empêcher un sieur Eustache d'acheter la charge de maire, accompagnèrent toujours son nom sur les registres de l'échevinage des mots « maire commis par le roi » (Borély, *Histoire du Havre*, t. III, p. 490). A Vichy, les habitants s'opposèrent à la réception et à l'installation de Gabriel Choisy, prêtre communaliste et curé de Charmeil, pourvu par suite du décès de son frère des provisions de conseiller du roi, maire ancien mitrienel et alternatif (*Inventaire sommaire*, BB. 7.)

(3) En 1694 (mars), le roi, sous prétexte d'inconvénients dans le mode d'élection des officiers de milice avait érigé en titre d'office des colonels majors, capitaines et lieutenants. En 1699 (novembre), il avait créé en titre d'office héréditaire des commissariats de police. Le résultat de ces mesures, sévèrement jugées par M. Dufey (*Histoire des communes de France*, p. 166 et 169) était de diminuer sensiblement le nombre des acquéreurs aux offices de maires, lettres de M. D'ormesson fin 1699-1700 (de Boislisle, *ibid.*, t. II, p. 18) *Adde.* Édit de Mai 1702 créant des assesseurs ou lieutenants de maires.

(4) *Recueil des anciennes lois françaises*, t. XX, p. 493.

fonctions qui leur incombaient comme le prouve un arrêt du conseil supprimant, sur la demande du maréchal de Richelieu, l'office de maire alternatif de Montpellier (1). Mais il fallait à tout prix, comme l'avouait l'intendant d'Auvergne, M. Le Blanc, faire cesser la méfiance du peuple et empêcher l'argent de rester caché en supprimant les billets-monnaie (2). C'est le résultat que se proposait l'édit, mais qu'il n'atteignit pas. Comme il était facile de le prévoir, les particuliers ne se présentèrent pas pour acquérir les charges nouvellement créées. Peut-être eût-il été plus habile de les réunir aux villes et communautés tout en contraignant les propriétaires des offices de maires anciens à rester solidairement obligés avec les villes jusqu'à complet paiement par ces derniers au Trésor royal (3).

De ce qui précède, une conclusion s'impose, c'est le mauvais résultat obtenu par l'édit de 1692. Comme mesure politique, l'ordonnance royale avait une utilité incontestable : uniformiser les constitutions municipales, mettre à leur tête un chef qui dépendait uniquement du roi. Le but ne fut pas atteint. Des villes rachetèrent leurs offices, d'autres laissèrent les particuliers s'en rendre acquéreurs ; enfin il y en eut où les offices ne furent pas levés. Comment se reconnaître au milieu de situations si diverses sans compter que par

(1) Babeau, *ibid.*, t. I, p. 110.

(2) Lettre du 18 mai 1707 (de Boislisle, *ibid.*, t. I, p. 414).

(3) Idée émise par M. Le Blanc dans sa lettre citée plus haut.

suite de tolérance plus ou moins coupable, les maires dans certains pays redevenaient électifs aussi vite qu'ils étaient devenus perpétuels (1).

Et puis, que d'abus dans cette vente à l'encan des magistratures municipales, abus amenés surtout par le cumul des fonctions. C'est ainsi qu'il arriva à un même homme d'être à la fois lieutenant général, maire et juge, ce qui devait singulièrement nuire à la bonne administration de la justice communale (2). Telle était la situation au moment du traité de Bade. Comme momentanément la royauté n'avait pas besoin d'argent, elle songea à rendre aux villes leurs anciennes libertés sans bourse délier, de là l'édit de septembre 1714 (3) qui permet aux communes de rembourser les offices de maire. Important parce que ces termes joints aux con-

(1) Ceci se passait en particulier en Bourgogne où les Etats ne faisaient pas toujours respecter leurs droits (Thomas, *ibid.*, p. 341).

(2) Bouchain, *Inventaire sommaire des archives communales*, préf. IV. *Adde.* Troyes où le lieutenant général, pour empêcher le maire de présider l'échevinage, avait acquis une partie de sa charge (Requête de 1712, *Arch. de l'Aube.* 44 E, 10, cité dans Babeau, *ibid.*, t. I, p. 201.)

(3) « La conjoncture et la longue durée des guerres que nous avons soutenues nous ayant mis dans la nécessité de recourir aux moyens qui pouvaient nous procurer des secours extraordinaires pour les dépenses auxquelles nous nous sommes trouvés engagés, nous avons, pour ménager le zèle et les forces de nos sujets, préféré à tout autre expédient celui de créer différents offices dont la vente devait nous donner les secours et dont les fonctions pouvaient être d'ailleurs utiles et nécessaires. Ces considérations nous ont porté à créer dans les hôtels de ville de notre royaume par nos édits du mois d'août 1692 des offices de maires ». (*Anciennes lois françaises*, t. XX, p. 637.)

clusions d'un rapport présenté plus tard par le contrôleur général Desmarets (1) ne laissent aucun doute sur la pensée qui inspira à Louis XIV de rendre vénales les charges municipales, cet édit n'obtint pas le résultat qu'on pouvait en attendre. Pour un grand nombre de communes en effet, le remboursement à faire aux titulaires se présentait comme une faculté illusoire. Sans doute, et les délibérations des échevinages et des consuls sont là pour le prouver, les habitants ne demandaient pas mieux que d'effectuer les rachats nécessaires, mais ils étaient dans l'impossibilité matérielle de trouver les fonds indispensables pour une telle opération (2). Est-ce cette raison ou le désir d'une vaine popularité qui porta le régent à déclarer que toutes les villes rentreraient dans la plénitude de leurs droits ? Nul ne le sait. Toujours est-il qu'en juin 1716 parut un édit supprimant tous les offices réunis ou non réunis, rembour-

(1) « La création des offices de maire, écrivait en 1715 Desmarets, comme expédient financier, a permis à Votre Majesté de soutenir les dépenses occasionnées par la guerre commencée en 1689, elle a eu le tort de diminuer les revenus de l'Etat » (de Boislisle, *ibid.*, t. III, p. 615-616).

(2) Dans une délibération de 1715, les consuls exposent que ce remboursement serait favorable aux habitants de cette ville parce que le maire et lieutenant de maire étant remboursés, nul autre que « celui qui serait choisi par la compagnie n'aurait à l'avenir le droit de présider leurs assemblées », mais la délibération porte « que la ville n'a aucun revenu et qu'elle est par conséquent dans l'impossibilité de faire ce remboursement, étant d'ailleurs accablée par la surcharge des impositions » (Rivière, *Histoire des institutions de l'Auvergne*, t. II, p. 48).

sés ou non remboursés. Il était ainsi conçu : « Nous désirons rétablir l'ordre qui s'observait avant 1690 dans l'administration de toutes les villes et communautés de notre royaume, soit qu'elles aient acquis ou réuni leurs offices sous quelque titre que ce puisse être, pour avoir la liberté de les faire exercer en tout ou partie ou pour jouir seulement des gages et droits y attribués, soit que les dits offices aient été revendus à des particuliers, nous avons résolu de supprimer tous offices sans exception et de rendre à toutes les villes, communautés et paroisses de notre royaume les libertés qu'elles avaient d'élire et de nommer des maires et autres officiers municipaux pour administrer les affaires communes » (1). Une volonté si formelle de respecter les anciens privilèges eût dû rassurer tout le monde. Certaines villes, en particulier La Rochelle, virent même (2) concéder

(1) *Anciennes lois françaises*, t. XXI, p. 117-118.

(2) Voici le principal passage des lettres patentes qui rétablissait la mairie dans la capitale de l'Aunis : « Louis, par la grâce de Dieu roi de France et de Navarre, à tous ceux que ces présentes lettres verront, salut... A ces causes de l'avis de notre cher et aimé oncle le duc d'Orléans, petit-fils de France, régent, de notre cher et aimé cousin le duc de Bourbon, de notre cher et aimé cousin le prince de Conti, prince de notre sang, de notre très cher et très aimé oncle le duc du Maine, de notre très cher et très aimé oncle le comte de Toulouse, princes légitimés et autres pairs de France, nous avons par ces présentes signées de notre main dit et déclaré, disons et déclarons, voulons et nous plaît.

Art. 1^{er}. — ... Voulons pareillement que le maire que nous nommons demeure en place et que l'élection s'en fasse à l'avenir... A l'effet de quoi il sera choisi trois sujets et seront les dits élus présentés au gouverneur ou au commandant de la dite province pour

de nouveaux privilèges, l'illusion toutefois fut courte. Une grande expérience fiscale avait été faite. Le roi savait que les villes mises à rançon pour des droits qui leur étaient chers payaient sans trop protester.

Un événement malheureux, l'échec de Law, rendait nécessaire une mesure semblable à celle de 1692 ; les termes de l'ordonnance royale de 1722 (1) ne laissent aucun doute à cet égard. Louis XV comme Louis XIV mettait en coupe réglée les municipalités ; au besoin il transigeait avec elles. Comment expliquer sans cela les arrêts du conseil exceptant de l'édit des villes et des provinces entières (2). Quand le Trésor était rempli, on révoquait les édits bursaux jusqu'à nouvel ordre (3). Ce serait d'ailleurs une erreur de croire que les villes en recouvrant leurs anciennes franchises pouvaient élire leurs maires en toute liberté. Les intendants ne man-

qu'il nous en rende compte et que nous fassions les choix parmi lesdits trois sujets de celui à qui nous estimerons devoir accorder la place de maire » (Robert, *Recueil des privilèges de la ville et mairie d'Angers*, p. 729).

(1) « La nécessité de pourvoir au paiement exact des arrérages, au remboursement des dettes de l'Etat nous a obligé à rechercher les moyens les plus convenables pour y parvenir, et il ne nous a point paru d'expédient plus sûr et moins onéreux à nos peuples que le rétablissement des différents offices supprimés depuis notre avènement à la couronne » (*Anciennes lois françaises*, t. XXI, p. 209).

(2) Un arrêt du conseil d'Etat du 6 septembre 1723 excepte la Flandre de l'exécution de l'édit. Un autre du 20 septembre même année lui permet d'emprunter pour cet objet (Registré aux Registres aux titres coté 9, f^{es} 165 v^o et 166, carton 421, dossier 9. Renseignements fournis par M. Desplanque, archiviste à Lille).

(3) Un édit de juillet 1724 rendu sous le ministère du duc de Bourbon annula celui de 1722.

quaient pas de surveiller le scrutin (1) et les gouverneurs à tout propos émettaient la prétention de faire eux-mêmes les nominations (2). De tels procédés paraissaient à cette époque si naturels que les bourgeois ne protestaient guère, comme s'ils prévoyaient que d'autres infortunes les attendaient.

Pour la troisième fois en 1733 (3), les libertés communales furent confisquées. Cette confiscation, par le fond semblable aux précédentes, en différait par la forme. Ce n'était plus le roi qui marchandait avec les communautés et qui faisait les nominations, c'était un trai-

(1) Un arrêt du Conseil du 28 août 1717 portait que les sieurs intendants et commissaires départis dans les provinces et généralités du royaume, assisteraient aux assemblées électorales (*Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, t. XI, p. 169).

(2) A Angers, le prince de Lambesc, gouverneur d'Anjou, ayant voulu s'attribuer le droit de nommer à tous les offices municipaux, il fut sursis aux élections (Robert, *Privilèges de la ville et mairie d'Angers*, p. 838).

(3) Voici le texte des lettres patentes du 9 novembre 1733 : « Nous sommes informés que depuis la suppression des offices la liberté des élections est presque toujours troublée par des intrigues qui en sont comme inséparables et que les officiers ainsi élus n'ayant que peu de temps à rester dans leurs emplois ne peuvent acquérir une connaissance parfaite des affaires concernant notre service et celui des villes.

Pour remédier à ces abus nous avons jugé qu'il était nécessaire de créer et rétablir dans toutes les villes et lieux de notre royaume une partie desdits offices en titre pour les fonctions d'iceux être remplies par des officiers qui, dans un état fixe et permanent, s'appliqueront avec plus de soin à satisfaire à tous les devoirs attachés à leur charge et dont la finance nous servira à soutenir la dépense de la guerre et à éteindre et supprimer des capitaux de rente sur la ville et sur les tailles » (*Archives municipales de Caen*, 2^e travée, 3^e carton, dans Clarel, *Etude sur la commune de Caen*, p. 10).

tant adjudicataire de tous les offices qui les revendait en détail. Pour rendre l'opération plus fructueuse, l'édit n'exigeait des acheteurs aucune condition de moralité ni de capacité et permettait aux villes d'enchérir concurremment avec les particuliers (1). Comme on pouvait s'y attendre, cette mesure suscita de nombreuses réclamations dont une, celle de M. Choiseul-Beaupré, évêque de Mende, paraissait particulièrement fondée (2). Ces réclamations jointes à la crainte de nouveaux changements impressionnèrent défavorablement les bourgeois, d'où fort peu d'empressement à acheter les offices. Les remboursements étaient d'ailleurs très onéreux, les titulaires demandant une indemnité équivalente aux sommes de toute nature qu'ils avaient déboursées (3). Aussi pour décider les villes à s'imposer

(1) Levot, *Histoire de la ville et du port de Brest*, t. III, p. 80-81. La finance totale pour la généralité de Poitiers avait été fixée à la somme de 348.480 livres, adjugée à Jean-Claude Leclercq chargé par l'ordonnance du 29 décembre 1733 de la vente des susdits offices (Lalanne, *Histoire de Châtellerauld*, t. II, p. 223).

(2) L'évêque dans un mémoire des plus instructifs discutait point par point les arguments du traitant et faisait remonter ses droits jusqu'à un paréage conclu par le roi de France en 1306 avec un de ses prédécesseurs (Porée, *Le Consulat et l'administration municipale de Mende*, p. 381).

(3) La ville d'Aumale dut rembourser à Antoine Boufflers non seulement le capital de l'office, mais encore tous les frais avancés par lui, par exemple « Deux voyages à Paris au sujet dudit office, distance vingt lieues et avoir resté à Paris dans chaque voyage 3 jours chacun, 160 livres. Autres articles: voyage à Rouen pour que M. l'intendant mette son visa. Réception à Neufchâtel, Voyage à Neufchâtel » (*Archives de la commune*, lettre M. N° 9, dans Sémichou *Histoire d'Aumale*, t. I, p. 86).

extraordinairement à ce sujet, fallait-il la crainte de voir arriver à la mairie un sujet indigne de la confiance publique (1). La marchandise, en effet, était tellement décriée, malgré la réduction des mises à prix et l'élévation des gages (2), que Louis XV crut devoir, pour stimuler les ambitieux, commettre des maires à titre gracieux (3). Cet expédient n'ayant réussi que médiocrement (4), le roi n'hésita pas à réunir les offices non encore levés aux corps de ville moyennant le paiement d'octrois spéciaux (5). Cette réunion aux yeux du fisc

(1) A Boulogne-sur-Mer, le corps de ville ayant appris qu'un sieur la Sablonnière soumissionnait l'office de maire, délibéra le 8 mai 1742 qu'il était de toute nécessité d'empêcher une telle nomination. L'intendant fut sollicité d'indiquer le prix de l'office à lever. Un arrêt du Conseil faisant droit à la demande de la ville concéda l'office de maire ancien mytriennal moyennant 11.700 livres (Magnier, *Histoire d'une commune de France (Boulogne-sur-Mer) au XVIII^e siècle*, p. 185-186).

(2) Les mises à prix de 1734 avaient été réduites des trois cinquièmes, les gages élevés de 3 à 5 0/0. Arrêt du Conseil de 1744 (Levot, *ibid.*, t. III, p. 90).

(3) En 1748, Louis XV nomme de cette façon maire à Romans, François Hourst (Lacroix, *Romans et le Bourg de péage avant 1790*, p. 193).

(4) En 1736, des maires nommés d'office dans six villes du Dauphiné, sur la désignation des subdélégués, refusèrent d'accepter par crainte de déplaire aux seigneurs (Babeau, *La province sous l'ancien régime*, t. II, p. 144).

(5) A. En 1744, le roi enjoignait aux habitants de Laon d'acquérir eux-mêmes la charge de maire, et comme la ville n'avait pas de ressources pour faire face à cette dépense, le roi cassa le bail fait à un particulier du droit du huitième et ordonna qu'une nouvelle adjudication aurait lieu à la charge par l'adjudicataire de reverser mensuellement les 3/4 de son fermage dans les mains du gouverneur pour acquitter le prix de l'office (Melleville, *Histoire de Laon*,

d'ailleurs n'était que provisoire par suite de l'obligation pour les communes de présenter un homme vivant et mourant (1) au nom duquel étaient expédiées les lettres patentes, et de payer au décès de ce dernier comme s'il avait été un titulaire réel. Cette imposition, surtout onéreuse quand on tombait sur un sujet qu'une maladie imprévue emportait, souleva des protestations si fréquentes qu'un arrêt du conseil décida en 1759 que l'on pouvait s'en racheter (2). Rachat singulier, puisque les villes dont les offices n'avaient pas été incorporés à l'échevinage n'avaient jamais eu à se procurer d'homme vivant et mourant. Mais tout n'était-il pas surprenant à cette époque, depuis ces fluctuations semblables au dire du jurisconsulte Henrys à celles de la lune augmentant ou diminuant avec elles (3), jusqu'à la permis-

t. I, p. 279).

B. En 1746, réunion de l'office de maire de Brest au corps de ville acquitté au moyen d'augmentation d'octroi (Levot, *ibid.*, t. III, p. 94).

C. En 1747, réunion de l'office de maire de Châtellerault avec établissement de différents droits sur les vins (Lalanne, *Histoire de Châtellerault*, t. II, p. 223-224).

(1) La création de l'homme vivant et mourant, ou comme on dit de l'homme de paille, était un emprunt fait au régime féodal ; elle avait pour but de simplifier les opérations du fisc (Levot, *ibid.*, t. III, p. 82).

(2) Un arrêt du Conseil obligeait les villes, pour être dispensées de présenter un homme vivant et mourant, à payer dans un délai de 6 mois entre les mains du trésorier des revenus casuels la finance pour laquelle les offices étaient compris dans le rôle arrêté au Conseil sur le prix du capital au denier 15 de ce qu'elles devaient annuellement, plus 2 sous par livre (Levot, *ibid.*, t. III, p. 115).

(3) Lacroix, *Romans et le bourg de péage avant 1790* p. 193.

sion concédée à certaines villes d'élire librement (1) leurs magistrats moyennant le paiement pendant plusieurs années d'un don gratuit extraordinaire (2). Comme il était facile de le comprendre, le don gratuit n'était qu'un impôt déguisé destiné à payer les dépenses occasionnées par la guerre de Sept Ans, alors virtuellement terminée. Aussi bien des changements dans le ministère et dans la politique intérieure de la royauté étaient-ils imminents. Eclairés par les fautes de leurs prédécesseurs et par leur propre expérience, au dire de M. Dufey (3), les nouveaux ministres adoptèrent un autre système d'administration, et pour se concilier l'opinion par un retour au régime légal, ils se hâtèrent de rétablir les institutions municipales sur leurs véritables bases et de rendre aux communes le droit d'élire leurs magistrats. Un édit d'août 1764 (4) supprima donc encore une fois les offices, et pour établir enfin une uniformité réelle prescrivit une vaste enquête sur la forme de la nomination et de l'élection des

(1) M. Babeau fait connaître dans son livre : *La ville sous l'ancien régime*, t. I, p. 97, comment était respectée la liberté des élections. Pour assurer le calme et prévenir les brigues, les bourgeois influents recevaient l'ordre de « se retirer de la ville ou de changer d'air », pendant ce que l'on appellerait aujourd'hui la période électorale et le candidat suspect était pressé par l'intendant « de renoncer à sa candidature sur la considération de son âge avancé et de ses infirmités ».

(2) Août 1758. Aug. Thierry, *Monuments inédits*, t. III, p. 626.

(2) *Histoire des communes de France*, p. 185.

(4) Isambert, *Anciennes lois*, t. XXII, p. 404 et suiv.

maires dans toute la France. L'inspirateur de cette dernière mesure était Choiseul qui voulait, avant de doter toutes les cités d'une organisation semblable, s'entourer de tous les renseignements nécessaires. Les villes invitées à fournir des mémoires sur le fonctionnement de leur échevinage s'empressèrent de donner les éclaircissements les plus complets et s'élevèrent par avance contre la loi qui se proposait de les soumettre à un niveau commun (1). Un édit de mai 1765 n'en institua pas moins pour toutes les communautés (2) du royaume une réglementation générale qui, à part quelques exceptions (3), reçut une application immédiate. Voici

(1) Troyes, par exemple, s'étonnait de voir une administration uniforme dans toutes les villes et ajoutait que tout changement dans les choses de l'administration était dangereux lorsqu'il n'était pas absolument nécessaire (Mémoire envoyé à M. Bertin en 1764, *Arch. de l'Aube*, 44 E, 10). Abbeville était persuadée que la moindre modification dérangerait le bon ordre et la tranquillité qui régnaient depuis longtemps entre les différents corps (Aug. Thierry, *Monuments inédits de l'histoire du Tiers-Etat*, IV, 548). Ces citations sont extraites de Babeau, *La ville sous l'ancien régime*, t. I, p. 190.

(2) « La faculté d'élire les officiers municipaux, la nécessité de les changer, celle de faire délibérer les notables dans les cas qui intéressent la commune et la forme de compter toutes les recettes et dépenses nous ont paru les voies les plus propres à faire fructifier les revenus, à diminuer les dépenses et à rappeler l'ordre et l'économie nécessaires dans toutes les administrations publiques » (*Recueil général des anciennes lois françaises*, t. XXII, p. 434).

(3) A. Le duc d'Orléans, en sa qualité de propriétaire du fonds de tous les offices municipaux de son apanage et de ses terres patrimoniales, obtint, le 15 août 1765, des lettres patentes lui permettant de nommer les maires sur une liste triple de présentation (Rivière, *Histoire des institutions de l'Auvergne*, t. II, p. 51-52).

B. Le duc de Choiseul, comme seigneur d'Amboise, se vit concé-

quelle était l'économie des ordonnances royales. Dans les villes de 4.500 habitants et au-dessus, il devait y avoir un maire nommé pour 3 ans et n'étant pas immédiatement rééligible. La nomination appartenait au roi (1), mais il avait à choisir sur une liste de trois candidats dressée par les notables. Ces notables eux-mêmes, au nombre de quatorze, appartenaient dans une proportion déterminée à divers groupes entre lesquels étaient réparties, soit les diverses classes, soit les diverses corporations. Les classes et les corporations se réunissaient elles-mêmes pour nommer les députés qui devaient désigner les notables. A ceux-ci était confiée l'élection des trois candidats à la mairie.

Dans les villes de 2.000 à 4.500 habitants, les règles établies étaient les mêmes, mais le nombre des notables était réduit à dix. On voit par là que le droit d'élection n'était au fond qu'une faculté reconnue à un très petit nombre de citoyens et que la partie la plus nombreuse

der le droit de choisir le maire de la ville parmi les trois sujets qui lui seraient présentés (*Lettres patentes* de 1766, dans l'abbé Chevalier, *Inventaire analytique des Archives communales d'Amboise*, p. 134).

C. Mgr de Choiseul, évêque de Mende, à la suite des lettres patentes du 13 décembre 1766 conserve la faculté de faire les nominations (Porée, *Le Consulat et l'administration municipale de Mende*, p. 427).

(1) « Nous avons jugé qu'il serait aussi honorable pour nos dites villes et bourgs qu'intéressant pour notre service que leur premier officier fût connu et approuvé de nous. Nous nous sommes en conséquence réservé la nomination des maires » (Edit de 1765, préambule, t. XXII, p. 435).

de la population, la classe ouvrière, n'avait qu'une représentation insuffisante (1).

Accueillie avec joie par les bourgeois malgré ses imperfections, l'innovation de Choiseul paraissait reposer sur des fondements solides et devoir durer longtemps ; il n'en fut pas ainsi. En 1771 parut un édit (2) rétablissant la vénalité des charges municipales. A en croire le préambule, cet acte n'avait pour but que de remédier aux abus dont les mesures prises par le ministre étaient la source : inexpérience des nouveaux magistrats (3),

(1) Sur les dispositions des édits de 1764 et 1765, voir Leber, *Histoire critique du pouvoir municipal*, p. 477 à 488. A titre documentaire, il y a lieu de citer un règlement particulier à la ville de Caen en date de novembre 1769 dont voici les passages principaux :

« ART. 2. — Il sera encore choisi 4 notables habitant dans chacune des paroisses de Saint-Pierre et Saint-Jean, et deux dans chacune des autres paroisses de la ville... »

« ART. 3. — Voulons que pour cette fois seulement et quinze jours après l'enregistrement des présentes il soit procédé dans une assemblée de chaque paroisse, convoquée et tenue dans la forme accoutumée, à l'élection des notables qui devront être pris dans lesdites paroisses et qui seront choisis parmi des nobles ayant domicile dans la ville, les officiers de justice, avocats, négociants et autres principaux habitants de ladite ville... »

« ART. 10. — Le maire qui sera par nous choisi ne pourra exercer les fonctions de ladite place qu'après [avoir fait enregistrer au greffe de l'hôtel de ville l'ordonnance qui portera sa nomination. »

« ART. 12. — Ne pourront être élus notables que des personnes âgées au moins de 30 ans, établies dans la ville et n'ayant aucunes fonctions qui exigent leur résidence ailleurs » (Carel, *Etude sur la commune de Caen*, p. 11 à 15).

(2) Isambert, *Anciennes lois*, XXII, 539.

(3) A Béthune, les magistrats étaient obligés d'autoriser leur greffier à faire chaque semaine deux ou trois voyages à Arras pour y consulter des avocats sur les affaires municipales qu'ils n'enten-

inimitiés et divisions entre les habitants, cabales et brigues dans les élections (1) ; mais il était facile d'en deviner le véritable motif, le besoin d'argent. Maupeou, pour accomplir les réformes judiciaires, avait imaginé de rembourser les conseillers au Parlement avec les ressources que lui fournirait la vente des offices municipaux, d'où l'ordonnance royale (2).

Toutes les dispositions de l'édit de 1771 étaient en effet visiblement inspirées par le désir de faire affluer le numéraire dans les caisses du Trésor : dispense pour les acquéreurs d'être gradués (3), impossibilité de payer en papier après l'expiration d'un délai de trois mois (4),

daient pas. A Saint-Omer, les officiers municipaux ne trouvaient parmi eux personne capable de faire valoir les intérêts de la ville dans une affaire qu'il fallait négocier avec les Etats (Leber, *Histoire critique du pouvoir municipal*, p. 486).

(1) « On sent bien que les élections ordinaires ne se faisaient pas sans intrigues, qu'elles remuaient beaucoup de petites ambitions, que l'esprit de popularité s'y trouvait souvent aux prises avec les préventions contraires, qu'une partie des électeurs n'agissait que par entraînement et que le vote des majorités n'était pas toujours le fruit d'une délibération impartiale et désintéressée » (Leber, *ibid.*, p. 533 et 485).

(2) Ce chancelier se vantait auprès de Louis XVI d'avoir osé proposer à son auguste aïeul d'anéantir sans retour la trace de ce honteux trafic (la vénalité) « qui a déshonoré et morcelé la puissance publique ». Sa tentative échoua (*Répertoire général et pratique du notariat*, numéro du 30 novembre 1902, p. 115).

(3) Aux termes de l'édit de 1765, article 10, il devait toujours y avoir un gradué parmi les conseillers de ville.

(4) L'article 3 de l'édit semblait donner une grande facilité pour le paiement en admettant que la moitié du prix serait reçue en quittances de finances ou contrats provenant de liquidation de pareils offices supprimés. Il était à peu près impossible de faire

exemption pour les nouveaux titulaires de la taille personnelle et de l'octroi des villes pour les charges dont la finance était de 10.000 francs, promesse de servir à 50/0 les intérêts de la finance (1). Quelques communes comprirent qu'il fallait se soumettre ou être déchuës de leurs privilèges et préférèrent le premier parti, mais en marchandant (2). Les Etats d'Artois (3), de Bourgogne (4), de Languedoc (5) agirent de même. Toutefois la majo-

régulariser les valeurs en papier dans le délai de trois mois (Leber, *ibid.*, p. 534).

(1) Dufey, *Histoire des communes de France*, p. 189.

(2) A. Aumale expose avant de racheter l'office de maire, « l'état de la ville, la perte éprouvée par les inondations de 1757 et 1770, la dépense du passé, les emprunts, les charges prises en 1733 » (Sémichon, *Histoire de la ville d'Aumale*, t. I, p. 96).

B. Amiens (Arrêt du Conseil du 13 octobre 1772) recouvre ses anciens droits à condition de se libérer en trois termes égaux à trois mois d'intervalle. Pour payer la somme due, la commune devait faire « tourber 60 journaux par voie d'économie ou d'adjudication en 30 ans ou en moins » (Aug. Thierry, *Monuments inédits*, t. III, p. 318).

(3) Les députés des Etats d'Artois écrivaient à M. Mesnard sous la date du 27 septembre 1773 : « Nous ne voulions payer que 100.000 livres, outre la remise que nous faisons d'une quittance de finance de 200.000 livres (pour le rachat des offices municipaux), mais M. Bertin (trésorier des parties casuelles) nous a fait connaître que ce rachat ayant été fixé par un contrôleur général à 120.000 livres et porté sur ce pied dans l'état qu'il lui avait donné, il fallait nécessairement en passer par là. » L'article 9 de l'édit de novembre 1773 donne satisfaction aux Etats (Leber, *ibid.*, p. 533 et 485).

(4) Edit du 31 décembre 1773 acceptant l'offre d'un million, faite par les élus de Bourgogne, à rembourser sur les revenus des octrois de la rivière de Saône de 1783 à 1788, pour le rachat des offices municipaux de la province (Babeau, *La ville sous l'ancien régime*, t. I, p. 112).

(5) La somme payée pour le rachat était de 2.500.000 livres (Aug. Thierry, *Histoire du Tiers-Etat*, p. 232).

rité refusa, malgré les efforts du roi (1), d'acheter les offices. Pour justifier une telle conduite, les motifs ne manquaient pas et les délibérations consignées dans les registres des échevinages contiennent à cet égard de précieux renseignements. Voici des extraits fort suggestifs de résolutions prises dans une assemblée tenue à l'hôtel de ville de Gournay-en-Bray le 20 janvier 1772 :

« L'assemblée, considérant que l'établissement d'officiers
« en charge dans cet hôtel de ville, tels qu'ils sont dési-
« gnés par le nouvel édit, ne peut être que fort onéreux et
« grandement préjudiciable... soit parce que aux termes
« de l'article 8 de cet édit les acquéreurs desdits offices
« doivent avoir des gages sur le pied du denier 20 de leurs
« finances à prendre et avoir par préférence sur les reve-
« nus patrimoniaux et d'octroi de la ville, soit parce que
« cette foule prodigieuse d'officiers jouira de toutes sortes
« d'exemptions telles qu'elles sont expliquées dans l'ar-
« ticle 7 du même édit, ce qui surchargerait avec excès
« les autres habitants, soit parce qu'étant loisible à tous
« sans distinction d'ordre ni état d'acquérir lesdits offices,
« il est toujours à craindre que quelques intrus ou per-
« sonnes peu propres à les posséder n'en surprennent l'a-

(1) Pour remédier au mauvais vouloir des villes, Louis XVI imagina de les faire administrer par des individus munis de commissions révocables. Ces porteurs de commissions jouissaient des émoluments (gages, livrées) alors à la charge des communautés ; la plupart n'étaient pas de la qualité requise pour être à la tête du corps municipal et moins encore pour entrer aux Etats quand le cas se présentait (Babeau, *ibid.*, t. I, p. 109).

« grément. Considérant encore que le nouveau régime
 « qui subsiste depuis plusieurs années a été avantageux
 « aux habitants, qu'il leur a procuré quelques établisse-
 « ments également utiles et agréables, qu'on a tout lieu
 « de s'en promettre d'autres, que le même régime n'a pas
 « peu contribué à entretenir la paix et l'harmonie si dési-
 « rables parmi les concitoyens, que dans les temps anté-
 « rieurs le gouvernement des officiers en charge a été
 « agité par la discorde et la confusion, que depuis long-
 « temps on ne rendait aucun compte des revenus publics
 « dont la régie était faite sans règle; enfin que s'il arrivait
 « que lesdits offices ne fussent pas relevés aux parties
 « casuelles, il en pourrait résulter un nouvel impôt
 « comme l'expérience l'a appris, comme on l'a vu en
 1733» (1). La résistance aux ordres royaux était quelque-
 fois couronnée de succès ; c'est ainsi que Corbie (2) garda
 ses franchises, que la Provence à la suite des remon-
 trances de son parlement (3) resta en possession de ses

(1) De la mairie, *Histoire de Gournay*, t. II, p. 186.

(2) Des lettres patentes du 1^{er} avril 1779 maintiennent le cardinal de Luynes, abbé commendataire de Corbie, dans le droit de nommer le maire. Sous le prétexte que les abbés de Corbie avaient obtenu ce droit par un titre spécial et onéreux, un arrêt du Conseil du 20 janvier 1693 avait déjà excepté Corbie de l'édit de 1692 (Augustin Thierry, *Mon. inédits*, t. III, p. 625).

(3) Voici comment s'exprimait le Parlement : « Inutilement a-t-on donné pour motif à l'édit des abus à corriger, des divisions à calmer, des brigues à éloigner, mais si ces maux nous sont inconnus, si dans nos élections municipales nous ne voyons ni abus, ni divisions, ni brigues, si la paix y préside, si l'amour du bien public commun les dirige, dès lors le mal n'existant point, le remède devient superflu.

élections municipales. Comme en 1765, beaucoup de seigneurs furent exceptés de l'édit, par exemple le Comte de Lille (1), le Comte d'Artois (2). Une telle situation pour les libertés communales était trop anormale pour se prolonger de longues années. Une loi modifiant de fond en comble les institutions des villes s'imposait (3). Louis XVI ne sut pas en prendre l'initiative ; il laissa Necker faire des applications isolées et des essais partiels en créant dans différents pays d'élection des assemblées provinciales (4). Ces assemblées, il est vrai, furent l'objet d'un édit de 1787 (5), mais elles

Nous ne craignons point d'affirmer sous la foi du serment que l'administration de nos communes est pure et sans tache, que nous n'y remarquons aucun de ces désordres qui ont été les motifs du nouvel édit » (Raynouard, *Histoire du droit municipal en France*, t. II, p. 362-363).

(1) Avant d'être roi de France, Louis XVIII avait été pourvu par son aïeul de lettres patentes du 21 avril 1771 qui lui conféraient la nomination de tous les offices de son apanage (Dufey, *ibid.*, p. 297).

(2) Dans son *Histoire de Châtellerauld*, t. II, p. 247, l'abbé Lalanne cite des commissions de maire données par le futur Charles X, en particulier une lettre de provision à Jean-Claude Dubois, procureur du roi.

(3) Un magistrat consulté par le ministre sur un projet de réformation municipale qui intéressait une des premières villes du royaume lui répondait confidentiellement au mois de mai 1778 : « C'est une nouvelle loi qu'il nous faut ; dirigez-en les articles et que le roi dise : je veux. Si ce mot est quelquefois terrible, il est aussi souvent salutaire » (Leber, *ibid.*, p. 507-508).

(4) La première assemblée provinciale est de 1778 (Berry). Des arrêts du Conseil de 1779 et de 1780 instituèrent des assemblées semblables dans d'autres pays d'élections : le Dauphiné, la généralité de Moulins, la Haute-Guyenne, la généralité de Montauban (Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, p. 581).

(5) Anciennes lois françaises, XXVIII, 366.

ne donnèrent pas complètement satisfaction aux aspirations des communes. Dans les assemblées municipales se trouvaient encore en effet des membres de droit (seigneur et curé) et toutes les nominations importantes émanaient de l'intendant (1). Aussi quand en 1789, le roi convoqua les Etats-Généraux, les trois ordres, noblesse (2), clergé (3), Tiers-Etat (4), s'empressèrent-ils de réclamer contre les édits bursaux et de demander, en ce qui concernait l'élection des maires, l'établissement d'un règlement général pour toute la France. On sait comment se forma l'assemblée Constituante ; comment dans la nuit du 4 août les privilèges furent abolis ;

(1) Leber, *ibid.*, p. 535.

(2) « Que les habitants des villes soient rétablis dans le droit primordial des communes de nommer et de choisir leurs officiers municipaux, de les remplacer vacance arrivant, ensemble de contre-dire et clore les comptes qui seront rendus publics » (Cahier noblesse Douai en Orchies). Cet article ne parle que des villes, mais les cahiers de la noblesse du bas Vivarais (fol. 261, *d'Aval en Franche-Comté*, p. 13. Rhodéz, *m. ss.*) réclament ce droit pour toutes les communes du royaume indistinctement (Dufey, *ibid.*, p. 222).

(3) « Les villes et communautés seront réintégrées dans le droit de choisir librement leurs préposés municipaux, les usurpations des seigneurs seront réprimées à l'égard de celles-ci et qu'à l'égard de celles-là (des usurpations) le brevet extorqué du roi et à plus forte raison la recommandation ministérielle soient de nul effet » (Cahier du clergé, *Colmar et Schlestadt*, p. 30, Dufey, *ibid.*, p. 221).

(4) « Que l'édit de 1771 concernant l'administration des villes soit supprimé et qu'il soit fait un règlement général pour la libre formation de leurs municipalités ». Tiers-Etat Contentin, *m. ss.* (Dufey, *ibid.*, p. 224). Cf. Cahier des Etats de Béarn, 1788, art. 12. « Que les offices municipaux créés en 1771 soient et demeurent supprimés, que les arrêts du Conseil concernant les offices municipaux et la forme des élections soient révoqués » (*Inventaire sommaire des archives départementales des Basses-Pyrénées*, C. 826).

comment en décembre 1789 fut voté le décret qui, en enlevant définitivement au roi et aux seigneurs (1) tout droit de nomination sur les premiers magistrats des cités, créa le maire moderne. La tâche de la royauté était finie ; elle avait consolidé l'autorité, formé le pays ; elle disparaissait par la force des choses, entraînant avec elle les vieilles franchises qu'elle avait octroyées. De leur côté, les communes vont voir s'ouvrir devant elles une période nouvelle moins brillante que l'ancienne, mais en harmonie avec les temps et les mœurs. Au lieu de recevoir leurs chefs des mains du pouvoir central, les villes les choisiront désormais librement, mettant ainsi en pratique cette maxime de d'Argenson : « Le maire doit être l'homme du peuple ou il n'est rien » (2).

(1) Lorsque par l'édit de 1771, M. l'abbé Terray eut remis aux enchères des charges municipales, les communes rurales ne purent, comme les villes, racheter leur droit d'élection, les seigneurs achetèrent les charges de leur village. D'autres sollicitèrent et obtinrent des brevets qui leur conféraient la faculté de nommer les maires et ils confiaient ces fonctions à leurs gens d'affaires, à leurs fermiers et souvent à leurs premiers domestiques (Dufey, *ibid.*, p. 221).

(2) *Considérations sur le gouvernement de la France*, p. 179.

CONCLUSION

Des deux principes (le principe autoritaire et le principe électif) qui avaient lutté si longtemps ensemble, le second avait donc triomphé définitivement, mais au prix de quels efforts et de quels sacrifices ! Pour peu en effet que l'on se reporte à l'histoire de l'ancienne France, on voit le principe électif successivement aux prises avec les seigneurs, les rois, et, faut-il le dire, avec ses propres abus.

Quand éclata le mouvement communal, l'usage employé jusqu'alors de consulter, pour toutes les résolutions importantes, les suffrages populaires, était déjà tombé en désuétude ; les seigneurs étaient maîtres chez eux et les rois se contentaient du sacre pour toute investiture. Dans ces conditions il était facile de prévoir que le maire au moyen âge tiendrait rarement ses pouvoirs de l'élection : c'est ce qui arriva. Presque partout les seigneurs et les rois s'en réservèrent la nomination ; seules quelques villes plus importantes, plus remuantes

que les autres obtinrent le privilège de choisir elles-mêmes leurs premiers magistrats municipaux, mais ce ne fut pas pour de longues années ; les Capétiens craignaient trop l'élection pour ne pas essayer de la détruire. D'un autre côté, à mesure que les classes se différenciaient, la mairie devenait l'apanage d'un parti et l'occasion de conflits sanglants. Le peuple se plaignait d'être imposé lourdement par l'aristocratie au pouvoir. Des émeutes éclatèrent, elles furent vite réprimées par la royauté qui en prit prétexte pour supprimer toute élection. Pourtant, telle était la force du principe électif, les inconvénients d'un maire étranger à la ville étaient si évidents, que les bourgeois demandèrent et obtinrent la plupart du temps le pardon de leur rébellion et la conservation des privilèges qui leur avaient été octroyés primitivement.

Le pouvoir central gagnait souvent lui aussi à laisser les communes choisir elles-mêmes leurs chefs ; ses ordres étaient mieux respectés et les tailles levées plus facilement. Si Louis XIV et Louis XV mirent à l'encan les charges municipales, c'est qu'ils escomptaient à l'avance les « grosses sommes de deniers » que les cités déboursaient pour empêcher la ruine de leurs vieilles franchises, et l'événement leur donna raison. Pendant plus d'un siècle les édits bursaux désolèrent la France sans cependant décourager le patriotisme local qui réussit presque toujours à conserver tout au moins les apparences de l'élection libre. Le principe électif l'a-

vait donc, en fin de compte, emporté sur le principe autoritaire; mais il avait perdu dans la lutte son caractère ancien : l'universalité.

Comme toutes les institutions humaines, le suffrage universel était un instrument fragile dont il n'aurait fallu user qu'avec mesure et c'est ce qui n'avait pas eu lieu. Très rapidement appuyé sur la portion la plus nombreuse de la population, le maire s'était rendu redoutable à ses propres concitoyens. Si l'on songe que celui-ci n'était pas seul à administrer la commune, qu'il n'était que le premier des membres du corps de ville (*primus inter pares*), que ces derniers puisaient leurs pouvoirs à la même source que lui, il est facile de s'imaginer ce qui pouvait advenir d'une telle situation. Pour peu que les esprits fussent animés les uns contre les autres, il en résultait des actes de violence fort répréhensibles et une opposition ouverte au gouvernement d'alors. Se rendre redoutable est souvent dangereux, le suffrage universel en fit l'expérience. Battu de tous côtés en brèche, compromis par ses propres excès, il disparut pour céder la place au suffrage restreint. Le maire ne fut plus nommé par le consentement de tous, mais bien par le corps de ville lui-même. Très pratique puisqu'il évitait des conflits quotidiens entre le maire et ses assesseurs, ce mode de procéder eut un certain succès dans l'ancienne France et ses avantages étaient si incontestables qu'il passa dans la législation

de la France moderne qui paraît l'avoir adopté définitivement.

Tels sont, résumés brièvement, les enseignements que fournit l'histoire du long passé qui vient d'être parcouru.

Vu :

Le Professeur, Président de la thèse
Raoul BIVILLE.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
Edmond VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université de Caen,
E. ZEVORT.

BIBLIOGRAPHIE

I. — SOURCES GÉNÉRALES

B

- Babeau (A.).** — La ville sous l'ancien régime. 2^e éd., Paris, 1884, 2 vol. in-16.
- Bard (Joseph).** — Dijon, Histoire et tableau. Dijon, 1849, in-12.
- Bavelier (Adrien).** — Essai historique sur le droit d'élection et sur les assemblées représentatives de la France. Paris, 1874, in-8°.
- Bonnemère (Eug.).** — La France sous Louis XIV. 3^e éd. Paris, 1889, 2 vol. in-16.
- Bonvalot (Edouard).** — Histoire du droit et des institutions de la Lorraine et des Trois-Evêchés. Paris, 1895, in-8°.
- Borély (A.-E.).** — Histoire du Havre. Le Havre, 1880-81, 3 vol. in-8°.
- Bourdote de Richebourg.** — Nouveau Coutumier général. 1724.
- Boutaric (Edg.).** — La France sous Philippe-le-Bel. Paris, 1861, in-8°.
- Bréard (Ch.).** — Les archives de Honfleur. Paris, 1885, in-8.
- Brossard de Ruville.** — Histoire de la ville des Andelys. Les Andelys, 1863-64. 2 vol. gr. in-8.

C

- Champollion-Figeac (J.-J.).** — Lettres des rois et reines de France. Paris, 1839-1847, 2 vol. in-4°.
- Chenu (Jean).** — Recueil des antiquités et privilèges de la ville de Bourges et de plusieurs autres villes capitales du royaume. Paris, 1621, in-4°.
- Chevalier (l'abbé Ulysse).** — Inventaire analytique des archives communales d'Amboise. Tours, 1876, in-8°.

- Chéruei.** — Dictionnaire des institutions. Paris, 1865, 2 vol. in-8°.
 — Histoire de l'administration monarchique. Paris, 1865, 2 vol. in-8.
 — Histoire de Rouen pendant la période communale. Paris, 1843-1844, 2 vol. in-8°.
Courtois. — Essai sur l'histoire de Longwy. Metz, 1829, in-8°.

D

- Daire.** — Histoire d'Amiens. Paris, 1757, 2 vol. in-4°.
d'Arbois de Jubainville. — L'administration des intendants. Paris, 1880, in-8°.
Daresté de la Chavanne (A.-C.). — Histoire de l'administration en France et des progrès du pouvoir royal. Paris, 1848, 2 vol. in-8°.
d'Argenson (René-Louis de Voyer). — Considérations sur le gouvernement de la France. Amsterdam, 1765, in-8°.
d'Avenel (G.). — Richelieu et la monarchie absolue. Paris, 1884-1890, 4 vol. in-8°.
de Barante (A.-G.-P.). — Des communes et de l'aristocratie. Paris, 1821, in-8°.
de Beauvillé (V.). — Documents inédits sur la Picardie. Paris, 1860-1882.
 — Histoire de la ville de Montdidier. Paris, 1857, 3 vol. gr. in-4°.
de Boislisle (A.-M.). — Correspondance des contrôleurs généraux des finances. Paris, 1874-1897, 3 vol. in-folio.
de Calonne (A.). — Histoire d'Amiens. Amiens, 1899-1900, 2 vol. in-8°.
de la Mairie. — Histoire de Gournay-en-Bray. Gournay-en-Bray, 1852, 2 vol. in-8.
de Laurière (C.). — Bibliothèque des Coutumes. Paris, 1783, in-8°.
de Lépinçois. — Histoire de Chartres. Chartres, 1854-1858, 2 vol. in-8°.
de Lérue. — Histoire de la ville de Blangy-sur-Bresle. Rouen, 1860, in-18.
Delisle (L.). — Catalogue des actes de Philippe-Auguste. Paris, 1856, in-8°.
Delpit (J.). — Documents français qui se trouvent en Angleterre. Paris, 1847.
Depping. — Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV. Paris, 1850-1855, 4 vol. in-4°.
Devérité. — Histoire du comté de Ponthieu. Londres, 1765, 2 vol. in-12.

- Droz.** — Essai sur l'histoire des bourgeoisies, du roi, des seigneurs et des villes. Besançon, 1760, in-8°.
- Duclos** (C. Pinot). — Histoire de Louis XI. Paris, 1745, 4 vol. in-12.
- Dufey** (P.-J.-S.). — Histoire des communes de France. Paris, 1828, in-8°.
- Dupin** (Baron C.-F.-E.). — Histoire de l'administration locale. Paris, 1829, in-8°.
- Dusevel** (H.). — Histoire d'Amiens. 2^e éd. Amiens, 1848, in-8°.

F

- Farin.** — Histoire de Rouen. Rouen, 1731, 6 vol. in-12.
- Félix.** — Comptes-rendus par les échevins de Rouen. Rouen, 1890 2 vol. in-8°.

G

- Gasquet.** — Précis des institutions politiques et sociales de l'ancienne France, t. II. Paris, 1885, in-8°.
- Giraud** (Ch.). — Essai sur l'histoire du droit français. 1845, 3 vol. in-8°.
- Giry** (A.). — Etablissements de Rouen. Paris, 1883-1885, 2 vol. in-8°.
- Saint-Omer et ses institutions. Paris, 1877, in-8°.
- Glasson.** — Histoire du droit et des institutions de la France, t. II. Paris, 1887-1903, 8 vol. in-8°.
- Grosley.** — Mémoires historiques et critiques pour l'histoire de Troyes. Paris, 1714-1813, 2 vol. in-8°.
- Guichard** (A.-C.). — Dissertation historique sur les communes de France. Paris, 1889, in-8°.
- Guizot** (F.-P.-C.). — Essai sur l'histoire de France. Paris, 1836, in-8°.
- Histoire de la civilisation en France. Paris, 1846, 4 vol. in-8°.

H

- Henrion de Pansey.** — Du pouvoir municipal et de la police intérieure des communes. Paris, 1820, in-8°.

J

- Jullian.** — Histoire de Bordeaux. Bordeaux, 1895, in-4°.

L

- Lalanne** (L'abbé). — Histoire de Châtelleraut. Châtelleraut, 1859, 2 vol. in-8°.
- La Thaumassière**. — Histoire du Berry. Bourges, 1689, in-folio.
— Les anciennes et nouvelles coutumes locales du Berry et celles de Lorris.
- Leber**. — Histoire critique du pouvoir municipal. Paris, 1828, in-8°.
- Le Beuf** (P.). — Histoire d'Eu. Eu, 1844, in-8°.
- Le Brasseur**. — Histoire civile et ecclésiastique d'Évreux et du comté d'Évreux. Paris, 1722, in-4°.
- Lehuteur**. — Histoire de Philippe-le-Long. Paris, 1897, in-8°.
- Lemaitre** (Mme P.). — Histoire de Dreux. Dreux, 1850, in-8°.
- Levot** (P.). — Histoire de Brest. Brest, 1864-1865, 3 vol. in-8°.
- Longnon**. — Polyptique de l'abbé de Saint-Germain-des-Prés, rédigé au temps de l'abbé Irminon. Paris, 1895, 2 vol. in-8°.
- Louvet**. — Histoire de Beauvais. Rouen, 1614, in-8°.
- Luchaire**. — Les communes françaises à l'époque des Capétiens directs. Paris, 1890, in-8°.
— Etude sur les actes de Louis VII. Paris, 1885, in-8°.
— Manuel des institutions françaises. Paris, 1890, in-8°.

M

- Magnier**. — Une commune de France (Boulogne-sur-Mer) au XVIII^e siècle. Paris, 1875, in-8°.
- Ménage**. — Histoire de Sablé. Paris, 1683, in-folio.
- Monteil**. — Histoire des Français des divers États. Paris, 1828-1844, 10 vol. in-8°.
- Morin** (L.-R.). — Histoire de Louviers. Rouen, 1822, 2 vol. in-12.

P

- Paquet** (J.). — Des institutions provinciales et communales et des corporations des pays de l'ancienne France à l'avènement de Louis XI. Paris, 1835, in-8°.
- Pérard**. — Recueil de plusieurs pièces curieuses servant à l'histoire de Bourgogne. Paris, 1664, in-folio.
- Pluquet**. — Essai historique sur la ville de Bayeux. Caen, 1829, in-8°.
- Poirson**. — Histoire de Henri IV. Paris, 1865-1866, 4 vol. in-18.

Port. — Inventaire analytique des archives municipales de la mairie d'Angers. Angers, 1898, in-folio.

Prarond. — Histoire de cinq villes. Paris, 1860, in-8°.

R

Raynouard. — Histoire du droit municipal. Paris, 1829, 2 vol. in-8°.

Robert. — Recueil des privilèges de la ville et mairie d'Angers. Angers, 1748, in-4°.

Rœderer. — Histoire de Louis XII et François I^{er}. Paris, 1825, 2 vol. in-8°.

S

Sée (H.). — Louis XI et les villes. Paris, 1891, in-8°.

Sémichon (E.). — Histoire de la ville d'Aumale. Paris, 1862, 2 vol. in-8°.

T

Taillar. — Recueil d'actes des XII^e et XIII^e siècles en langue romane et wallonne dans le nord de la France. Douai, 1849, in-8°.

Tardiff. — Cartons des rois. Paris, 1863-67, in-4°.

Teulet (A.). — Layettes du trésor des Chartes. Paris, 1863, in-4°.

Thiéry (A.-D.). — Histoire de Toul. Paris, 1841, 2 vol. in-8°.

Thierry (Augustin). — Essai sur l'histoire du Tiers-Etat. Paris, 1867, in-8°.

— Lettres sur l'histoire de France, 7^e éd., Paris, 1842, in-8°.

— Recueil des monuments inédits sur l'histoire du Tiers-Etat. Paris, 1850-1856, 4 vol. in-4°.

Thomas (A.-G.). — Une province sous Louis XIV. Paris, 1844, in-8°.

Tocqueville (de). — L'ancien régime et la Révolution. 4^e éd., Paris, 1860, in-8°.

V

Viollet (P.). — Institutions politiques et administratives de la France, t. III. Paris, 1890-1903, 4 vol. in-8°.

Valet de Viriville (A.). — Histoire de Charles VII. 1862-1863, 4 vol. in-8°.

W

Warmié (A.-J.). — Histoire de Doullens. Doullens, 1863, in-8°.

Wauters (A.). — Les libertés communales. Bruxelles, 1878, 2 vol. in-8°.

II. — SOURCES SPÉCIALES

I

COLLECTION DES INVENTAIRES SOMMAIRES DES ARCHIVES COMMUNALES ANTÉRIEURES A 1790.

- Amiens**, Somme. Inventaire sommaire, par M. Durand.
Armentières, Nord. Inventaire sommaire, par M. Dehaisnes.
Bergues, Nord. Inventaire sommaire, par M. Dehaisnes.
Béthune, Pas-de-Calais. Inventaire sommaire, par M. Travers.
Bouchain, Nord. Inventaire sommaire, par M. Dehaisnes.
Boulogne-sur-Mer, Pas-de-Calais. Inventaire sommaire, par M. Deseille.
Bourboing, Nord. Inventaire sommaire, par M. Dehaisnes.
Charleville, Ardennes. Inventaire sommaire, par M. Laurent.
Comines, Nord. Inventaire sommaire, par M. Finot.
Hazebrouck, Nord. Inventaire sommaire, par M. Finot.
Linselles, Nord. Inventaire sommaire, par M. Leuridan.
La Bassée, Nord. Inventaire sommaire, par M. Dehaisnes.
Laon, Aisne. Inventaire sommaire, par M. Matton.
Merville, Nord. Inventaire sommaire, par M. Finot.
Obernai, Territoire annexé. Inventaire sommaire, par M. l'abbé Gys.
Rambervillers, Vosges. Inventaire sommaire, par M. Henriot.
Sens, Yonne. Inventaire sommaire, par M. Quantin.
Saint-Amand, Nord. Inventaire sommaire, par M. Finot.
Tournus, Saône-et-Loire. Inventaire sommaire, par MM. Benet et Lex.
Verdun, Meuse. Inventaire sommaire, par MM. Labande et Vernier.
Vichy, Allier. Inventaire sommaire, par MM. Vayssière et Claudon.

II

COLLECTION DES INVENTAIRES SOMMAIRES DES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES ANTÉRIEURES A 1790.

- Aisne.** Inventaire sommaire, par M. Matton.
Aube. Inventaire sommaire, par MM. d'Arbois de Jubainville et Roserot.
Aube. Inventaire sommaire, par M. Roserot.
Allier. Inventaire sommaire, par M. Chazaud.
Ardennes. Inventaire sommaire, par MM. Sené, Maud et Laurent.

III

PUBLICATIONS DE SOCIÉTÉS SAVANTES.

Académie des Sciences, agriculture, commerce, belles-lettres et arts du département de la Somme, année 1843. Essai sur l'organisation municipale de la ville d'Amiens depuis son érection en commune en 1209 jusqu'en 1389, par M. TAVERNIER.

Antiquaires de la Morinie, t. XVIII, Une ville artésienne avant la Révolution, par M. DECROOS,—et t. XV, Les mayeurs et les maires de la ville d'Aire, par M. LOUIS CAUROS.

Antiquaires de Picardie. Documents inédits sur la province, t. V. Histoire de la ville de Doullens, par M. DELGOVE.

Antiquaires de Picardie. Documents inédits concernant la province, t. X. Histoire de l'abbaye et de la ville de Saint-Riquier, par M. l'abbé HÉNOQUE.

Archives historiques de Saintonge et de l'Aunis, t. XI. Le corps de ville de Cognac en 1714, pièces publiées par M. PÉLISSON.

Archives historiques de Saintonge et de l'Aunis, t. XXIV. Registres de l'échevinage de Saint-Jean d'Angély.

Comité archéologique et historique de Noyon, t. X. Du gouvernement et administration de la commune de Noyon, par M. MAZIERE.

Société archéologique et historique de l'Orléanais, t. XVIII. Essai historique sur le régime municipal à Orléans d'après les documents conservés aux archives de la ville, 1389-1790, par M. BONNARDOT.

IV

BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉCOLE DES CHARTES.

D'Arbois de Jubainville. La loi de Beaumont, 3^e série, t. II.

Dareste. Notice historique sur la communauté de la ville de Rennes, depuis le xiv^e siècle, 2^e série, t. I.

V

BIBLIOTHÈQUE DES HAUTES ÉTUDES.

Flammermont (A.). — Histoire des institutions municipales de Senlis. Paris, 1881, in-8°.

Lefranc. — Histoire de la ville de Noyon et de ses institutions jusqu'à la fin du xiii^e siècle. Paris, 1887, in-8°.

Petit-Dutaillis (Ch.). — Etude sur la ville et le règne de Louis VIII. Paris, 1894, in-8°.

VI

REVUE.

Correspondant (25 mai 1870), article de M. Desjardins sur la nomination des maires dans l'ancienne France.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	1
PREMIÈRE PARTIE. — Le maire seigneurial et ses modes de nomination.	3
DEUXIÈME PARTIE. — Le maire communal et ses modes de nomination.	7
TROISIÈME PARTIE. — Le maire royal et la vénalité de son office.	39
CONCLUSION	113
BIBLIOGRAPHIE	117

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)
